



Changer pour un meilleur Impact

*Transformation de l'Agriculture et du Développement
rural dans les Pays membres de la BID*



Changer pour un meilleur Impact

*Transformation de l'Agriculture et du Développement
rural dans les Pays membres de la BID*

Pratiques mondiales agricoles
Département des Infrastructures économiques et sociales
Banque islamique de développement



Citation correcte :

Groupe de la Banque islamique de développement (2018). *Changer pour un meilleur impact : Transformation de l'Agriculture et du Développement rural dans les Pays membres de la BID*, Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite

© Banque islamique de développement, 2018, Groupe de la Banque islamique de développement

ISBN : 9960-32-345-5

Le présent ouvrage a été imprimé avec l'appui financier de la Division de la gestion des connaissances et de l'apprentissage institutionnel du Groupe de la BID

Editeur: Tiff Harris, TH Consulting Ltd. Nairobi, Kenya

Conception et mise en page : Conrad Mudibo, Ecomedia Ltd. Nairobi, Kenya

Crédits photos

Agricultural Business Initiative, Ouganda Bakhodir Mirzaev
Bashir Jama Boukary Seadog Fixed Prime Ltd. Nur Abdi
Ougfaly Badji Shutterstock Tiff Harris

Clause de non-responsabilité :

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les vues du Groupe de la Banque islamique de développement et de son Conseil des Gouverneurs ou des gouvernements qu'ils représentent. Le Groupe de la BID ne garantit pas l'exactitude des informations contenues dans la présente publication et décline toute responsabilité quant aux conséquences de leur utilisation.

Contents

Avant-propos	vi
Préface	viii
Remerciements	xi
Acronymes	xviii
Carte des Pays membres du Groupe de la BID	xv
Chapitre 1 Définition de l'orientation et du rythme pour un changement durable : Notre stratégie	1
Chapitre 2 Création d'opportunités de croissance dans l'agriculture : Financement pour un impact à grande échelle	15
Chapitre 3 Renforcement de la résilience des systèmes agricoles pour faire face au changement climatique	23
Chapitre 4 Investissements dans les petites exploitations agricoles afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle	35
Chapitre 5 Amélioration des moyens de subsistance grâce à des systèmes d'élevage plus productifs	49
Chapitre 6 Maîtrise des eaux : des solutions novatrices pour la réduction du déficit en eau dans l'agriculture	63
Chapitre 7 Ouverture de débouchés commerciaux aux petits exploitants agricoles	75
Chapitre 8 Autonomisation des communautés locales pour la réalisation du développement durable	89
Chapitre 9 Au-delà de la microfinance : Financement inclusif du développement rural	101
Chapitre 10 Jeunes agripreneurs : Libération du potentiel de l'agriculture	113
Chapitre 11 Avoir un impact grâce à des partenariats novateurs	125
Chapitre 12 Renforcement des capacités par le biais de partenariats basés sur la solidarité - Cas du Partenariat à flux inversés	137
Chapitre 13 Retenir les enseignements du passé pour éclairer les investissements futurs	147

Avant-propos



S.E. Dr. Bandar M. H. Hajjar

Président de la Banque islamique de développement

Des choses formidables se passent dans les 57 pays membres du Groupe de la BID dans le domaine de l'agro-industrie et dans les millions de petites exploitations agricoles familiales, qui sont les principales sources d'alimentation, d'emploi et de revenus de ces pays. Je fais ce constat alors que je visite les pays l'un après l'autre. C'est aussi ce que j'ai entendu de la part des Chefs d'État, des membres de notre Conseil des Gouverneurs et du personnel de la Banque, tous profondément dédiés à la vision du Groupe pour une Humanité prospère. Pour aller de l'avant et faire de notre vision une réalité au cours des 10 prochaines années, nous allons établir des liens entre les pays membres, œuvrer à la promotion d'un développement humain inclusif et promouvoir

l'industrie de la finance islamique, qui est un trait caractéristique de l'identité de la BID. Notre Cadre stratégique décennal identifie les moyens pratiques à utiliser pour réaliser notre vision partagée et nous positionner à la fois comme une banque multilatérale de développement et comme une banque d'acteurs du développement. Il nous faut, pour cela, nous entourer de partenaires stratégiques susceptibles de contribuer à l'augmentation de notre enveloppe financière et à la promotion de nouvelles technologies scientifiques améliorées et d'autres innovations en mesure de valoriser les performances et l'impact de nos investissements.

L'engagement de la BID à œuvrer pour la croissance du secteur agricole des pays membres demeure ferme. C'est la pierre angulaire de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), non seulement de l'ODD 2 (« Faim zéro »), mais aussi de presque tous les autres objectifs. C'est la conséquence des effets multiplicateurs des améliorations dans le secteur agricole.

Les preuves de ces effets sont de plus en plus nombreuses. Par exemple, il ressort de diverses études sur le développement qu'un seul dollar investi dans le secteur de l'agriculture en Afrique subsaharienne produit des effets dans toutes les économies locales et aide 16 personnes, au moins, à sortir de la pauvreté. Notre défi consiste à veiller à ce que des investissements cruciaux soient faits, notamment par le secteur privé, de telle sorte que l'agriculture connaisse



Au cours des 10 prochaines années, nous devons établir une connexion entre les pays membres, œuvrer à la promotion d'un développement humain inclusif et faire croître l'industrie de la finance islamique, qui est un trait caractéristique de l'identité de la BID.



une croissance durable sur le long terme et à une grande échelle. Nous devons également nous assurer que ces investissements consentis par différentes entités sont, autant que faire se peut, pleinement intégrés et consolidés pour générer des changements significatifs.

Les investissements du Groupe de la BID dans l'agriculture et le développement rural s'élevaient à 12,6 milliards US à la fin de l'année 2017. Ce chiffre rend compte d'une forte croissance enregistrée, pour l'essentiel, pendant la dernière décennie, une dynamique qui devrait se poursuivre dans les années à venir.

Il ne fait aucun doute que les investissements du groupe permettent aux communautés rurales de réaliser notre vision collective. Ainsi, les agriculteurs de nombreux pays membres ont aujourd'hui accès à des semences de qualité de variétés améliorées et à haut rendement. Compte tenu du fait que ces variétés améliorées ont une résistance génétique intégrée aux agressions tant biotiques qu'abiotiques, comme les maladies des plantes, les insectes nuisibles, la sécheresse et la salinité, elles contribuent au renforcement de la résilience des systèmes agricoles au changement climatique. En outre, nos investissements dans les infrastructures rurales, comme les routes, les marchés et les systèmes d'irrigation, améliorent la vie et renforcent les moyens de subsistance de nombreuses communautés rurales des pays membres.

Les avancées réalisées jusqu'ici constituent une solide fondation pour les prochaines initiatives et nous avons beaucoup appris à propos de ce qu'il nous faudra faire autrement à l'avenir. D'une part, la BID doit avoir des représentants sur le terrain et travailler étroitement avec ses clients. De l'autre, nous devons tisser aussi des liens puissants avec

le secteur privé, plus particulièrement par le biais des chaînes de valeur qui relient les agriculteurs aux marchés, font croître l'agro-industrie et créent des emplois, pour les jeunes et les femmes, dans les zones rurales. À ce niveau, un exemple est celui d'un programme régional de développement de la filière riz en Afrique subsaharienne auquel le Groupe entend contribuer en 2018 et 2019, en travaillant en coopération avec les pays membres de la région. Cela renforcera encore plus l'avantage concurrentiel déjà important dont jouissent les pays cibles en améliorant leur productivité agricole et les aidera à s'approprier leur juste part du marché, ce dont ils ne bénéficient présentement pas. C'est pour ces raisons que la Banque s'est lancée, en 2017, dans un important programme de décentralisation qui permettra la création de hubs régionaux dans les pays membres. Cela permettra à nos pays membres et aux autres partenaires de bénéficier plus facilement de l'appui dont ils ont tant besoin pour développer des chaînes de valeur durables. La mise en œuvre du projet sera également accélérée pour produire un impact.

Le présent ouvrage traite de ce parcours transformatif. Il contient des réflexions équilibrées sur le passé ainsi que les précieuses leçons qui éclairent la voie à suivre. J'ai la conviction qu'il fournira des renseignements utiles à toutes les parties prenantes de la BID. Je rends hommage à l'équipe qui a produit cette importante ressource.

Félicitations !



H.E. Dr. Bandar M. H. Hajjar

Président de la Banque islamique de développement

Préface



Dr. Mansur Muhtar

Vice-président

Chargé des Programmes Pays de la Banque islamique de développement

La réalisation des ODD à l'horizon 2030 est un projet ambitieux pour lequel il convient de relever de nombreux défis. En ce qui concerne l'ODD 2, qui est relatif à l'éradication de la faim, les défis sont nombreux. Cependant, certains d'entre eux se distinguent dans les pays membres de la

BID, notamment la faible productivité du secteur agricole, le changement climatique et la dégradation de l'environnement qui y est associée. Les populations de ces pays augmentent rapidement et plusieurs

d'entre elles sont en situation d'insécurité alimentaire. Les taux de chômage, notamment chez les jeunes et les femmes, demeurent particulièrement élevés dans les zones rurales. Ces derniers ont souvent des difficultés à joindre les deux bouts, ce qui les contraint à migrer vers les villes. Ce scénario met une chose en évidence : Le secteur de l'agriculture peut et doit être transformé si nous voulons éliminer la faim et la malnutrition et créer une plateforme pour une croissance économique durable et inclusive qui ne laissera personne pour compte.

Cette transformation requiert la prise en compte des leçons du passé concernant ce qui a bien marché et ce qui n'a pas eu d'impact sur l'agriculture. C'est ce dont traite le présent ouvrage. Il fait le point sur la stratégie de développement et les investissements de la Banque islamique de développement (BID) dans l'agriculture et le développement rural (ADR) au cours des 43 dernières années afin d'en tirer des enseignements susceptibles de guider les efforts de la communauté de développement pour la réalisation des ODD 2. Il met en exergue les progrès que nous avons réalisés en termes de compréhension des problèmes liés au développement de l'agriculture et de



Cette transformation requiert la prise en compte des leçons du passé concernant ce qui a bien marché et ce qui n'a pas eu d'impact sur l'agriculture.



démarches éventuelles à suivre pour les régler à la lumière de l'expérience de la Banque.

Cependant, l'ouvrage ne cherche pas à faire une évaluation approfondie de tous les programmes et projets de développement financés par la Banque au nom de ses pays membres. Il utilise plutôt divers programmes et projets représentatifs comme études de cas pour en tirer des conclusions de portée générale qui démontrent comment utiliser les principaux points d'entrée pour transformer le secteur à l'avenir.

L'ouvrage est organisé en 13 chapitres concis et interconnectés. Les deux premiers chapitres (1-2) présentent la stratégie et les méthodologies de développement agricole et rural appliquées par la BID pour financer les investissements de grande envergure dans l'agriculture. Les cinq chapitres suivants (3-7) se focalisent sur la transformation nécessaire pour un développement durable de l'agriculture (récoltes et bétail) et la productivité de l'eau compte tenu du changement climatique. La question pertinente à ce niveau est la suivante : Quelles solutions pratiques peuvent être mises en œuvre sur une grande échelle afin de renforcer la résilience des systèmes de production et d'améliorer la productivité de manière à renforcer la sécurité alimentaire et à générer des surplus de production qui iront aux marchés rémunérateurs ? Les chapitres suggèrent quelques pistes sur cette question en utilisant des études de cas tirées des investissements de la BID dans les pays membres d'Asie et d'Afrique subsaharienne.

Les trois chapitres qui suivent (8,9 et 10) rendent compte de l'importance de l'autonomisation de la communauté, du financement inclusif et de l'emploi des jeunes dans les zones rurales pour la réalisation d'une transformation durable. La question majeure étudiée dans ces chapitres est la suivante : Quels sont les mécanismes pratiques susceptibles d'être utilisés pour faciliter l'accès aux financements dans les zones rurales de manière à autonomiser les communautés et à générer des emplois pour les jeunes et les femmes ? Ces chapitres tirent d'importantes leçons des études de cas relatives aux programmes de développement rural intégré et communautaires de la BID mis en œuvre dans divers pays membres.

Le Chapitre 11 relève que les partenariats stratégiques, qu'ils soient financiers ou techniques, sont nécessaires pour accélérer la transformation souhaitée. Une question centrale se pose au sujet de l'objectif du partenariat : Quels partenariats peut-on mettre en place pour échanger des connaissances et expériences et tenir compte de manière constante des principales innovations pour produire un impact ? Ce chapitre, qui exploite des études de cas de plusieurs pays et institutions, fournit des informations sur les partenariats qui aident la BID et ses pays membres à amplifier les effets, combler les déficits financiers, exploiter les innovations pour une meilleure efficacité et, enfin, produire et diffuser des connaissances.

Le Chapitre 12 traite des problèmes de capacités en tant que principaux obstacles à une mise en œuvre harmonieuse de la plupart des projets dans de nombreux pays membres

de la BID. À cet égard, la question majeure qu'il convient de poser est la suivante : Quelles approches pratiques peut-on suivre pour permettre le renforcement des capacités selon la portée et la qualité requises ? Notre seule possibilité est l'approche du partenariat à flux inversés, un mécanisme de coopération technique orienté vers les résultats préconisés par la BID. Dans sa conclusion, le dernier chapitre (chapitre 13) présente les leçons tirées de l'évaluation des opérations financées par la Banque au cours des quatre dernières décennies et qui vont éclairer les futures interventions du Groupe de la BID.

Bref, l'ouvrage a identifié d'importantes leçons et possibilités de transformation de l'agriculture et du secteur du développement rural dans les pays membres de la BID. Ces possibilités intègrent l'intérêt croissant et rapide d'un large éventail de parties prenantes à prendre part au processus de transformation (pays membres, secteur privé, partenaires au développement, société civile, etc.). C'est dès maintenant qu'il faut

saisir ces opportunités. Avec nos partenaires, nous pouvons créer des secteurs agricoles productifs, résilients, commercialisés et axés sur la chaîne de valeur qui permettent de satisfaire les besoins de sécurité alimentaire et nutritionnelle de nos populations en croissance. La BID se réjouit à la perspective de collaborer avec divers partenaires au développement au cours des prochaines années afin d'accélérer les changements significatifs requis dans le secteur agricole pour réaliser la cible de l'ODD 2 relative à l'élimination de la faim dans ses pays membres.

A blue ink signature in a cursive script, reading "Mansur Muhtar".

Dr. Mansur Muhtar

Vice-président

Chargé des Programmes Pays

Banque islamique de développement

Remerciements

Cela fait moins de quatre mois que nous, c'est-à-dire l'équipe *Agriculture Global Practice* (l'équipe chargée des pratiques agricoles mondiales), avons décidé de rédiger le présent ouvrage. Nous nous sommes embarqués dans ce projet pour deux raisons : Primo, nous avons le sentiment d'une forte nécessité de partager avec nos clients et la communauté mondiale des praticiens les considérables connaissances en agriculture et développement rural (ADR) que l'institution a accumulées aux cours des 43 dernières années. Secundo, il s'agissait de définir une orientation stratégique pour les investissements et interventions de la BID dans le domaine de l'ADR, au moment où l'institution est en cours de restructuration pour mieux aider les pays membres à mettre en œuvre le programme de développement mondial à l'horizon 2030.

L'ouvrage, **Changer pour un meilleur**

impact : Transformation de l'agriculture et du développement rural dans les pays membres de la BID, présente une série d'études de cas et documente d'importantes leçons tirées des investissements du Groupe de la BID dans les pays membres. Sa rédaction a été rendue possible grâce aux contributions du personnel du Groupe, qui a mis à profit sa considérable expertise et ses nombreuses années d'expérience pour le rédiger. Nous leur sommes redevables à tous pour leur excellent travail ! Nous souhaiterions également

remercier nos partenaires techniques, plus particulièrement Millenium Promise Alliance, et nos équipes extérieures chargées de la mise en œuvre des projets implantés dans divers pays, qui ont généreusement mis à notre disposition d'importants rapports et données qui ont enrichi l'ouvrage.

Nos sincères remerciements à M. Mansur Muhtar, Vice-président, chargé des Programmes pays, et Mme Hayat Sindi, Conseillère du Président de la BID pour les sciences, la technologie et l'innovation, et à d'autres Membres de la Direction de la Banque, qui ont prodigué de considérables encouragements et des conseils utiles concernant tant le contenu que le processus d'élaboration de l'ouvrage. Nous sommes également reconnaissants à Muhammed Yusha'u, du Département des Communications de la BID.

Nous sommes très reconnaissants à tous ceux qui ont pris le temps d'examiner les chapitres à différentes étapes de leur rédaction, notamment Abdellatif Bello, Abdoulie Sireh Jallow, Idrissa Dia et Syed Husain Quadri de la BID. Nous souhaiterions aussi dire merci aux réviseurs externes : Abednego Kiwia (Alliance pour une révolution verte en Afrique – AGRA), James Mutegi (Institut international de nutrition des plantes – IPNI) et Asad Sarwar Qureshi (Centre international pour l'agriculture biosaline – ICBA) pour leurs excellentes

contributions. Leur apport a, sans aucun doute, amélioré le contenu de l'ouvrage. Nous exprimons enfin notre gratitude et notre reconnaissance à Bachir Jama, de la BID, pour avoir piloté le projet. Ses conseils techniques et son leadership nous ont permis de finaliser cet ouvrage en un très court laps de temps. Merci Bachir ! Nos remerciements particuliers à Biola Badmos, de la BID, pour avoir coordonné le projet, à Sara Aweis, de la

BID, pour avoir géré l'atelier d'écriture, à Tiff Harris, notre éditeur, qui a accepté de travailler sur le projet dans des délais très courts et, enfin, à Conrad Mudibo, notre talentueux infographiste. Nous exprimons enfin et surtout notre gratitude à Khushnud Alam et Manal Oraif, qui ont fourni un appui administratif et logistique à la réalisation de cet ouvrage.



Nur Abdi

Chef de la Division des infrastructures agricoles
Département des infrastructures économiques et sociales
Pratiques mondiales et de l'Économiste en chef



Amadou Thierno Diallo

Directeur
Département des infrastructures économiques et sociales
Pratiques mondiales et de l'Économiste en chef

Acronymes

AfDB	African Development Bank
AGRA	Alliance for a Green Revolution in Africa
ARD	Agriculture and Rural Development
BMGF	Bill & Melinda Gates Foundation
CD	Capacity Development
CDD	Community Driven Development
CGIAR	Consultative Group on International Agricultural Research
CILSS	Permanent Inter-State Committee for Drought Control in the Sahel
CPMS	Cooperative Produce Marketing Society
CUC	Cumulative Undisbursed Commitments
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
GAP	Good Agriculture Practice
GDP	Gross Domestic Product
Ha	Hectare
ICD	Islamic Corporation for the Development of the Private Sector
ICDD	Integrated Community Driven Development
ICIEC	Islamic Corporation for Insurance of Investment and Export Credit
IFAD	International Fund for Agricultural Development
IFDC	International Fertilizer Development Center
IGAD	Intergovernmental Authority on Development
IIED	International Institute for Environment and Development
ILO	International Labour Organization
IPCC	Intergovernmental panel on Climate Control
IRD	Integrated Rural Development
IRTI	Islamic Research and Training Institute
IsDB	Islamic Development Bank
ISFD	Islamic Solidarity Fund for Development
ITAP	Investment Promotion Technical Assistance Program
ITFC	International Islamic Trade Finance Corporation
IWRM	Integrated Water Resource Management
KAUST	King Abdullah University of Science and Technology
LDMCs	Least Developed Member Countries
LIFDCs	Low Income Food-Deficit Countries
LIFIDEP	Livestock and Fisheries Development Project
LLF	Lives and Livelihoods Fund
MCs	Member Countries

MCPS	Member Country Partnership Strategy
MDB	Multilateral Development Bank
MDG	Millennium Development Goal
MENA	Middle East/North Africa
MFI	Microfinance Institution
MT	Metric Ton
MPA	Millennium Promise Alliance
MVP	Millennium Village Project
NARS	National Agriculture Research System
NDC	Nationally Determined Contribution
NGO	Non-Governmental Organization
OIC	Organization of Islamic Cooperation
PPP	Public-Private Partnership
ROI	Return on Investment
SACCO	Savings and Credit Cooperative
SDG	Sustainable Development Goal
SESRIC	Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries
SME	Small- to Medium-size Enterprise
SPDA	Special Program for the Development of Africa
SPF	Strategic Partnership Framework
SSA	Sub-Saharan Africa
SVP	Sustainable Village Project
TA	Technical Assistant
TCP	Technical Cooperation Program
TCP	Trade Cooperation and Promotion Program
UN	United Nations
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
UNDP	United Nations Development Programme
USAID	United States Agency for International Development
WWAP	World Water Assessment Programme
YES	Youth Employment Support





Chapitre 1

Définition de l'orientation et du rythme pour un changement durable : Notre Stratégie

Nur Abdi¹



Messages clés

- Le Groupe de la Banque islamique de développement (Groupe de la BID) est résolument déterminé à augmenter ses investissements dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural à l'effet de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience et de créer des emplois.
- Le Groupe de la BID estime qu'il a pour rôle d'œuvrer à la promotion d'une croissance durable, inclusive, intégrée et équitable dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural de ses pays membres. Il entend encourager activement le déploiement des produits de la science et de la technologie, ainsi que d'autres innovations visant à améliorer la productivité et à renforcer la résilience contre les menaces croissantes du changement climatique.
- Le Groupe entend travailler encore plus étroitement avec les partenaires au développement, la société civile et les entités du secteur privé et les encourage à jouer des rôles prépondérants dans le financement et la mise en œuvre des projets et programmes de développement.
- Pour l'avenir, le Groupe de la BID s'engage de nouveau à documenter et à exploiter de manière systématique les connaissances disponibles et les meilleures pratiques existantes, au nom de ses pays membres, afin d'impulser le changement pour produire des effets durables dans le secteur.

Introduction

L'agriculture est l'un des rares secteurs qui peuvent contribuer véritablement à la réalisation des objectifs généraux du progrès économique. Les améliorations de la productivité agricole peuvent permettre à de nombreuses familles démunies de sortir du piège de la pauvreté et de la malnutrition. Le secteur est une source de revenus et d'emplois pour 70 % des populations rurales démunies de la planète. Dans les pays en développement, l'agriculture contribue pour 40 %, en moyenne, au produit intérieur brut

(PIB). Il ressort des données disponibles que la croissance du PIB attribuable à l'agriculture est d'ordinaire deux fois plus efficace, au moins, pour la moitié de la population des pays en développement la plus pauvre, que la croissance générée dans les secteurs non-agricoles (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2009).

Les pays membres du Groupe de la BID, pris collectivement, sont dotés de considérables ressources naturelles et humaines. Ces pays représentent 19 % à peu près de la population totale mondiale et couvrent 25 % environ de la superficie terrestre du globe. On estime qu'ils occupent 28,8% de la superficie agricole du monde et renferment 13,5% de ses ressources hydrauliques renouvelables (Centre

1 Chef de la Division des infrastructures agricoles, Département des infrastructures économiques et sociales, Pratiques mondiales et de l'Économiste en chef. BID

de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques - SESRIC, 2016). Cependant, 37% environ des terres irriguées et à peu près 50% des terres pluviales de ces pays demeurent inexploitées. Vingt-cinq des 57 pays membres du Groupe font partie des 20 premiers producteurs mondiaux des principaux produits agricoles (SESRIC, 2016). Ces pays fournissent 14 à 15% du total de la production céréalière, horticole et carnée du monde. Cependant, cette production est fortement concentrée dans quelques pays. Dix de ces pays membres représentent 80%, 75% et 67%, respectivement, du total de la production céréalière, horticole et carnée (Banque islamique de développement, 2017). Cette situation est essentiellement due au fait que l'agriculture reste une activité de subsistance pour de nombreux pays membres, en particulier en Afrique subsaharienne (ASS), où 40% environ des pays membres sont situés.

Du fait que la majeure partie des pays membres du Groupe privilégie l'agriculture de subsistance, le secteur est dominé par les petits exploitants agricoles. La productivité des cultures et de l'élevage est relativement faible, comparée aux moyennes mondiales, une productivité qui varie considérablement en fonction des pays membres. Les rendements céréaliers moyens (pour les cultures de base et de rente) sont de 60,7% environ des niveaux mondiaux pour le blé, de 84,2% pour le riz paddy, 50,9% pour le sorgho, 63,6% pour le mil, 55,3% pour le maïs et 78,9% pour le coton graine. Aujourd'hui, le réchauffement climatique est bien installé et les changements climatiques qui y sont associés devraient contribuer davantage à la baisse des rendements agricoles.

Malgré les récents progrès enregistrés dans le domaine de la réduction de la pauvreté, le monde demeure confronté

aux menaces de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Selon les projections, d'ici 2050, le monde va devoir assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à 2 milliards de personnes supplémentaires, en sus des 815 millions de personnes actuellement en situation d'insécurité alimentaire (Nations Unies, 2018). L'implication en est que la production alimentaire doit augmenter de 70-100% au cours des 30 prochaines années, si l'on veut satisfaire les besoins de sécurité alimentaire et nutritionnelle des 2 milliards supplémentaires (Banque mondiale, 2008). Les pays membres du Groupe de la BID devraient contribuer à l'atteinte des objectifs de production, même si la plupart d'entre eux sont déjà confrontés à des problèmes majeurs d'insécurité alimentaire qui posent d'énormes problèmes à leurs gouvernements. Vingt-huit pays membres sont classés par la FAO parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), soit plus de la moitié des 52 pays considérés par la FAO comme des PFRDV. Autrement dit, près de 50% de tous les pays membres du Groupe de la BID représentent plus de la moitié des PFRDV du monde.

L'agriculture et le développement rural dans nos pays membres sont confrontés à de nombreux défis, notamment :

- L'épuisement des ressources naturelles et l'aggravation de la variabilité du climat qui compromettent encore plus les capacités de résilience et de production agricole et, partant, l'aptitude des pays membres à fournir à leurs populations des quantités de nourriture suffisantes ;
- L'accélération de l'exode rural qui provoque une plus forte incidence de la pauvreté urbaine ;
- Les systèmes mondiaux de production émergents et intégrés, qui constituent

un important défi pour les agriculteurs, essentiellement composés de petits exploitants privés d'accès ou bénéficiant d'un faible accès à la technologie et aux marchés ;

- Les taux élevés de chômage au sein de la jeunesse rurale et urbaine – environ 16% dans les pays membres ;
- Les taux de pauvreté élevés – plus de 40% des 850 millions de personnes du monde qui vivent dans des situations d'extrême pauvreté résident dans les pays membres du Groupe ; et
- L'aggravation des troubles civils dans de nombreux pays membres, ce qui perturbe les systèmes de production et les moyens de subsistance des populations rurales et rend encore plus vulnérables des millions de ruraux et citadins pauvres.

Plusieurs des politiques et stratégies du Groupe de la BID sont conçues (ou remodelées) pour permettre à l'institution de mieux soutenir les pays membres dans leurs efforts visant à combattre les problèmes de développement agricole et rural auxquels ils sont confrontés. Quelques importants enseignements qui contribuent à éclairer les futures prises de décision ont aussi été retenus.

Une décennie d'investissements accélérés : 2008-2017

Depuis sa création, en 1975, le Groupe a financé 990 projets agricoles et de développement rural (ADR), pour un montant total de 12,597 milliards USD environ. Ce financement représente 30% à peu près du financement total des projets et 18,5% environ, du total des investissements consentis, respectivement. Le financement de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et

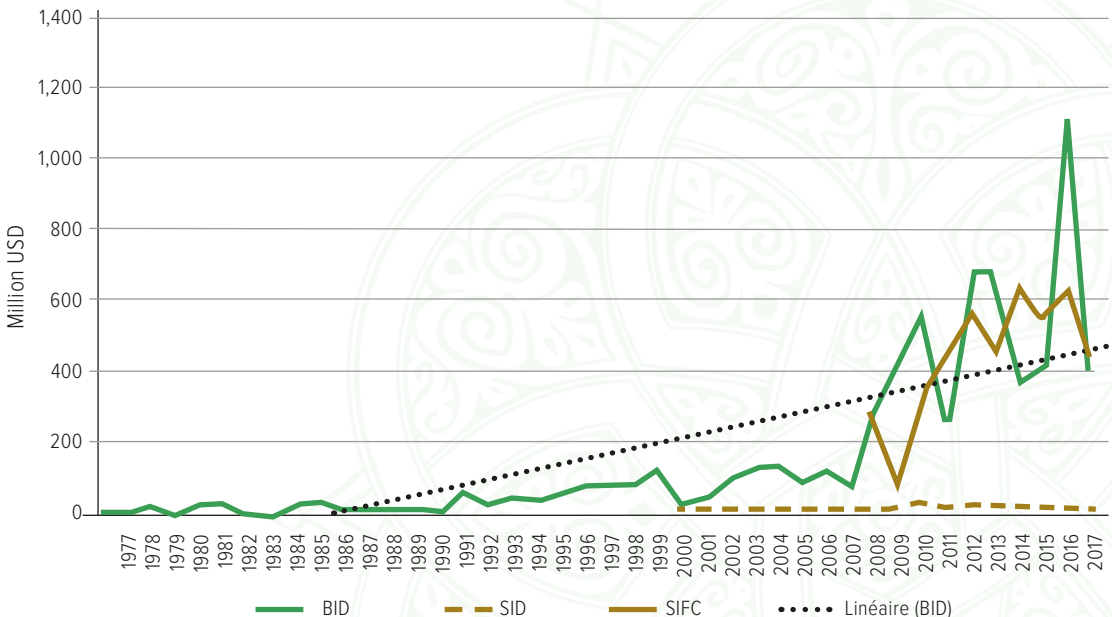


Figure 1.1 : Investissements du Groupe de la BID dans l'agriculture et le développement rural (1977-2017)

Source : Base de données de la BID

du développement rural a connu une forte hausse ces dernières années (Figure 1.1). Les financements consentis par le Groupe de la BID sont passés de 90,3 millions USD, en 2005, à 1,8 milliard USD, en 2016, 82% de cette croissance ayant été enregistrée après la crise alimentaire mondiale de l'année 2008 (Voir Chapitre 2).

La Banque investit présentement une moyenne de 1 milliard USD par an, au titre des financements souverains, dans les projets et programmes de développement agricole et rural. La valeur du portefeuille actuel du secteur est de plus de 6,3 milliards USD. Le portefeuille est très diversifié et s'attaque à presque tous les problèmes de développement auxquels les pays membres sont confrontés – de la faible productivité des petits exploitants agricoles aux besoins pressants d'infrastructures rurales (barrages, routes et habitat rural), en passant par la génération d'emplois dans les entreprises rurales non agricoles. Le Chapitre 13 traite des enseignements retenus concernant les investissements de la BID au cours de la période 1975-2014 et formule des recommandations précises sur la voie à suivre.

Prochaine décennie : Changement d'orientation pour un meilleur impact

L'augmentation des financements mis à disposition par le Groupe de la BID pour l'agriculture et le développement rural pendant la dernière décennie a amélioré la vie de millions de familles dans les pays membres (voir Chapitre 13). Néanmoins, les investissements du Groupe dans le secteur ont été largement « axés sur la demande », les allocations de ressources étant déterminées davantage par les demandes des pays membres que par les principales priorités stratégiques de l'organisation (Banque islamique de développement, 2014). Cela a donné lieu à une disparité entre les décisions de financement et les priorités stratégiques, avec la répartition des ressources de la Banque entre de nombreux sous-secteurs et à travers de larges zones géographiques dans les pays. C'est pourquoi l'impact potentiel des interventions du Groupe a été atténué. Dans le même temps, les problèmes de développement auxquels les pays sont confrontés sont devenus



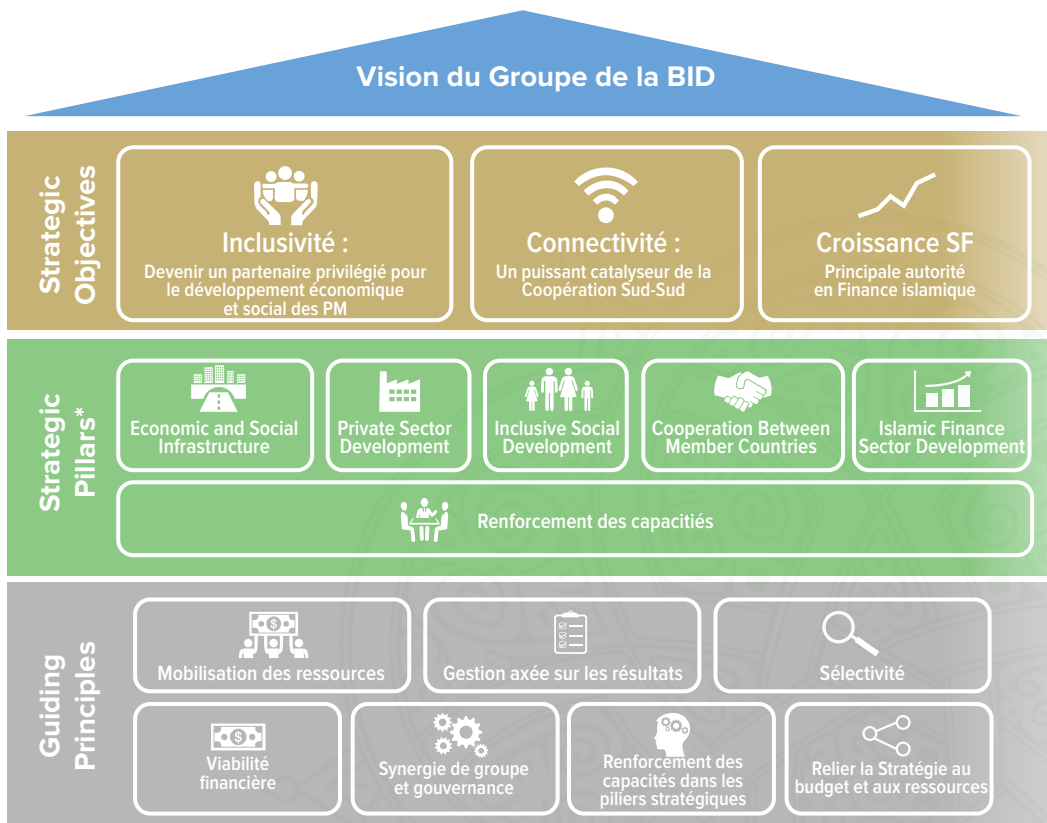
Les pays membres de la BID sont présentement confrontés à des problèmes de développement dans plusieurs domaines, comme l'énergie, le changement climatique, la sécurité alimentaire, les TIC, l'éducation et l'accès à l'eau et aux services de santé, ce qui se traduit par la rareté des innovations en matière d'investissement.



Dr. Bandar M. H. Hajjar
President, Islamic Development Bank

En 2016, le Conseil des Gouverneurs du Groupe de la BID, soucieux de prendre en charge ces problèmes, avait approuvé une Stratégie décennale, conçue pour soutenir la croissance des pays membres et un plus large développement par des méthodes inclusives, réactives et résilientes par rapport aux changements dans chaque environnement extérieur du pays et pour améliorer leur connectivité entre eux et avec le reste du monde. Cette stratégie définit la vision du Groupe et tourne autour de trois objectifs stratégiques : (intégration/

solidarité, connectivité pour la croissance et promotion du développement du secteur financier islamique) ; et cinq piliers stratégiques (infrastructures économiques et sociales, développement du secteur privé, développement social inclusif, coopération entre pays membres et développement du secteur de la finance islamique). Le Cadre stratégique décennal est présenté à la Figure 1.2.



* Le renforcement des capacités est intégré dans chaque pilier stratégique

Figure 1.2 : Cadre stratégique décennal du Groupe de la BID

Source : Base de données de la BID

Cadre stratégique de l'agriculture et du développement rural du Groupe de la BID

Au moment même où les pays membres luttent pour résoudre leurs propres problèmes financiers, stratégiques et institutionnels, ils ont été secoués par des changements radicaux survenus au niveau mondial au cours des deux dernières décennies. La mondialisation économique a eu d'importantes répercussions politiques, sociales et économiques dans le monde entier. Les autres importants défis (et possibilités) sont : la croissance et les mutations démographiques ; la croissance économique et les changements structurels mondiaux ; la pauvreté ; la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; la gestion des ressources naturelles ; le changement climatique, les objectifs de développement durable ; la productivité agricole et l'innovation ; les pertes et gaspillages de nourriture ; le financement du développement ; et les conflits et catastrophes naturelles.

Ces questions sont les moteurs contemporains mondiaux qui façonnent le 21ème Siècle



(Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2017) et, par conséquent, elles touchent les pays membres, de même que le développement et la performance des régions. Elles intègrent le cadre international dans lequel le Groupe de la BID élabore sa Politique d'agriculture et de développement rural. Pour mieux satisfaire les besoins de ses pays membres, le Groupe travaille à l'établissement de partenariats plus solides avec d'autres banques multilatérales et diverses agences régionales spécialisées.

Ces partenariats sont d'une importance cruciale pour réaliser les objectifs de l'agriculture et du développement rural durables, de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté, qui ont été approuvés par le Sommet alimentaire mondial et se reflètent dans les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et les cadres stratégiques nationaux pour le développement. Une intervention intégrée et globale est nécessaire dans le cadre de stratégies plus larges conçues pour prendre en charge les besoins des pays membres et pour obtenir des résultats dans le domaine de la réduction de la pauvreté rurale. Le rôle de l'agriculture dans la fourniture de services environnementaux doit être renforcé et couvrir l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ce dernier. D'une manière générale, si l'on veut que la réponse soit complète, il faut qu'elle prenne pleinement en considération les diverses ressources socio-économiques et ressources naturelles dont les pays membres sont dotés.

Pendant la prochaine décennie, la Banque fera mieux connaître l'agriculture inclusive, intégrée et durable ainsi que les efforts de développement rural. Elle mettra l'accent sur les efforts et résultats mesurables et encouragera les partenaires au développement et les spécialistes en la

matière à jouer un rôle prépondérant dans le cofinancement et la mise en œuvre des projets et programmes de développement. L'engagement du Groupe auprès des pays membres tournera autour de la commercialisation et de la modernisation de l'économie rurale, avec une forte implication du secteur privé, tout en renforçant, dans le même temps, les systèmes agricoles dont dépendent la plupart des populations rurales démunies.

Les investissements du Groupe de la BID (et les efforts visant à tirer profit des investissements des tiers) seront concentrés autour des principales priorités qui sont conformes aux objectifs stratégiques du Groupe et les soutiennent, à savoir l'intégration, la connectivité et la croissance des services financiers islamiques. Le Groupe jouera un rôle moteur en catalysant et en favorisant autrement l'agriculture durable, inclusive, intégrée et équitable, le développement rural et la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, il œuvrera à la promotion d'une agriculture durable, résiliente et équitable, d'un développement rural qui modernise et améliore les systèmes de sécurité alimentaire, tout en renforçant la connectivité par le biais d'une finance islamique novatrice, ainsi que les capacités en matière de connaissances humaines et institutionnelles.

Parmi les objectifs stratégiques du Groupe de la BID, on compte ce qui suit :

- 1) Accélérer le développement agricole et rural intégré, inclusif et durable ;
- 2) Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement ;
- 3) Contribuer à l'augmentation de la production alimentaire globale et des échanges de produits agricoles de base entre pays membres ;
- 4) Réduire la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire ;
- 5) Promouvoir la participation des partenaires du secteur privé à une croissance économique rurale durable, inclusive et équitable ;
- 6) Soutenir le financement islamique rural et de l'agriculture ; et
- 7) Renforcer les ressources humaines et les capacités institutionnelles, tout en favorisant la recherche agricole et le développement de l'agriculture.

Piliers stratégiques de l'agriculture et du développement rural

Les principaux thèmes qui façonnent les investissements du Groupe de la BID dans l'agriculture et le développement rural au cours de la prochaine décennie sont brièvement décrits ci-dessous. Ces thèmes prioritaires ont été identifiés à l'issue d'un processus consultatif impliquant les pays membres et ils sont conformes et/ou complémentaires avec les priorités des partenaires au développement actuels ou potentiels.

Amélioration de la productivité agricole

La productivité agricole, notamment les systèmes des petites exploitations agricoles qui prédominent dans les pays membres, doit être améliorée de manière considérable. Un secteur agricole plus productif est essentiel à la satisfaction des besoins de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population croissante des pays membres, (ODD 2 : « Faim zéro »), et à la réalisation du potentiel du secteur comme principal moteur de la croissance et du développement économiques. S'il existe d'importantes variations entre ces 57 pays, la productivité actuelle (c'est-à-dire les rendements par unité de surface et les revenus induits) ne constitue que deux-tiers environ de celle des autres pays en développement et de la moyenne mondiale.

Le Groupe soutiendra les efforts des pays membres visant à accéder à des technologies de stimulation des rendements, aussi bien pour les cultures que pour le bétail (y compris la volaille et les poissons) afin de corriger les écarts de rendement entre la production réelle des agriculteurs et ce qu'ils peuvent réaliser en utilisant les bonnes pratiques de gestion.

Amélioration de la résilience des systèmes de production face au changement climatique et aux marchés instables

Le Groupe de la BID exercera un leadership déterminé afin de lutter avec efficacité contre les dangers du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Compte tenu du fait que le changement climatique concerne le monde entier, le Groupe s'ouvrira à une large coopération internationale et à des partenariats ciblés visant à accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à faciliter l'adaptation aux effets néfastes du changement climatique. Il se focalisera sur la résilience et renforcera la productivité de l'agriculture, de l'élevage, des pêches et de la foresterie. Il apportera son soutien à différentes options d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation sexospécifique à ces effets. Une attention toute particulière sera accordée à la résilience dans des pays fragiles, à haut risque et à faibles capacités.

Amélioration de l'accès à des marchés rémunérateurs et à la valeur ajoutée

La Banque soutiendra les efforts des pays membres visant à améliorer les infrastructures commerciales garantissant un accès inclusif aux marchés rémunérateurs, renforçant les associations d'agriculteurs, améliorant les systèmes d'information sur les marchés des intrants et des extrants, facilitant l'accès à des financements plus abordables et fournissant les opportunités nécessaires à la commercialisation

des produits de l'agriculture de subsistance. Elle apportera son appui aux efforts visant à combler les écarts existants dans les rôles productifs et sociaux des acteurs masculins et féminins des chaînes de distribution. Elle soutiendra les projets et programmes qui intègrent la réduction des pertes et gaspillages alimentaires le long de la chaîne de valeur dans le concept plus large de la promotion de systèmes alimentaires durables. Le Groupe appuiera le renforcement du rôle des acteurs du secteur privé dans la création des chaînes de valeur, la mobilisation des financements, la fourniture efficace de services et la contribution à la recherche dans le secteur de l'agriculture. Il mettra aussi l'accent sur le financement du commerce et encouragera la création de réseaux commerciaux à l'intérieur et au-delà des frontières.

Promotion d'une agriculture et d'un développement rural inclusifs, durables et intégrés

La Banque adoptera une approche holistique, intégrée du développement rural par un meilleur accès aux services de base, infrastructures et débouchés économiques. À ce niveau, l'objectif visé est de permettre à l'agriculture de catalyser l'emploi et les revenus ruraux non-agricoles. La Banque mettra en place des interventions abordables, innovantes, durables et modulables qui permettront aux populations locales de s'approprier et de transformer leurs environnements ruraux. Elle veillera, en matière de développement, à l'harmonisation d'interventions génératrices de synergies dans les pays membres et d'opportunités d'initiatives intersectorielles susceptibles d'améliorer les résultats et les impacts. La Banque soutiendra la diversification de l'économie et les activités créatrices d'emploi dans les pays membres, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes.



Promotion d'une gestion durable des ressources naturelles

Il conviendra de porter une attention toute particulière aux possibilités d'investissement ouvrant l'accès à la sécurité alimentaire et à un approvisionnement en eau sécurisé. Le changement climatique devrait influencer considérablement (de manière négative) sur la disponibilité, la variabilité et la répartition annuelle des ressources en eau douce de la plupart des pays membres. Le Groupe de la BID se focalisera sur le renforcement de l'agriculture (notamment l'intensification des systèmes d'élevage) et l'amélioration de la gestion des pâturages, des bassins versants, des forêts et pêcheries (y compris les pêcheries intérieures et l'aquaculture, dont on s'attend à ce qu'elles soient affectées de manière significative par le changement climatique). Il favorisera les investissements dans les systèmes de gestion des ressources qui préviennent, au mieux, la dégradation des ressources existantes et promeuvent, dans l'idéal, des pratiques d'exploitation et/

ou de réhabilitation durables de la base de ressources naturelles.

Améliorer l'accès au financement pour l'agriculture et le développement rural

Le Groupe apportera son appui aux pays membres en mettant en œuvre des programmes et projets en mesure d'approfondir l'intermédiation financière islamique rurale et d'améliorer les investissements dans l'agriculture afin de générer une croissance durable dans les communautés rurales. En sus de l'intermédiation financière, les institutions financières rurales permettront d'autonomiser les clients par la fourniture de services non-financiers, comme l'accès aux marchés et aux informations sur le marché. Les institutions financières rurales travailleront également en partenariat avec les clients pour s'impliquer dans des activités touchant au commerce équitable et à l'investissement et partageront les avantages mutuels et les risques dans le but de développer l'économie rurale.

Promotion de la participation du secteur privé

La Banque soutiendra la promotion de la participation du secteur privé à toutes les étapes de la conception, de la formulation et de la mise en œuvre des projets. Elle entend, ce faisant, en garantir la durabilité. Elle apportera aussi son appui aux efforts des pays membres visant à stimuler l'investissement privé afin de générer une croissance reposant sur une large assise et augmentera le nombre d'emplois de qualité dans les zones rurales. Elle appuiera le développement du secteur agricole commercial, ce qui encouragera le secteur privé à investir dans le développement de chaînes de valeur plus efficaces. Le Groupe encouragera la participation active du secteur privé dans les initiatives agro-industrielles, notamment les programmes d'agriculture contractuelle et de producteurs indépendants.

Exploitation du rôle de la science, de la technologie et de l'innovation

Le Groupe reconnaît l'importance de la science et de la technologie en tant que principal moteur de développement et d'innovation. La Banque soutiendra et encouragera des solutions de développement dans des domaines choisis, sous forme d'investissements dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, mais également sous forme de services consultatifs et de formation. Elle tirera aussi avantage de sa position de connecteur pour exploiter les ressources et l'expertise des pays membres, ainsi que celles des partenaires extérieurs par le biais de partenariats à flux inversés et d'activités de renforcement des capacités. Le Groupe va collaborer avec des centres d'excellence spécialisés nationaux, régionaux et internationaux, pour un appui plus efficace à ses pays membres dans les domaines de la recherche ainsi que de la diffusion et de l'adoption de la technologie.

Différenciation régionale des priorités clés

Les domaines thématiques stratégiques ci-dessus intègrent des éléments dans le cadre desquels le Groupe de la BID agira exclusivement en qualité de facilitateur, des efforts qui tiendront compte des connaissances sur les différences entre les environnements socio-économiques ruraux et sur les questions, contraintes et difficultés actuelles pressantes qui se posent entre les différentes régions et en leur sein. Ses prises de décisions tiendront compte des avantages et créneaux particuliers de chaque région, afin d'améliorer l'impact de ses investissements. Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie, le Groupe mettra en place des partenariats ciblés avec les principaux agences et centres d'excellence régionaux et internationaux de développement afin de mieux servir les pays membres des régions concernées.

Toutefois, l'adaptation des investissements du Groupe dans les domaines de prêt prioritaires en matière d'agriculture et de développement rural et le recentrage de l'action sur un meilleur alignement avec les divers contextes socio-économiques des pays et régions membres limiteront, par définition, la planification et la mise en œuvre de la stratégie de développement agricole et rural de la Banque. Ainsi, si les piliers stratégiques clés susmentionnés sont applicables à toutes les régions, il serait opportun d'envisager de classer comme prioritaires certaines caractéristiques structurelles de chaque région. Par exemple, dans la région de l'Afrique subsaharienne, le secteur de l'agriculture se caractérise, généralement, par une faible productivité, qui favorise la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les faibles indicateurs de développement social. En ce qui concerne les actions stratégiques, il conviendrait de prêter une attention toute particulière à l'amélioration de la productivité agricole et



à la réduction des importantes pertes post-récolte, ce qui permettra de réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans la région du Moyen-Orient/Afrique du Nord (MENA), l'accent sera mis sur la rationalisation et le renforcement de l'efficacité de la gestion de l'eau et des politiques y relatives, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réduction de la forte dépendance envers les importations. Dans cette région, le Groupe accordera également l'attention requise à l'amélioration de l'environnement des investissements afin de permettre au secteur privé de jouer un rôle plus important dans l'amélioration des systèmes alimentaires et l'accès au marché en supprimant les distorsions entre les différentes politiques et en améliorant la coordination institutionnelle. Il est une obligation stratégique manifeste qui consiste à s'attaquer aux problèmes associés au fort taux de chômage des jeunes qui, dans la région MENA, est de 21%, pour le

Moyen-Orient, et de 25%, pour l'Afrique du Nord. En conséquence, les investissements du Groupe de la BID soutiendront les efforts de ses pays membres dans la région afin de générer des emplois par le biais des politiques et programmes de partenariat public-privé qui recèlent un important potentiel en termes d'emploi des jeunes et des femmes. Il faudra, pour cela, combler le déficit de compétences des jeunes demandeurs d'emploi et les aptitudes recherchées par les employeurs. Des partenariats stratégiques seront créés avec d'autres entités du Groupe ou des entités tierces afin de satisfaire cet important besoin.

Du fait des différences entre les pays membres et les sous-régions d'Asie, le Groupe exposera clairement des considérations régionales en fonction des besoins prioritaires des pays et des sous-régions. Il convient, tout en définissant les priorités en matière de prêts aux entreprises, de porter une attention particulière à la prise en charge des priorités

régionales de l'Asie concernant la réduction de la pauvreté, l'augmentation de la valeur ajoutée afin d'appuyer la compétitivité des pays et l'amélioration de la productivité. En Asie centrale, un accent relativement plus prononcé sera mis sur la réforme institutionnelle et l'accès au marché. En Asie orientale, un intérêt particulier sera accordé à l'augmentation des investissements dans les zones rurales et urbaines afin de réduire le niveau élevé de l'exode rural, ainsi qu'au renforcement des capacités d'absorption de l'urbanisation. Les investissements du Groupe de la BID s'appuieront sur des programmes de développement communautaires qui ont eu un succès considérable dans certains pays (voir Chapitre 8). En Asie du Sud, l'accent sera mis sur l'accroissement de la productivité ; la réduction de la malnutrition des enfants ; le ralentissement du morcellement des terres ; et la nécessité de surmonter les graves différences sous-régionales et entre les sexes, ainsi que les disparités infranationales.

Conclusion

Les investissements du Groupe de la BID ont contribué à garantir un avenir meilleur aux communautés et pays musulmans les plus démunis. Ce faisant, ils ont fait évoluer la Banque, passée de son rôle primaire de financier à celui de partenaire fiable et mobilisateur de ressources financières et techniques. Le Groupe a réussi à définir un modèle d'aide au développement conforme à la Charia et associant, en matière de développement, le rôle d'une banque multilatérale aux principes directeurs du respect de la Charia et de la coopération Sud-Sud entre pays membres. Ce modèle unique favorise les partenariats à long terme pour produire les ressources autonomes qui allègent la pauvreté et soutiennent le développement socio-économique à long terme.

Le Groupe a également contribué à promouvoir la coopération économique entre pays membres et communautés musulmanes et agi comme un partenaire financier fiable qui facilite les échanges et l'investissement entre pays membres de l'OIC (Organisation de la coopération islamique). Ses initiatives touchent, en particulier, le renforcement de la solidarité Sud-Sud en transférant les ressources aux pays membres les moins avancés (PPMA) et aux Communautés musulmanes des pays non membres (Groupe de la Banque islamique de développement, 2016).

Dans les années à venir, le Groupe accordera la priorité à ses investissements dans l'agriculture et le développement rural en prenant en considération ses avantages comparatifs, les impacts potentiels de ses investissements et l'alignement avec les objectifs de son Cadre stratégique décennal et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Objectif premier de la Banque : éliminer la pauvreté extrême et la faim.

Le Groupe de la BID nouera des partenariats étroits avec les organisations de développement, le secteur privé, les centres de connaissance et les organisations de la société civile qui jouent un rôle crucial dans la conception, la mise en œuvre et le cofinancement des projets et programmes de développement. Grâce à ces partenariats stratégiques, le Groupe aidera les pays membres à intégrer la science, les technologies et les innovations qui renforceront les performances de leurs secteurs agricoles et la résilience face à la menace croissante du changement climatique. Il s'agit d'un changement de paradigme et d'un changement transformationnel pour l'ensemble du Groupe.

References

- FAO. (2009). Global agriculture towards 2050. Forum d'Expert de haut niveau, FAO, Rome, Italie. http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/docs/Issues_papers/HLEF2050_Global_Agriculture.pdf.
- Groupe de la Banque islamique de développement. (2014). IsDB 40-Year Performance Assessment. Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.
- Groupe de la Banque islamique de développement. (2016). 10-year Strategic Framework: Progress and Prosperity through Inclusiveness, Connectivity & Islamic Finance. Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.
- Groupe de la Banque islamique de développement. (2017). Agriculture and Rural Development Policy Technical Paper. Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.
- Organisation internationale du travail. (2014). Global Employment Trends. Genève, Suisse
- Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (2016). L'Agriculture et la Sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI, 2016. Ankara, Turquie.
- Nations Unies. (2018). <http://www.un.org/sustainabledevelopment/hunger/> Consulté le 08 février 2018
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. (2017). The Future of Food and Agriculture – Trends and challenges. Rome, Italie.
- Banque mondiale. (2008). World Development Report 2008: Agriculture for Development. Washington, DC. USA.







Chapitre 2

Création d'opportunités de croissance dans l'agriculture : Financement pour un impact à grande échelle

Soule Sow¹, Altaf Abdul Gaffar², Surya Aslim³, Bashir Jama⁴ et Biola Badmos⁵

Messages clés

- Les financements publics sont essentiels à la croissance dans le secteur de l'agriculture. C'est pourquoi le Groupe de la BID a alloué des financements considérables au secteur agricole des pays membres. À l'avenir, le Groupe donnera la priorité aux partenariats stratégiques, notamment avec les banques multilatérales de développement et les entités du secteur privé pour aider à combler le déficit de financement de l'agriculture et du développement rural dans les pays membres.
- À l'heure actuelle, les investissements du Groupe connaissent de fortes variations en fonction des régions, tout comme le niveau d'utilisation des ressources (décaissements et mise à disposition des ressources approuvées). Le Groupe facilitera le transfert des enseignements retenus dans les pays et régions pour une meilleure efficacité de l'utilisation des ressources à l'effet de produire des impacts rapides et durables.
- Le Groupe de la BID est déterminé à renforcer les capacités des pays membres en termes de gestion des projets et programmes pour produire des résultats tangibles, un défi auquel bon nombre d'entre eux demeurent confrontés. Cette démarche permettra d'améliorer les capacités de ces pays à absorber (utiliser efficacement) les financements approuvés.

Introduction

Les financements publics sont essentiels à la croissance du secteur agricole de tous les pays.

La croissance durable requiert, entre autres, d'importants investissements dans les infrastructures agricoles et l'accès des agriculteurs à des financements abordables. Les investissements publics consentis par les seuls gouvernements nationaux sont insuffisants pour satisfaire les besoins financiers considérables des pays en développement. Bon nombre de ces pays requièrent aussi un soutien financier de la

part des partenaires internationaux pour réaliser leurs objectifs de développement.

En reconnaissant cette nécessité, le Groupe de la BID met un accent renouvelé sur la promotion des financements au profit de l'agriculture dans ses pays membres.

Augmentation des investissements dans l'agriculture et le développement rural

Depuis sa création, le Groupe a consenti des investissements considérables dans les pays membres dans le but de financer l'agriculture et le développement rural. Le total des investissements approuvés cumulés s'élevait à 12,6 milliards USD en 2017. Les projets d'agriculture et de développement rural (ADR) représentent, à ce jour, un cinquième (19%)

1 Coopération et Stratégie pays, BID (Ssow@isdb.org)

2 Division Qualité des opérations et résultats, BID

3 Unité de Facilitation de la décentralisation, BID

4 Pratiques mondiales agricoles, BID

5 Pratiques mondiales agricoles, BID

de tous les financements approuvés par la Banque.

Au cours des 30 premières années de la Banque, le montant total des financements approuvés en rapport avec des projets d'ADR s'élève à 3,2 milliards USD environ, mais ces investissements ont triplé depuis la crise alimentaire mondiale de 2008. Dans sa « Déclaration de Djeddah » de 2008, la BID s'engageait à mobiliser 1,5 milliard USD pour financer des programmes en faveur de la sécurité alimentaire dans ses pays membres, un effort visant à mobiliser, à terme, plus de 2,5 milliards USD pour financer des projets d'ADR. Les pays membres ont considérablement bénéficié, bien que de manière inégale, de cette initiative de la Banque et de ses partenaires multilatéraux au développement. La Déclaration de Djeddah prévoyait une assistance à court terme aux pays membres les moins avancés (PMMA) par le biais de divers programmes, notamment : l'assistance dans la création de stocks stratégiques pour la sécurité alimentaire ; la mise à disposition d'intrants agricoles, comme les engrais, les semences améliorées, les pesticides et le fourrage

destiné au bétail ; la fourniture des machines et équipements agricoles nécessaires.

La majeure partie des financements approuvés pour les projets d'ADR l'ont été au profit des régions d'Asie, d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique du Nord. Ensemble, ces régions représentent 68% du total des financements mis à disposition pour l'ADR et presque la moitié (49%) de l'ensemble des financements approuvés depuis l'année 2008 (Figure 2.1).

Les financements mis à disposition par la BID revêtent la forme de « financements concessionnels » (subventions et prêts sans intérêt) ou de « financements ordinaires » (fonds levés sur le marché). Comme démontré à la Figure 2.2, l'objectif de la Banque est d'allouer autant de financements concessionnels que possible aux PMMA. Ainsi, la majeure partie des financements concessionnels alloués à l'agriculture et au développement rural (70%) a bénéficié aux PMMA. C'est l'inverse pour ce qui concerne les financements ordinaires, dont la majorité (75% environ) a été allouée aux pays membres à revenus intermédiaires.

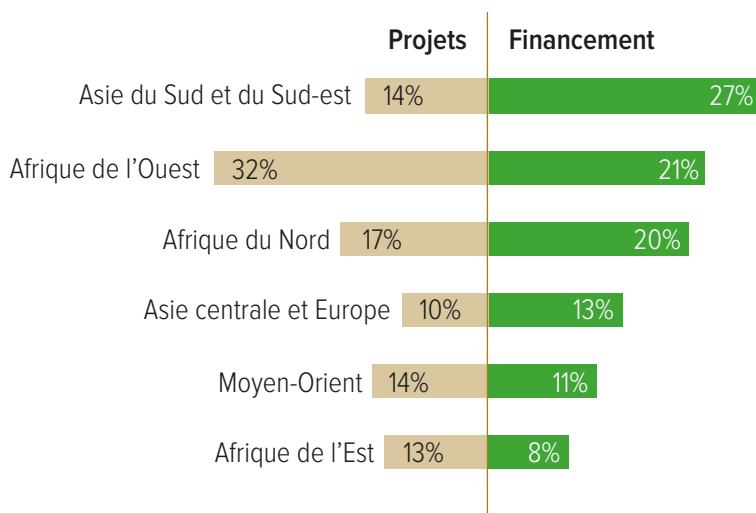


Figure 2.1: Financements approuvés par région au titre des projets agricoles et de développement rural

Concessionnel	Revenus intermédiaires 30%	Moins avancés 70%
Ordinaire	Revenus intermédiaires 75%	Moins avancés 25%

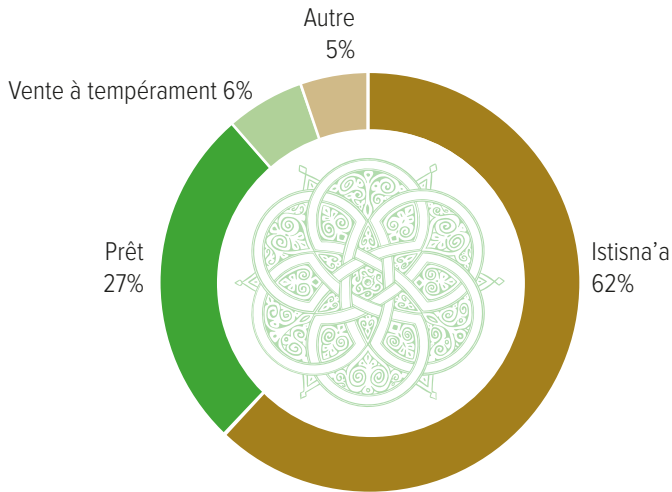


Figure 2.2 : Modes de financement des projets agricoles et de développement rural par la BID

Structure du mode de financement

Les financements par le biais de l'Istisna'a sont le mode de financement privilégié des projets d'ADR, suivis par les prêts concessionnels. Dans le cadre du financement islamique, l'Istisna'a implique la conclusion d'un contrat aux termes duquel la partie qui finance le projet consent à mettre à disposition un actif à une date ultérieure prédéterminée et à un prix convenu. L'une des raisons de son succès tient à son efficacité pour le financement des projets de construction (infrastructures) – et la majorité des projets du Groupe de la BID prévoit une certaine forme de construction. Les autres modes de financement courants sont « la vente à tempérament », « la vente » et « le crédit-bail », qui sont généralement utilisés pour financer les équipements, les matières premières, les semences et autres moyens de production nécessaires à la mise en œuvre des projets d'ADR.

Dans de nombreux cas, les projets de la BID impliquent de multiples modes de financement, divers modes étant utilisés pour financer les différentes composantes du projet pour lesquelles ils sont mieux indiqués. La flexibilité des modalités de la finance islamique permet à la Banque d'apporter son appui à une large variété de projets d'ADR.

Les financements alloués par la Banque à l'agriculture et au développement rural sont organisés autour de trois principaux domaines thématiques :

- 1) production agricole (cultures et bétail),
- 2) développement rural intégré, et 3) eau et environnement. À l'heure actuelle, 25% environ du total des financements ont été consacrés aux projets de développement de l'irrigation et du drainage, suivis par le développement rural intégré et les projets agricoles en



Définition de certains des modes de financement du Groupe de la BID

Installment Sale – Vente à tempérament : Le Groupe de la BID acquiert un Actif et le cède à l'Acheteur (client) à un Prix de vente convenu (coût plus marge bénéficiaire). L'Acheteur paie le Prix de vente par tranches. La propriété ou le titre de l'Actif est transféré à l'Acheteur à la date de livraison de l'Actif.

Istisna'a : Le Groupe de la BID désigne l'Acheteur (client) comme son Représentant chargé de veiller à la construction/confection de l'Actif. Lorsque l'Actif est prêt et accepté par l'Acheteur, le Groupe de la BID transfère le titre dudit Actif à l'Acheteur qui s'acquitte alors du Prix de vente en paiements différés.

Prêt : Le Groupe de la BID accorde des facilités de financement concessionnel à long terme pour financer le développement dans ses pays membres. Des frais de service sont prélevés pour couvrir des dépenses administratives.

Source : Groupe de la BID, 2014

général (Figure 2.3). En outre, la Banque est un important promoteur du microfinancement (voir Chapitre 9), comme moyen d'apporter une assistance directe aux agriculteurs pour leur permettre d'accéder aux équipements, engrais, semences améliorées et autres

intrants et matières premières nécessaires. La Banque soutient également les activités de développement axées sur la communauté et a financé plusieurs de ces projets, tant en Asie qu'en Afrique (voir Chapitre 8).

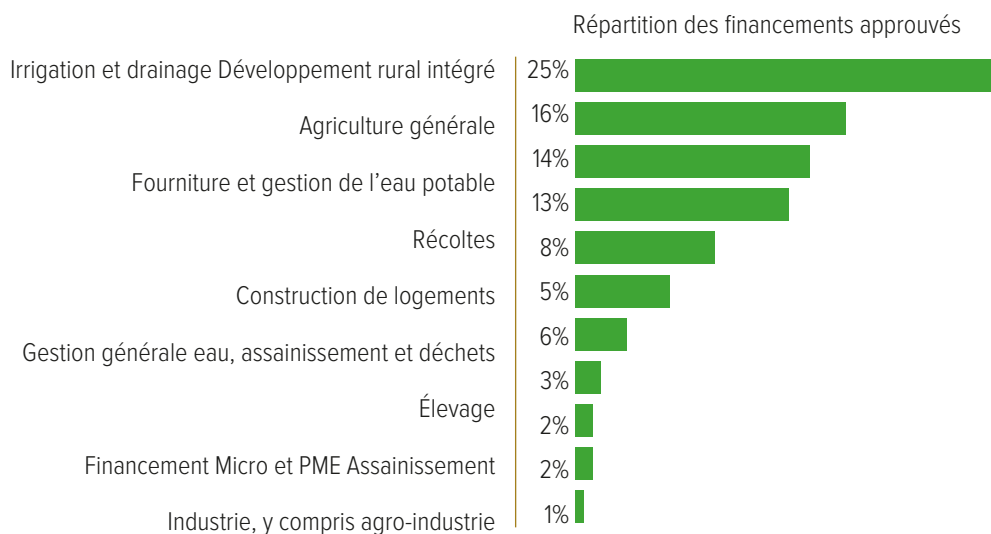


Figure 2.3 : Financement des projets de développement agricole et rural par le Groupe de la BID selon le type de projet

Une comparaison effectuée au niveau international rend compte d'un niveau de financement de l'ADR relativement faible dans les pays membres. Les dépenses publiques allouées à l'agriculture et au développement rural varient par pays et par région, des variations indicatives du niveau de soutien nécessaire dans une région ou un pays donné.

Comblent les déficits financiers

Malgré les efforts considérables consentis par le Groupe de la BID et d'autres banques multilatérales de développement pour la mobilisation des ressources, les besoins de financement du secteur agricole restent très importants et, malheureusement, insuffisamment pris en charge. Dans un contexte de développement plus large, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a estimé que, si les pays en développement veulent réaliser les ODD, il leur faudra consentir, entre 2015 et 2030, des investissements annuels d'un montant de 4 billions USD environ. Cependant, l'investissement annuel n'est que de 1,5 billion USD, ce qui représente un déficit de financement de 2,5 billions USD par an (CNUCED, 2014). Chaque année, les petits exploitants agricoles de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie du Sud et du Sud-est et d'Amérique latine, ont besoin de financements de plus de 200 billions USD pour développer leurs affaires et améliorer leurs moyens de subsistance (Rural and Agricultural Finance Learning Lab, 2016). Selon les estimations de la Commission des entreprises et du développement durable, la réalisation des ODD pourrait ouvrir des opportunités d'un montant de 12 billions USD dans l'agriculture, l'alimentation et d'autres secteurs d'ici 2030 (Commission des entreprises et du développement durable, 2017). Les déficits de financement actuels doivent provenir, pour l'essentiel, du secteur privé.

Nouvelles approches du financement de l'agriculture et du développement rural

Afin de combler ces déficits de financement, les institutions de développement ont identifié des sources de financement supplémentaires et innovantes, telles que l'investissement d'impact et le « crowdsourcing ». Ces nouvelles stratégies de financement ont attiré l'attention des décideurs, qui ont « ... l'intention délibérée de générer un impact social ou environnemental positif dès l'entame et de rechercher activement les investissements pour lesquels il existe des bénéfices sociaux et financiers mesurables... » (IRTI et IICPSD, 2017). En outre, le Groupe de la BID coopérera étroitement avec le secteur privé afin de mobiliser des ressources supplémentaires pour atteindre les objectifs en matière d'investissements nécessaires à la réalisation des ODD y relatifs.

Ces nouveaux outils de financement sont indispensables à la mobilisation de ressources supplémentaires pour l'ADR dans les pays membres. Ils constituaient un élément important de l'effort d'accroissement des financements prévu par la Déclaration de Djeddah de 2008 et d'un Fonds LLF (Lives and Livelihoods Fund).

Programme spécial pour le développement de l'Afrique (PSDA)

Le financement parallèle avec d'autres partenaires internationaux est un moyen important pour combler les déficits de financement. À cet égard, le Groupe de la BID a lancé le Programme spécial pour le développement de l'Afrique (PSDA), avec un investissement de 5 milliards USD, qui ont permis au Groupe de lever 7 milliards USD auprès d'autres partenaires au développement. Le principal objectif du PSDA est de financer efficacement les projets en utilisant le financement parallèle avec d'autres partenaires

au développement. L'une des interventions les plus importantes du PSDA a été d'améliorer la productivité des petits exploitants agricoles des pays membres de l'Afrique subsaharienne. La BID a mis à disposition 58,5 milliards USD pour financer ce genre d'activités au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali et au Niger. Dans le même ordre d'idées, la Banque a également approuvé l'octroi de financements d'un montant de 52,4 millions USD destinés à un projet d'élevage et de pêche du nord-ouest du Cameroun et de 40 millions USD pour un projet de développement de la filière riz dans la Plaine du Chari-Logone, au Tchad

Lives and Livelihoods Fund (Fonds LLF): un Fonds multi-donateurs

Le Fonds LLF est un autre projet phare d'exploitation des financements d'ADR dans les pays membres. Lancé en 2016, le Fonds LLF vise à mobiliser 2,5 milliards USD en cinq ans dans l'objectif principal d'apporter une assistance aux PMMA de la Banque. Les domaines d'intervention du Fonds LLF en matière de développement sont la santé, l'agriculture et les infrastructures rurales. Cette initiative associe les ressources ordinaires de la BID et les ressources des subventions fournies par d'autres bailleurs de fonds, ce qui permet l'octroi de financements à des termes plus concessionnels et rend la dette plus soutenable. À la fin de l'année 2017, le total des financements au titre du Fonds LLF s'élevait à 605,5 millions USD, 43,7% (264,5 millions USD) de ce montant étant consacrés aux projets agricoles et de développement rural, une allocation en adéquation avec les principales priorités du Fonds LLF en matière de financement.

Partenariats visant l'amélioration des financements publics-privés

Grâce aux réformes positives mises en œuvre au sein du Groupe de la BID, la Banque jouit

d'une plus grande flexibilité pour créer des partenariats avec les organisations privées comme avec les institutions publiques afin d'augmenter et d'améliorer le financement des projets. Les partenariats avec le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds LLF, l'Université King Abdullah des Sciences et de la Technologie (KAUST) et le Centre international de l'agriculture biosaline (ICBA) permettront une meilleure mobilisation des ressources et des interventions d'ADR mieux ciblées. Cependant, au fur et à mesure que ces ressources augmenteront, le Groupe devra renforcer les capacités de mise en œuvre du projet dans de nombreux pays membres, afin de garantir une bonne utilisation des financements supplémentaires.

Enseignements retenus

- Le financement de l'agriculture et du développement rural dans les pays membres nécessite l'octroi de financements à des conditions concessionnelles et abordables pour les PMMA. Comme constaté ci-dessus, les ressources nécessaires à la réalisation des ODD sont considérables et nécessitent des efforts collectifs au niveau mondial.
- Le renforcement des capacités des institutions nationales en matière de gestion de projet et de contrôle fiduciaire est indispensable pour garantir une mise en œuvre effective des projets et un impact significatif. Il est essentiel que toutes les initiatives de développement rural comprennent des éléments touchant au renforcement des capacités, non seulement pour les bénéficiaires, mais également pour le personnel des ministères de l'Agriculture et d'autres

institutions nationales concernées. Cela permettra d'améliorer la mise en œuvre des projets et contribuera à surmonter les difficultés liées à l'exécution.

- Auparavant, la faible présence de la BID dans les pays compromettait son aptitude à exercer un contrôle satisfaisant sur les projets nationaux et à leur fournir un appui suffisant. Pour remédier à cet état de fait, la BID a restructuré son système d'exécution de projet par une décentralisation basée sur des hubs régionaux. Cette initiative devrait améliorer de manière significative l'identification, la conception et la mise en œuvre des projets au niveau national.

Conclusion

Une croissance agricole durable nécessite des investissements significatifs dans l'agriculture et le développement rural. Les investissements publics consentis par les seuls gouvernements nationaux sont insuffisants pour satisfaire les très importants besoins financiers des pays en développement. Depuis sa création, le Groupe de la BID a consenti, dans le domaine de l'ADR, des investissements considérables dans les pays membres. Une comparaison effectuée au niveau international révèle que le niveau de financement de l'ADR est relativement faible dans les pays membres. Malgré les efforts intensifs de mobilisation des ressources déployés par la BID et d'autres banques multilatérales de développement, le besoin de financement des projets ADR demeure très élevé. Dans le but de combler le déficit de financement, les institutions de développement ont identifié des sources de financement innovantes, comme l'investissement à impact et le crowdsourcing, qui reposent sur les financements du secteur public. Pour que ces sources de financement novatrices aient les effets souhaités, il faut renforcer les capacités d'exécution des institutions nationales.

Références

- Business and Sustainable Development Commission. (2017). Better Business Better World. London, U.K.:
- BSDC. Available at: <http://report.businesscommission.org>.
- Banque islamique de développement. (2014). Modes of Finance. Consultable au: https://www.isdb.org/irj/go/km/docs/documents/IDBDevelopments/Internet/English/IDB/CM/Projects/Financing%20Instruments/IDB-Modes_of_Finance_28Sep14.pdf
- Institut islamique de recherche et de formation & Istanbul International Center for Private Sector in Development. (2017). I for Impact: Blending Islamic Finance and Impact Investing for the Global Goals. Available at: http://www.irti.org/English/News/Documents/IRTI_UN_Islamic_Financial_Report.pdf
- Rural and Agricultural Finance Learning Lab. (2016). Inflection point: unlocking growth in the era of farmer finance. Consultable au: <https://www.rafllearning.org/post/inflection-point-unlocking-growth-era-farmer-finance>.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. (2014). World Investment Report 2014: Investing in the SDGs: An Action Plan. Consultable au : http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2014_en.pdf





Chapitre 3

Renforcement de la résilience des systèmes agricoles pour faire face au changement climatique

Mourad Mtibaa¹, Bashir Jama², Biola Badmos³, Nur Abdi⁴ et Ahmed Qabany⁵



Messages clés

- Pour rendre les systèmes agricoles plus résilients sur le long terme, il convient d'adopter une approche intégrée en ce qui concerne les interventions, ce qui nécessite le renforcement des capacités de mise en œuvre des institutions nationales et régionales.
- L'adoption d'une approche à plusieurs niveaux du renforcement de la résilience, qui implique des initiatives immédiates, à court et moyen terme ou à long terme, permet de disposer de tous les atouts pour réduire au minimum le nombre d'individus touchés par les chocs climatiques et renforcer de manière constante la résilience des systèmes au fil du temps.
- Pour être efficaces, les efforts de renforcement de la résilience nécessitent l'existence d'un mécanisme de financement qui garantit un niveau de financement suffisant aux différents pays d'une région, en veillant à le faire de manière synchronisée.

Introduction

Les impacts du changement climatique commencent à nuire considérablement aux paysans, particulièrement dans les pays en développement les plus vulnérables où des millions de petits exploitants tirent leurs moyens de subsistance de l'agriculture pluviale. La variabilité climatique sape manifestement la sécurité alimentaire et le développement socio-économique. Dans de nombreuses régions, la montée des températures moyennes réduit la productivité agricole, tandis que les schémas de pluviométrie de plus en plus erratiques compliquent la planification de l'agriculture (Réseau de connaissances sur le climat et

le développement, 2014). En 2016, l'Afrique de l'Est a été le théâtre d'une sécheresse dévastatrice qui a plongé plusieurs millions de personnes dans l'insécurité alimentaire et a déclenché une vague de migration en masse sans précédent. Le changement climatique a été décrit comme un multiplicateur de risque de famine. D'ici à 2050, environ 20% de personnes supplémentaires seront exposées à un risque de famine à cause du changement climatique, dont la majorité de cette population (65 %) vit en Afrique subsaharienne (Programme alimentaire mondial, 2012). Son impact exposera environ 49 millions de personnes supplémentaires à un risque de famine d'ici à 2020 et jusqu'à 132 millions d'ici à 2050 (Fonds international de développement agricole, 2009).

Les pays membres de la BID font partie des pays les plus affectés par le changement climatique. Pour nombre d'entre eux, le

1 Hub régional de Dakar, Sénégal, BID

2 Pratiques mondiales agricoles, BID (BAdan@isdb.org)

3 Pratiques mondiales agricoles, BID

4 Directeur, Pratiques mondiales agricoles, BID

5 Directeur, Division du changement climatique, BID

changement climatique intensifie les défis agricoles existants, une situation combinée également au manque de ressources nécessaires pour mettre en œuvre les programmes d'adaptation et de récupération. Il est essentiel d'instaurer des systèmes agricoles plus résilients pour assurer un avenir prospère aux personnes qui y vivent.

La BID s'efforce de renforcer la résilience des pays membres en intégrant des composantes d'adaptation spécifiques dans ses opérations et projets réguliers d'agriculture et de développement rural, et dans le cadre d'interventions autonomes axées sur le renforcement de la résilience comme objectif premier. Les interventions de la Banque, conformes au cadre global de sa politique de lutte contre le changement climatique (Banque islamique de développement, 2015), soutiennent les stratégies et les plans nationaux d'adaptation au changement climatique ainsi que leur Contributions déterminées sur le plan national (NDC) à l'atténuation du changement climatique. Avec l'Accord de Paris sur le Climat de 2015, les attentes d'appui et de financement d'organisations de développement et de pays donateurs se sont considérablement renforcées, tout comme les pressions pour en démontrer les résultats positifs (Nations Unies, 2016). Compte tenu de la rareté effective des financements disponibles pour relever les défis climatiques auxquels sont confrontés les pays en développement, il est d'autant plus nécessaire d'être toujours plus efficient dans la conception des interventions en matière de développement.

Cadre intégré d'adaptation et de résilience au changement climatique

Un agroécosystème résilient a la capacité d'absorber les chocs du changement climatique tout en conservant sa structure de base et son mode de fonctionnement, une capacité d'auto-organisation et une aptitude à s'adapter aux stress climatiques et à évoluer de manière opportune et efficiente (Panel intergouvernemental sur le changement climatique, 2012). Indépendamment de l'échelle et de la portée des chocs climatiques, un système agricole résilient continuera à bien fonctionner.

À partir de son expérience du secteur agricole, la BID a appris, au fil des ans, que suivre une approche intégrée de ses interventions en matière de résilience l'a amenée à mieux utiliser les ressources pour de meilleurs résultats. Les pratiques agricoles varient considérablement entre différents lieux géographiques, tout comme l'importance des impacts du



changement climatique dans ces lieux. Le renforcement de la résilience en utilisant une approche intégrée contribue à garantir une couverture plus large des interventions et une plus grande capacité pour les communautés locales à faire face aux chocs climatiques et à s'adapter au changement climatique.

D'un point de vue macroéconomique, la résilience des systèmes agricoles repose sur une « résilience instantanée et dynamique » (Hallegate, 2014). Une résilience instantanée limite l'ampleur des pertes immédiates de production dues, par exemple, à un événement météorologique extrême. Une résilience dynamique est le reflet, d'autre part, de la capacité d'un système à récupérer d'un tel événement. La BID estime donc que le fait de rendre les systèmes agricoles réellement résilients nécessite une approche à plusieurs niveaux (Figure 3.1). Une telle approche répond d'abord aux besoins immédiats d'une population affectée, puis de reconstruction des sources de ses moyens de subsistance (récupération) et, enfin, de consolidation du processus et de renforcement des capacités d'adaptation des communautés rurales aux chocs climatiques (durabilité). Ces stades sont constitués de phases de réponse à court, à moyen et à plus long terme.

Renforcement de la résilience dans la région du Sahel de l'Afrique sub-saharienne

En 2011, la région sahélienne de l'Afrique de l'Ouest a été affectée par une sécheresse dévastatrice qui a fait reculer son développement économique et social. Les pays de la région ont enregistré une diminution significative de leur production céréalière. Une grave pénurie de fourrage a provoqué le déplacement précoce du bétail et des éleveurs ainsi que des modifications des couloirs de passage du bétail en causant non seulement des pertes de bétail mais aussi en exacerbant les tensions entre les pasteurs et les communautés paysannes dans les zones frontalières. Immédiatement et en collaboration avec le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), la BID a approuvé une assistance alimentaire d'urgence de 2 millions USD à sept pays sahéliens affectés par la sécheresse (Burkina Faso, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad).

La Banque et le CILSS ont pleinement conscience du fait que la région du Sahel subit les effets adverses des mégatendances

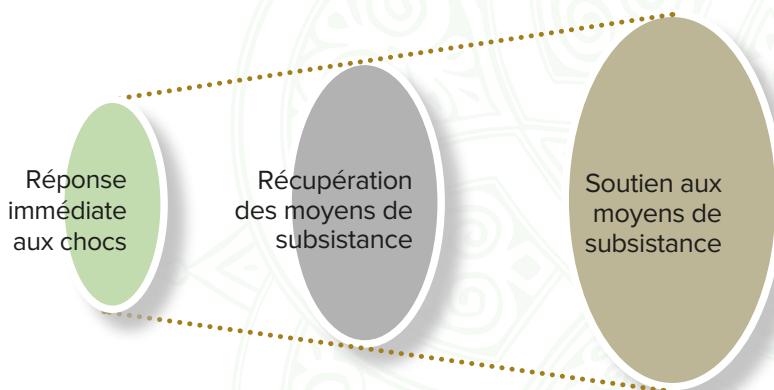


Figure 3.1 : Approche à plusieurs niveaux de la BID pour renforcer la résilience au changement climatique

liées au changement climatique et que de telles interventions d'urgence ne peuvent qu'aider à répondre aux besoins alimentaires immédiats avec des effets très limités sur l'insécurité alimentaire. En conséquence, en coordination avec certains pays membres, la BID et le CILSS, en tant que partenaire technique, ont déroulé un programme régional visant à réduire l'insécurité alimentaire et à renforcer la résilience des populations vulnérables de ces sept pays. Le programme est conçu pour obtenir un impact plus durable et plus transformateur face à la persistance de l'insécurité alimentaire due aux sécheresses récurrentes causées par le changement climatique. Plus spécifiquement, le programme vise à : 1) améliorer les moyens de subsistance des populations rurales ciblées en augmentant

la capacité productive de leurs actifs ; 2) développer la capacité des communautés cibles à s'adapter au changement climatique et 3) améliorer la capacité des décideurs à gérer les crises alimentaires dans les sept pays membres du Sahel fortement touchés par la sécheresse. Le programme comprend une composante régionale devant être mise œuvre avec l'aide du CILSS. Il comprend l'appui au système régional d'information et d'alerte précoce ainsi qu'une coordination régionale des activités du programme, du suivi et du partage des résultats.

Dans le cadre de son approche progressive, la BID a approuvé un programme de financement de projets de pays visant à parer aux sécheresses dévastatrices et à la famine. Le programme vise spécifiquement à :

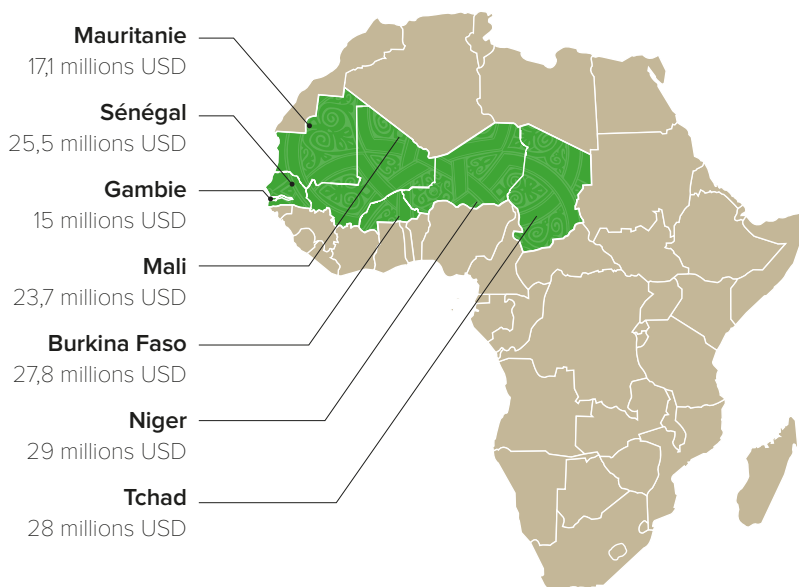


Figure 3.2 : Renforcement par la BID de la résilience à l'insécurité alimentaire dans le Programme Sahel (pays bénéficiaires)

- Créer un mécanisme de financement durable en réponse aux pénuries alimentaires en améliorant la disponibilité et l'accès à une alimentation humaine et animale ;
- Réhabiliter et préserver les moyens de subsistance des foyers les plus vulnérables et renforcer la résilience des pasteurs, des agro-pasteurs et des cultivateurs.
- Développer les récoltes, des post-récoltes et les infrastructures de stockage et de récupération des eaux pluviales ;
- Établir un mécanisme régional de prévision, de gestion et de prévention des crises alimentaires récurrentes ; et
- Contribuer à la création d'une réserve alimentaire stratégique régionale en développant les infrastructures très nécessaires de stockage et de conservation.

Apport de changements percutants aux communautés rurales fragiles du Burkina Faso

Le projet est mis en œuvre dans trois régions administratives du pays : les régions du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel. Ces régions ont été choisies sur la base de la répartition géographique des populations les plus vulnérables affectées par le changement climatique, à partir d'une enquête auprès des ménages effectuée en 2011 par le ministère de l'Agriculture du Burkina Faso.

À court et moyen terme, le projet porte essentiellement sur la réhabilitation des moyens de subsistance des populations rurales qui ont perdu leurs actifs de production suite aux sécheresses récurrentes. Il le fait en procurant du bétail (en commençant par des petits ruminants) et des intrants de production agricole. La portée du projet à moyen et à plus long

Réalisations attendues du Burkina Faso

- Reconstituer le stock de sécurité alimentaire du Burkina Faso avec 26 000 tonnes de céréales et 5 000 tonnes d'alimentation animale ;
- Réapprovisionner 20 000 pasteurs vulnérables avec 80 000 petits ruminants, plus l'accès à des services vétérinaires ;
- Créer 13 000 hectares de variétés de niébé à haut rendement au profit de 26 500 cultivatrices en leur fournissant des semences, l'accès à des engrais et à des pesticides et une formation aux bonnes pratiques agronomiques ;
- Améliorer l'irrigation sur quelque 400 hectares gérés par de petits exploitants agricoles vulnérables ;
- Construire des installations de stockage d'une capacité de 11 000 TM pour améliorer le stock national de sécurité alimentaire ;
- Construire 64 unités avicoles ; et
- Renforcer les capacités du système d'information national et régional en appui à un Système d'alerte précoce d'événements météorologique extrêmes.

terme inclut la construction d'entrepôts de stockage communautaires et nationaux afin d'augmenter la capacité de réserve de la sécurité alimentaire et la construction de petits systèmes d'irrigation en vue d'améliorer la productivité des petits exploitants agricoles en les rendant moins vulnérables aux chocs climatiques.

Au niveau régional, le projet collabore avec le CILSS dans le renforcement d'un système d'information d'alerte précoce multi-pays. Cette initiative renforce aussi les capacités des systèmes d'information locaux sur l'agriculture et la collecte de données sur la production végétale, animale et les marchés.

Sur la base des progrès réalisés à ce jour, le projet parvient à contribuer à la réhabilitation des moyens de subsistance d'un nombre important de foyers par le réapprovisionnement de petits ruminants et le soutien aux agricultrices dans la production de niébés pour la consommation locale et comme culture commerciale. Les deux premières années, le projet a atteint 34 % de son objectif de restaurer la production animale (voir encadré).

Environ 68 % des bénéficiaires sont des femmes.

Cette activité est mise en œuvre parallèlement à la fourniture d'alimentation



La reconstitution des moyens de subsistance de petits agriculteurs lourdement frappés par la sécheresse commence par le remplacement du bétail, un important actif des foyers

animale dans le cadre d'une convention de financement distincte, fournie par la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) du Groupe de la BID. En l'absence d'un mécanisme opérationnel de fourniture d'aliments pour animaux, le projet renforce les capacités des bénéficiaires de bétail avec des intrants et des outils pour produire du niébé de fourrage.

À la fin de l'année 2017, après les ventes, la consommation et la mortalité, le stock de petits ruminants avait augmenté de 4% en moyenne. Cela équivaut à une moyenne de quatre petits ruminants par foyer, d'une valeur de 380 USD environ. La composante production végétale du projet a atteint environ 80% de son objectif, au cours des deux premières années du programme. Un total de 10 648 hectares sont actuellement cultivés par 20 198 foyers dirigés par des femmes, avec des rendements de céréales d'environ 740 kg/ha, soit beaucoup plus que la moyenne mondiale de 450 kg/ha (Abate et al., 2012). Cette situation produit des surplus destinés aux marchés et l'équipe de gestion du projet aide les agriculteurs à le faire d'une manière qui leur assure des revenus plus importants.

L'intervention de la BID aide les foyers vulnérables du Burkina Faso à diversifier leurs sources nutritionnelles ; les variétés améliorées de niébé de fourrage étant des haricots de rendement, riches en protéines et en fourrage nutritif pour alimenter le bétail. Cette culture produit aussi une source de revenu pour les femmes en leur permettant de satisfaire les besoins du ménage autres que l'alimentation, tels que les frais de scolarité pour leurs enfants et de meilleurs habits. La viabilité potentielle de cette intervention est élevée ; les petites exploitantes agricoles concernées mettent de côté une partie des produits des ventes de niébés pour acheter les intrants nécessaires



Une cultivatrice de niébé bénéficiant de la composante production végétale du programme de résilience au Burkina Faso

pour la prochaine saison agricole.

Pour renforcer les pratiques et la commercialisation après la récolte, le projet fournit aux groupes de femmes des balances pour mesurer plus exactement le poids de leurs produits et, à certains endroits, il construit des installations de stockage pour leur permettre d'éviter d'avoir à vendre leurs récoltes quand les prix du marché sont bas (au moment de la récolte) ; les cultures correctement stockées peuvent aussi servir de caution pour améliorer l'accès des agriculteurs au crédit.

Une association d'agricultrices assistées dans la commercialisation de leur production



Une association d'agricultrices assistées dans la commercialisation de leur production excédentaire de niébé par l'agent du projet (deuxième à partir de la gauche)

excédentaire de niébé par l'agent du projet (deuxième à partir de la gauche)

Renforcement de la résilience dans les terres arides de l'Afrique de l'Est

La Grande Corne de l'Afrique est l'une des régions du monde les plus vulnérables à la variabilité climatique. Cette vulnérabilité est due à la fréquence d'événements météorologiques extrêmes et à la faible capacité d'adaptation causée par l'inadéquation des infrastructures, les limites du capital social, la médiocrité des politiques et le manque d'efficacité des systèmes d'alerte précoce (IGAD 2018).

Les communautés vivant dans les régions arides de Djibouti, de l'Ouganda et de la Somalie sont de plus en plus vulnérables. Les niveaux de pauvreté sont extrêmement élevés dans ces zones où les communautés manquent d'accès aux services les plus basiques : éducation, soins de santé primaire, eau salubre et assainissement, soins vétérinaires pour leur bétail et être à l'abri des ravages de la sécheresse et d'autres chocs environnementaux.

Pour soutenir ces communautés et renforcer leur résilience, la BID a initié le Programme régional des terres arides de l'Afrique de l'Est, en 2013, avec une enveloppe de financement



Figure 3.3 : Programme de développement des terres arides de l'Afrique de l'Est de la BID (pays bénéficiaires)

de 35 millions USD pour les Gouvernements de Djibouti, de l'Ouganda et de la Somalie. Le programme vise à : 1) augmenter le niveau, la diversité et la stabilité des revenus et des actifs des foyers des agro-pasteurs cibles ; 2) augmenter le taux d'inscription à l'éducation primaire ; 3) améliorer l'accès des communautés à des services de santé et leur utilisation ; 4) renforcer la compréhension, par les communautés, des bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles ; et 5) améliorer les compétences commerciales des membres des communautés et accroître leur participation au marché.

Le programme améliore le bien-être socio-économique de certaines des communautés les plus vulnérables de ces trois pays. À titre d'exemple, en Ouganda, le programme est mis en œuvre dans la région de Karamoja, située au nord-est du pays. Il s'agit de l'une des régions les plus pauvres du pays en raison d'une longue guerre civile. Les



Projet de développement des terres arides en Ouganda : Réalisations du développement des cultures et des infrastructures rurales (2015-2017)

- 70,8 tonnes de semences améliorées distribuées à 4 080 agriculteurs ;
- 400 acres (162 hectares) de terres utilisées pour des démonstrations de technologies dans les exploitations agricoles ;
- Création de 5 pépinières ayant à ce jour fourni plus de 5 000 plants d'arbres fruitiers de qualité supérieure ;
- 127 agents de vulgarisation et agriculteurs chefs de file ont été formés aux bonnes pratiques de production agricole et d'élevage ;
- 53,2 km de routes rurales ont été réhabilités ou construits ; et
- Deux forages ont été creusés et équipés pour l'approvisionnement en eau, plus qu'indispensable.



activités du programme couvrent quatre districts : Nakapiripirit, Napak, Amudat et Moroto.

Ce travail vise à : 1) améliorer la productivité de l'élevage et de l'agriculture dans les terres arides ; 2) améliorer les infrastructures rurales et du marché ; 3) améliorer l'accès à des soins de santé, à la nutrition et à l'éducation dans les zones rurales ; et 4) améliorer le développement d'entreprises communautaires.

Enseignements retenus

- L'adoption d'une approche régionale pour le renforcement de la résilience des communautés vulnérables est cruciale pour saisir et partager les enseignements retenus et transférer les meilleures pratiques entre les pays de la région.
- Un succès rapide a été enregistré au Burkina Faso, dans la région du Sahel, et en Ouganda, en Afrique de l'Est, parce que les institutions nationales étaient prêtes et capables de mettre en œuvre les activités du programme plus rapidement que d'autres pays dans ces deux régions.
- Dans le Programme Sahel, le mécanisme de financement de la reconstitution des stocks de sécurité alimentaire et d'aliments pour animaux a été conçu sur la base de dispositions financières à court terme. Après la mise en œuvre du programme, il est apparu que de telles interventions devraient être conçues à plus long terme, certainement au-delà des 3 à 5 années prévues habituellement pour la plupart des projets de développement.
- Pour le programme régional des terres arides d'Afrique de l'Est, le regroupement des investissements en santé, en éducation et en agriculture enregistre d'importants impacts sur les

communautés de la région de Karamoja. Cette approche peut être très efficace quand les parties prenantes nationales (notamment les ministères) coordonnent leurs efforts. Cette constatation est évidente dans le cas de l'Ouganda.

- La sécheresse constitue un problème récurrent dans les deux régions du Sahel et de la Grande Corne de l'Afrique. Cela indique un besoin de renforcement de la gestion des risques agricoles face au changement climatique. L'élargissement des mesures de protection pour y inclure des programmes efficaces d'assurance agricole aiderait à atténuer les risques en aval.

Conclusion

Le changement climatique se produit déjà ; les individus perdent leurs avoirs, leurs investissements et les sources de leurs moyens de subsistance. Bien que les émissions soient considérablement réduites aujourd'hui, les effets du changement climatique se feront ressentir pendant les décennies à venir, en particulier pour les systèmes agricoles. Même si certaines interventions de la BID, comme le programme de résilience au Sahel, ont rencontré des défis au début, le programme a pris de l'élan et est maintenant prêt à procurer des bénéfices à environ 12 millions de personnes dans les sept pays cibles. Ces interventions montrent comment rendre les systèmes agricoles de pays membres de la BID plus résilients aux impacts du changement climatique. Les défis associés au suivi d'une approche intégrée de mise en œuvre des interventions peuvent être relevés en se rapprochant d'institutions techniques solides (régionales et internationales) avec lesquelles établir des partenariats.

La BID a beaucoup appris de ses interventions passées et en cours sur la

résilience. Pour la suite, elle envisage de capitaliser non seulement sur ce qu'elle a appris mais aussi sur le fort élan mondial en appui aux efforts en matière d'agriculture et de développement rural (ADR) visant à améliorer l'adaptation et la résilience au changement climatique. À cet effet, la Banque veillera à ce que tous ses projets ADR prennent en compte les risques liés au climat et à ce que des mesures adéquates soient mises en place pour les atténuer. Ces mesures comprendront :

le renforcement des capacités, des cadres de gestion des risques climatiques et l'inclusion des actifs physiques pouvant s'avérer nécessaires. La BID a inscrit l'adaptation et la résilience au climat au cœur de ses interventions dans le cadre de son nouveau modèle d'entreprise. Elle aspire à contribuer à la transformation des systèmes de production agricole et alimentaire dans ses pays membres en les rendant, non seulement efficaces, mais encore plus résilients et plus durables.

Références

- Abate T, Alene AD, Bergvinson D, Shiferaw B, Silim S, Orr A and Asfaw S. (2012). Tropical grain legumes in Africa and South Asia: Knowledge and opportunities. Nairobi, Kenya. ICRISAT.
- Climate and Development Knowledge Network. (2014). Climate Change and the Agriculture Sector. Climate Change and Your Business Briefing Note #5: Agriculture. <https://cdkn.org/wp-content/uploads/2015/04/Climate-Change-and-the-Agriculture-Sector.pdf>
- Hallegatte, S. (2014). Economic Resilience: Definition and Measurement. Policy Research Working Paper 6852. The World Bank Climate Change Group <http://documents.worldbank.org/curated/en/350411468149663792/pdf/WPS6852.pdf>

- Intergovernmental Authority for Development. (2018). IGAD Climate Prediction and Applications Center. Website: <http://www.icpac.net/index.php/climate-change/introduction.html> (accessed in March 2018).
- Intergovernmental Panel on Climate Change. (2012). Managing the risks of extreme events and disasters to advance climate change adaptation. In C. B. Field, V. Barros, T. F. Stocker, D. Qin, D. J. Dokken, K. L. Ebi, M. D. Mastrandrea, K. J. Mach, G.-K. Plattner, S. K. Allen, M. Tignor, & P. M. Midgley (Eds.), A special report of working groups I and II of the IPCC. Cambridge, UK. Cambridge University Press.
- International Fund for Agricultural Development. (2009). Climate change: Building the resilience of poor rural communities. Available at: <https://www.ifad.org/documents/10180/37cb3c45-560a-495f-b3fc-d454d45139ed>.
- Banque islamique de développement. (2015). Document de référence sur le changement climatique du Groupe de la BID. Préparé par le Sous-comité de la Conférence sur le Changement climatique. Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.
- Mertz, O., D'haen, O.S., Maiga, A., Moussa, I. B., Barbier, B., Diouf, A., Diallo, D., Da E.D., and Dabi, D. (2012). Climate Variability and Environmental Stress in the Sudan-Sahel Zone of West Africa. *Ambio*. 2012 Jun ; 41(4) :380-392.
- Nations Unies (2016). Accord de Paris. pp.1-27. Paris, France. Programme alimentaire mondial. (2012). Climate impacts on food security and nutrition: A review of existing knowledge. WFP's Office for Climate Change, Environment and Disaster Risk Reduction. Royaume-Uni.







Chapitre 4

Investissements dans les petites exploitations agricoles afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Ougfaly Badji¹, Bashir Jama², Nur Abdi³, Ali Muhammad Khan⁴ et Rahim Haris⁵

Messages clés

- Le renforcement des aspects liés à la production et à la livraison de systèmes nationaux d'intrants (semences de haute qualité, matériaux de plantation et engrais) est crucial pour augmenter les rendements des petits exploitants agricoles de manière durable.
- Les chaînes de valeur conçues pour améliorer les marchés d'entrée et de sortie sont cruciales pour augmenter la productivité et les revenus des petits exploitants agricoles.
- Les programmes et les partenariats régionaux facilitant le partage des connaissances peuvent catalyser et catalysent effectivement l'augmentation de la productivité à l'échelle.
- L'accès au financement des agriculteurs et des agro-industries est essentiel pour accroître la productivité. Des mécanismes de facilitation de cet accès devraient faire partie intégrante des programmes d'agriculture et de développement rural.

Introduction

L'agriculture des petits exploitants agricoles domine la communauté agricole dans la plupart des pays membres de la BID. Leur productivité est toutefois faible dans nombre d'entre eux. Cette constatation est la plus marquée en Afrique sub-saharienne où le rendement de céréales n'a été que d'un-tiers de la moyenne mondiale en 2016 (Figure 4.1). Il est essentiel d'inverser cette situation si l'agriculture doit nourrir les 8010 millions de personnes vivant actuellement dans une insécurité alimentaire, dont près de la moitié réside dans des pays membres de la BID (Fonds de solidarité islamique pour le développement, 2016).

Bien que complexes et hautement variables selon les pays, les défis liés à l'augmentation de la productivité agricole sont bien connus de la communauté du développement : accès limité à des semences améliorées et à des matériaux de plantation de qualité, faible fertilité des sols et accès inadéquat à des engrais (organiques et non-organiques), faible accès à des services de vulgarisation et de conseil, dysfonctionnement des marchés, et sécheresses et inondations, pouvant être associés au changement climatique, pour n'en citer que quelques-uns. Les aspects les moins connus sont les points d'entrée pour les interventions pouvant apporter des changements systémiques et durables.

Ces points d'entrée varient certainement d'un pays à un autre ou d'une région à une autre, mais trois d'entre eux, interdépendants, ont été identifiés. Ils constituent de plus en plus la base des projets d'agriculture et de développement rural (ADR) appuyés par le Groupe de la BID (et ses partenaires au développement) visant à

1 Hub régional d'Abuja, Nigeria, BID

2 Pratiques mondiales de l'agriculture, BID (BAdan@isdb.org)

3 Directeur, Pratiques mondiales de l'agriculture, BID

4 Conseiller technique du Vice-président, Complexe des programmes de pays, BID

5 Société islamique pour le développement du secteur privé, Groupe de la BID

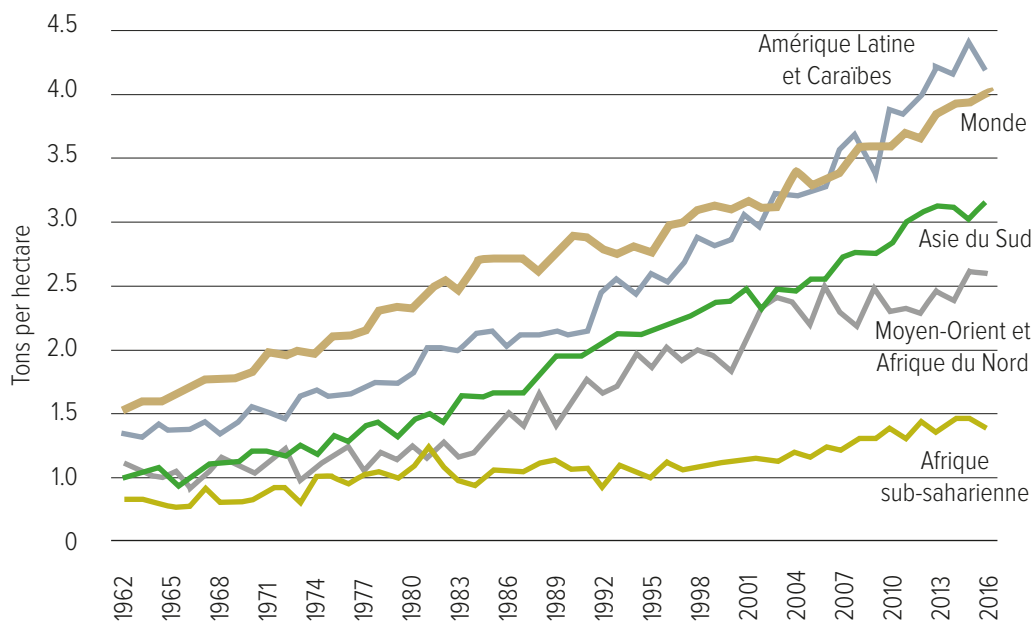


Figure 4.1 : Rendements céréaliers en Afrique sub-saharienne par rapport aux moyennes régionale et mondiale

Source : Données de la Banque mondiale (<https://bit.ly/2pDT1j9>)

accroître la productivité de l'agriculture dans les pays membres du Groupe.

La Figure 4.2 indique les points d'entrée pour l'accroissement de la productivité des petits exploitants agricoles. Elle commence par renforcer la production et l'efficacité de la réalisation des systèmes d'intrants et de services agricoles. Des intrants de qualité (semences améliorées et engrais) sont essentiels pour accroître la productivité (rendements par superficie unitaire plantée) en situation pluviale et d'irrigation. En outre, des services solides de vulgarisation et de conseils sont importants pour renforcer l'adoption et l'efficacité d'intrants améliorés. Une étude de cas au Bangladesh est utilisée pour illustrer l'importance des systèmes de

fourniture de semences, un intrant important pour accroître la productivité. Un deuxième point d'entrée associé est l'appui aux chaînes de valeur (dirigé par des associations d'agriculteurs et le secteur privé) offrant de nouvelles technologies, des services de vulgarisation et de conseils et des innovations de marché à petite et à grande échelles. Ce point d'entrée est illustré par une étude de cas au Nigeria. Un troisième point d'entrée est constitué des projets régionaux soutenant la réplique de bonnes pratiques augmentant la productivité dans les pays. Ce point d'entrée est illustré par l'exemple d'un projet régional de production agricole de petits exploitants agricoles en Afrique de l'Ouest.

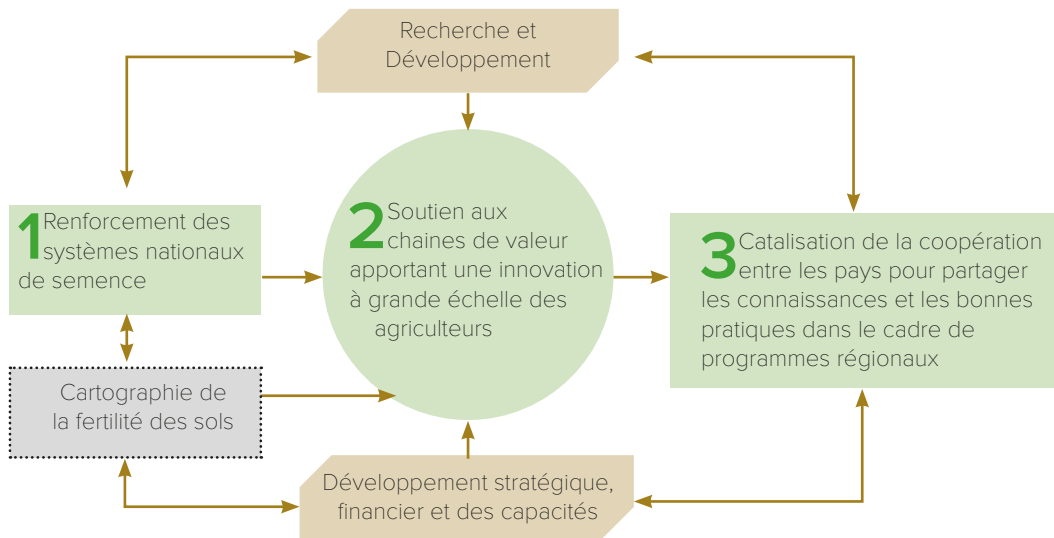


Figure 4.2 : Points d'entrée pour accroître la productivité des petits exploitants agricoles : Approche du Groupe de la BID

Premier point d'entrée : Renforcement de l'accès à des intrants améliorant les rendements

Il est crucial, pour accroître la productivité et combler les insuffisances de rendement, d'améliorer l'accès à des semences améliorées, à des matériaux de plantation et à des engrais. L'utilisation d'engrais est particulièrement importante pour réaliser le potentiel génétique des semences améliorées et des matériaux de plantation. C'est là l'une des principales raisons des faibles rendements des cultures vivrières de base en Afrique sub-saharienne où les petits exploitants agricoles utilisent peu ces intrants. Il est important que l'accès à ces deux intrants soit renforcé simultanément. C'est là, en effet, que réside le succès de la Révolution verte en Asie et dans d'autres pays dans les années 1970 et 1980 (Pinstrup-Andersen & Hazell, 1985). Le renforcement de la chaîne de valeur des intrants constitue donc une composante importante du soutien du Groupe de la BID aux pays membres. Le

cas du Bangladesh présenté ci-après est une illustration des interventions du secteur public visant à augmenter l'approvisionnement national en semences améliorées et matériaux de plantation.

Selon un consensus dégagé entre les experts agricoles, les semences de qualité supérieure des variétés améliorées sont considérées être l'intrant de base pour accroître la production agricole et atteindre l'autosuffisance en production alimentaire. L'efficacité d'autres intrants comme les engrais, les pesticides et l'irrigation, dépend en grande partie de l'utilisation de semences de qualité. La recherche dans de nombreux pays a clairement démontré la valeur découlant de l'utilisation de semences de qualité, avec l'augmentation des rendements de 15 à 20% dans des contextes de gestion par les agriculteurs (Ambika et al., 2014). Le Gouvernement du Bangladesh a identifié, à juste titre, le manque de semences de qualité à haut rendement comme une contrainte majeure à l'accroissement de la productivité et à l'atteinte de l'objectif de sécurité

alimentaire des ménages (Commission de la planification, 2011). Pour toutes les cultures, la couverture de semences de qualité au Bangladesh n'est que de 20% (BADC, 2013).

Le gouvernement a pris la sage décision d'investir dans un programme national majeur d'amélioration de la production et de la fourniture de semences de qualité pour les cultures vivrières, coordonné par la Bangladesh Agricultural Development Corporation (BADC). Dans le cadre d'un programme national de 6 ans, financé conjointement par la BID et le Gouvernement du Bangladesh (de 2011 à 2016), des progrès remarquables ont été réalisés dans l'accès des agriculteurs à des semences et à des matériaux de plantation de haute qualité pour une grande diversité de cultures : riz, blé, pomme de terre, maïs, légumineuses, tubercules, graines oléagineuses, légumes, etc.

Le projet a adopté une approche intégrée de la chaîne de valeur des semences pour la production, le traitement et la distribution de semences de qualité, diffusé des pratiques appropriées de production et de gestion des semences et renforcé les capacités institutionnelles et techniques des parties

prenantes, notamment des producteurs et des négociants contractuels de semences, des institutions universitaires et de recherche en agriculture, des sociétés privées de semences, des autorités de réglementation et des décideurs. Plus spécifiquement, les capacités de trois organisations gouvernementales ont été considérablement renforcées : la Bangladesh Agricultural Development Corporation (BADC) (Société de développement agricole du Bangladesh), le Bangladesh Agricultural Research Institute (BARI) (Institut de Recherche agricole du Bangladesh) et le Bangladesh Rice Research Institute (BRRI) (Institut de Recherche sur le Riz du Bangladesh). Ces institutions ont augmenté l'approvisionnement en semences de sélection, de base et certifiées en se rapprochant des agriculteurs du secteur privé intervenant dans la production et la multiplication de semences. Elles ont également réglementé et garanti la qualité des approvisionnements et renforcé les capacités des parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur. Le programme de renforcement des capacités a couvert près de 7 000 producteurs et négociants de semences, 26 000 agriculteurs et environ 13 000 chercheurs et experts en contrôle de qualité. Douze nouveaux manuels sur la production, le traitement et le contrôle de la qualité des semences ont été élaborés, mis à jour et diffusés aux parties prenantes pour leur servir de lignes directrices sur les meilleures pratiques.

Pour renforcer davantage les capacités, un système moderne de suivi de la qualité des semences basé sur les TIC, a été lancé pour fournir des données actualisées sur le marché des semences de qualité et des prévisions sur les tendances futures. Dans une perspective prospective, des investissements majeurs ont été réalisés dans la finalisation de la production d'importantes



Manuels et guides de production de semences du projet de semences de qualité du Bangladesh

variétés pour relever les défis émergents de la salinité, de la sécheresse et de l'inondation. Cette approche prospective intégrée offrira de vastes avantages à long terme au fur et à mesure de la diffusion et de l'adoption de nouvelles variétés. D'autres résultats immédiats ont également résulté de l'augmentation de la fourniture de matériaux de plantation de qualité par la BADC.

En 6 ans, le projet a produit 37 000 TM de semences améliorées et de matériaux de plantation, notamment 2 600 TM de semences de sélection et de base, soit 22 % des semences de qualité fournies. Le projet a accéléré la production de 15 nouvelles variétés, notamment une variété de riz résistant à la salinité des terres et deux variétés résistantes à la submersion des marées, qui seront cruciales pour réaliser la sécurité alimentaire des ménages et renforcer la résilience des petits exploitants agricoles aux chocs.



Des variétés améliorées de semences de qualité supérieure sont vendues sur les marchés ruraux du Bangladesh

Les résultats – Bien que l'accumulation des résultats du projet prenne du temps, les tendances de la production et de la consommation alimentaires au Bangladesh illustrent l'impact des programmes du gouvernement (notamment le projet d'amélioration de semences de qualité) sur la sécurité alimentaire générale dans le pays. Le projet a aidé à accroître la production de céréales alimentaires de 32 millions TM en 2009 à 35 millions TM en 2016 pour le riz et de 1,3 million à 1,35 million TM pour le blé, sur la même période. Une enquête sur les champs des agriculteurs bénéficiant du projet indique un accroissement des rendements variant de 7,7 % pour les lentilles à 13,9 % pour les pommes de terre. Ces changements sont en train d'avoir un effet positif sur la sécurité alimentaire dans le pays.

Le maillon manquant – L'accroissement de la productivité des cultures nécessite d'aller au-delà du renforcement de la capacité des instituts publics à améliorer leurs activités de production, de transformation et de commercialisation. Près de 70% des agriculteurs au Bangladesh utilisent des semences d'origine paysannes, d'où la nécessité d'interventions qui encouragent l'utilisation de semences de qualité provenant d'entités commerciales, tout en améliorant la qualité des semences échangées entre agriculteurs. Ce second aspect manquait dans le projet. Les agriculteurs ne peuvent pas être encouragés à utiliser des semences de qualité sans que ne leur ait été démontré la viabilité financière de leur utilisation. Cela nécessite, dans de nombreux cas, la fourniture d'un ensemble complet de technologies de production pour transformer l'activité agricole. L'étude de cas du Nigeria, ci-après, montre comment des interventions intégrées d'amélioration de la productivité (notamment l'utilisation d'engrais) peuvent compléter l'approvisionnement en semences de qualité pour garantir un impact plus important et plus durable.

Deuxième point d'entrée : Soutien aux chaînes de valeur garantissant l'utilisation généralisée des innovations

Au milieu des années 2000, le Gouvernement fédéral du Nigeria a lancé un programme national de sécurité alimentaire, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le programme avait pour objectif de passer de l'utilisation des technologies standards existantes en utilisation à grande échelle par les agriculteurs et les agro-industriels. L'objectif visé était d'améliorer la sécurité alimentaire nationale et des ménages en réduisant la pauvreté rurale de manière durable, au plan économique et environnemental, grâce à l'amélioration et à la diversification de la productivité agricole par l'adoption d'une approche de chaîne de valeur.

Le projet a été mis en œuvre dans 27 Collectivités locales (LGA) dans les trois États d'Anambra, de Gombe et de Yobe, au Nigeria. Il a renforcé les chaînes de valeur sous la direction du secteur privé et d'associations d'agriculteurs en investissant dans : 1) les infrastructures rurales (comme l'irrigation, les routes de desserte rurales et les infrastructures de marché) ; 2) l'amélioration des moyens de production (comme les terres et les races de bétail) ; 3) la fourniture de matériel de production et de transformation des produits agricoles, de matériaux de plantation et de stocks de géniteurs ; et 4) le renforcement des capacités de petits exploitants agricoles – dont la majorité sont des femmes – en vue de l'adoption de technologies améliorées. Les agriculteurs ont été formés à l'utilisation de bonnes pratiques agricoles dans la production et la création de valeur ajoutée puis ont reçu, par le biais de leurs groupes d'agriculteurs respectifs,



Riziculteurs avec le personnel de la BID dans l'Etat de Gombe, au Nigeria – Projet de Programme national de sécurité alimentaire de la BID

des « gammes de produits » comprenant des intrants, des semences améliorées, des engrais et du matériel de transformation des produits agricoles. Ces interventions se sont avérées très efficaces pendant les cinq années du projet, non seulement en termes de bonnes pratiques mais aussi en termes de transfert et d'adaptation de technologies par les ménages des petits exploitants agricoles. Les agriculteurs ont bénéficié d'un matériel amélioré de transformation des produits agricoles et de technologies de stockage dans leur exploitation avec, pour effet, une réduction des pertes après récolte d'au moins 20% pour les exploitations agricoles participantes. Le matériel et les équipements fournis par le projet aux groupes d'agriculteurs participants comprenaient 90 silos à grains métalliques, 6 fraiseuses d'arachide, 9 broyeuses, 10 batteuses de grains, 15 moulins à riz, deux fraiseuses de fruits de palme, une machine à transformer le manioc et 18 moulins à grains. Ce matériel et ces infrastructures améliorées ont servi de base à la formation et à l'introduction de changement dans les pratiques agricoles

Petit riziculteur dans l'État de Yobe, au Nigeria

M. Alhaji Bukar Bida – un petit riziculteur dans l'État de Yobe – bénéficiaire d'un module de production de riz. Il a terminé avec succès la formation de la *Farmer Field School* et mis en œuvre toutes les pratiques agronomiques démontrées par le projet. Après avoir reçu un appui technique et financier du projet, il a étendu son exploitation initiale de 2 hectares à 7 hectares environ, en 2013, et il cultive aujourd'hui environ 20 hectares de riz d'une variété améliorée FARO 44. Son exploitation a produit un rendement de 8 à 10 sacs à l'hectare de riz paddy en utilisant des variétés locales qui sont passées à 15 - 20 sacs à l'hectare avec la variété FARO 44 qui lui a été fournie par le Programme national de sécurité alimentaire. En 2014, M. Bida a pu récolter environ 400 sacs (de 100 kg chacun) de riz paddy, soit 2 TM/ha. Ses compétences agricoles et la qualité des intrants qu'il utilise ont continué de s'améliorer et, aujourd'hui, ses rendements de riz ont dépassé les 3 TM/ha.



Mouture du grain dans un centre de services communautaire à Badejo, État de Yobe, Nigeria – Projet de programme national de sécurité alimentaire de la BID

et au niveau des entreprises agricoles concernées dans les régions cibles.

Bien que non incluse initialement dans le projet, une composante crédit avec de simples mécanismes de décaissement, d'utilisation et de recouvrement des coûts a été introduite pour garantir les ressources nécessaires aux cultivateurs, en appui à leurs nouveaux modes d'exploitation. À la fin du projet, des progrès considérables avaient été réalisés en vue d'une plus grande adoption d'innovations par les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires. Pour conserver leurs acquis, les communautés concernées ont exprimé leur ardent désir de disposer d'un système de crédit rural plus durable sous forme d'institution de microfinance enregistrée pour leurs investissements et leurs besoins de financement.

Les résultats – Les interventions du projet ont permis aux agriculteurs de réaliser des augmentations substantielles de leurs rendements moyens, allant de 45% dans la culture de laitue à 256 % pour la production d'ar-

achide (Figure 4.3). Le projet a contribué à élever le niveau de vie des petits exploitants agricoles dans ces trois États. À Yobe, par exemple, un médecin a abandonné sa profession pour l'agriculture en raison de la rentabilité accrue des entreprises agricoles et d'élevage résultant du projet. Les revenus moyens des ménages se sont accrus de plus de 150%. Le projet : 1) a produit 23 096 TM de cultures, 2) a permis à 10 021 ménages de petits exploitants agricoles d'avoir accès aux technologies post-récolte et à la mécanisation de leur exploitation, et 3) a augmenté de 95% le nombre de ménages pratiquant des techniques agricoles améliorées. Au total, 515 groupes d'agriculteurs ont été formés, contre un objectif de 324. Environ 100% des agriculteurs ciblés ont intensifié leur production agricole et ont fait trois cultures par an au cours des quatre dernières années. Les sites du projet sont devenus des centres de formation d'agriculteurs venant des trois États et au-delà. Ils sont devenus, essentiellement, des plateformes de renforcement et de développement de chaînes de valeur durables.

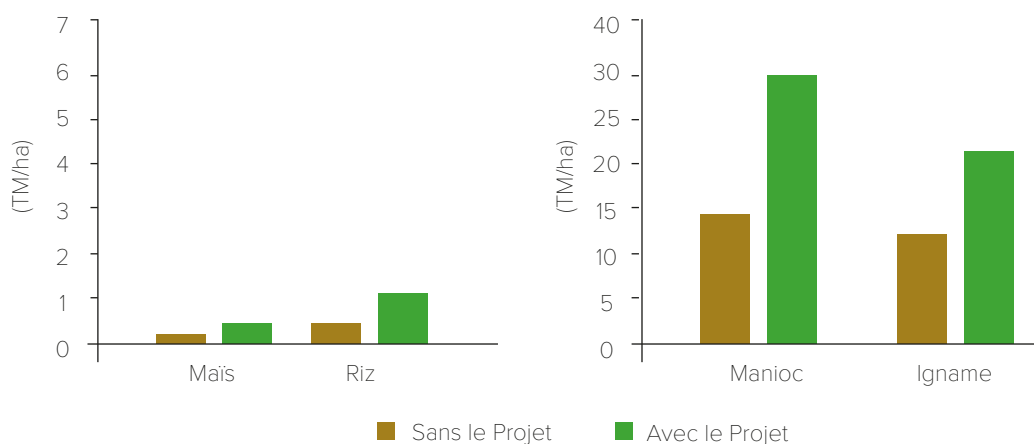


Figure 4.3 : Augmentations du rendement d'importantes cultures vivrières, avec et sans le projet. Les principaux intrants étaient des matériaux de plantation améliorés, des engrais et de bonnes pratiques agronomiques

Source : Base de données de la BID

Troisième Point d'entrée : Catalyser l'échange de connaissances entre les pays par le biais de projets régionaux

La coopération régionale entre les pays peut être un moyen efficace de stimuler les gains de productivité des petits exploitants agricoles en partageant les connaissances sur ce qui fonctionne bien (et ce qui ne fonctionne pas) dans différentes situations.

À cet effet, en 2013, le Groupe de la BID a financé un programme régional sur 5 pays, le Programme d'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants (SAPEP) à hauteur de 68,54 millions USD. Le projet couvrait le Mali, le Burkina Faso, le Bénin, le Cameroun et le Niger.

Le SAPEP a été développé en partenariat avec le Centre international pour le développement des engrais (IFDC) et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). La coordination régionale dans le cadre de l'IFDC : 1) mobilise et diffuse les résultats et les connaissances de

la recherche agricole dans les pays ; et 2) crée des réseaux nationaux spécialisés sur la chaîne de valeur de la production comprenant des sélectionneurs de plantes et des multiplicateurs de semences, des spécialistes de la santé des sols, des fournisseurs d'intrants et des entreprises agro-alimentaires. Ces réseaux aident à renforcer les capacités des individus intervenant dans l'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants. Les liens entre ces réseaux nationaux sont facilités par la création de plateformes d'échange de connaissances pour un transfert effectif de technologies.

Le programme coïncidait avec un programme similaire, financé par la Banque mondiale qui intervenait également dans certains pays du SAPEP (Banque mondiale, 2016). Un point saillant du SAPEP était le développement d'innovations pouvant améliorer la faible fertilité des sols à laquelle étaient confrontés les petits exploitants agricoles, un problème majeur dans une grande partie de l'Afrique sub-saharienne. Le programme appuyait l'utilisation à grande échelle d'une technologie de microdosage dans trois pays où elle était la plus appropriée :



Démonstrations sur l'exploitation agricole de l'utilisation de semences améliorées et de la gestion intégrée de la fertilité des sols dans la région de Sikasso, au Mali. Les cultures : sorgho (variété hybride, en arrière-plan) et niébés (variété améliorée, en premier plan)

le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Il s'agit d'une pratique agronomique qui consiste à placer de petites quantités d'engrais (notamment du fumier de ferme, s'il en existe) dans les trous de plantation (ou à la base des plantes en croissance) plutôt que par épandage (Fatonji et al., 2016). Cette pratique permet aux agriculteurs d'utiliser efficacement les engrais dans les zones à pluviométrie faible à moyenne (500 à 800 mm par an). L'un des défis posés par cette technologie est la main d'œuvre nécessaire pour l'appliquer, c'est pourquoi le programme a pris en compte ce problème en introduisant l'utilisation de planteuses mécaniques, développées par les Systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) au Burkina Faso et au Mali (Fatonji et al., 2016).

Les résultats – Le programme régional a facilité des démonstrations à grande échelle visant à mieux faire connaître cette technologie qui est déjà adoptée dans les pays du projet. L'avantage de l'utilisation de semences améliorées, entre autres bonnes pratiques agronomiques (notamment la gestion de la fer-

tilité des sols) a été démontré pour illustrer les importants gains de rendement potentiels dans le cas des cultivateurs qui ont atteint, par exemple, 31 % pour le maïs et 90 % pour le sorgho au Mali (Figure 4.4). Cette prise de conscience crée une demande de semences et d'engrais de qualité de la part de sociétés commerciales et cette demande a été encore catalysée par l'appui du programme à la cartographie de l'état de fertilité des sols des cultivateurs participants. Cette demande accrue a encouragé le développement de sociétés productrices d'engrais dans le secteur privé pour fournir des mélanges appropriés pour les différents sites et cultures. L'introduction de semences de qualité et du microdosage mécanisé a permis d'obtenir des rendements et des avantages financiers significatifs. Dans le cas du Burkina Faso, elle a augmenté la production de cultures vivrières de base des petits exploitants agricoles de 141 %, a réduit les coûts de la main d'œuvre de 32 % et a permis de quintupler les avantages nets revenant aux agriculteurs (Figure 4.5).

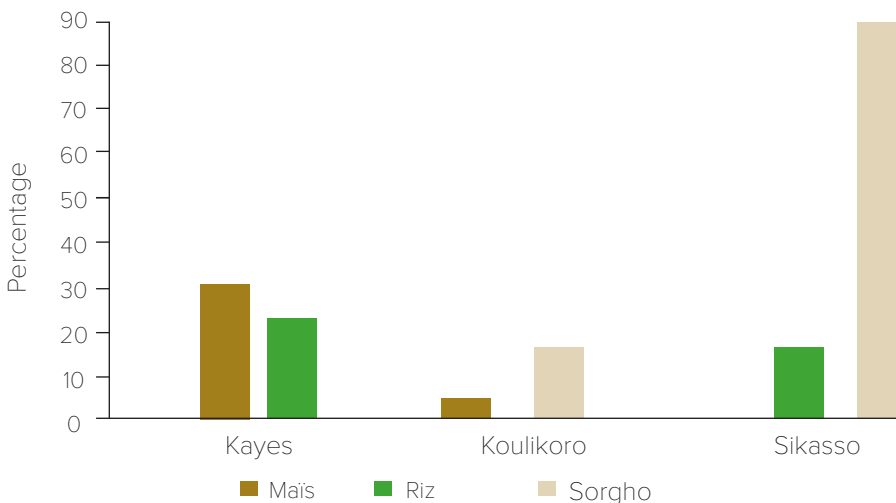


Figure 4.4 : Augmentation du rendement des variétés améliorées par rapport aux variétés locales en situation pluviale dans trois régions du Mali : Kayes, Koulikoro et Sikasso, en 2016

Source : Données du projet, non publiées

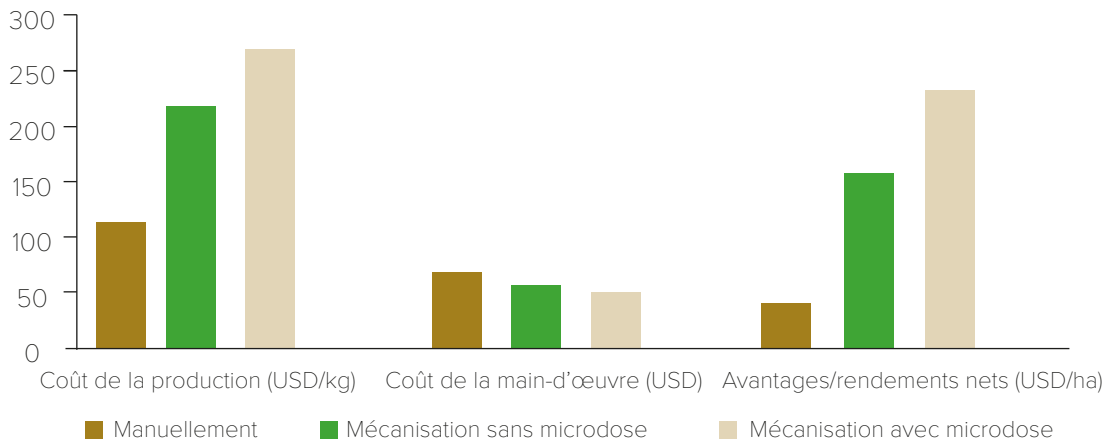


Figure 4.5 : Rendement et avantages financiers du microdosage dans le processus de mécanisation au Burkina Faso

Source : Données du projet, non publiées

Enseignements retenus

- Il est essentiel de mettre en place des politiques de réglementation de la qualité des intrants. S'il n'en existe pas, les agriculteurs risquent d'avoir de fausses semences, des engrais et des produits chimiques de protection des cultures de faible qualité du fait de ceux qui cherchent à profiter de la demande croissante d'intrants.
- Le secteur privé devrait être considéré comme une importante partie prenante stratégique à ces trois points d'entrée. Une attention particulière doit être accordée aux sociétés de production de semences et d'engrais qui sont essentielles au maintien des impacts. Elles peuvent aussi augmenter la couverture par des innovations telles que les applications des technologies

de l'information et de la communication (TIC). Bien que le secteur privé ait participé aux trois études de cas présentées, son niveau de participation aurait dû être plus élevé.

- L'inclusion de schémas de financements abordables est essentielle. Cette composante manquait dans tous les projets à l'exception de celui du SAPEP. Dans le cas du Nigeria, un fonds de crédit ou un fonds renouvelable a été introduit à mi-parcours du projet, à la demande des agriculteurs et des entreprises agroalimentaires qui y participaient.

Conclusion

Les études de cas présentées ont fait apparaître trois points d'entrée stratégiques pouvant être utilisés pour les interventions

visant à accroître la productivité agricole des petits exploitants en particulier, et le développement rural, en général. Ils offrent des plateformes pratiques permettant d'explorer les innovations utiles et de renforcer les partenariats stratégiques. Leur utilisation devrait toutefois être conditionnée par les circonstances spécifiques aux pays et aux régions. Quoiqu'il en soit, elles constituent un bon cadre pour le soutien de la BID à l'agriculture et au développement rural (ADR) de ses pays membres dans la mesure où ils s'efforcent d'améliorer la productivité des petits exploitants agricoles en tendant à la réalisation de l'ODD 2 (Faim « Zéro ») d'ici à 2030.

Références

- Ambika, S., Manonmani, V., and Somasundaram G. (2014). Review on Effect of Seed Size on Seedling Vigour and Seed Yield. *Research Journal of Seed Science*, 7: 31-38.
- Bangladesh Agricultural Development Corporation. (2013). Rapport annuel pour l'exercice financier. BADC, Ministère de l'Agriculture 2012-13. Consulté au : http://badc.portal.gov.bd/sites/default/files/files/badc.portal.gov.bd/annual_reports/f86f41e3_f90a_4af6_9649_b9eead60ece2/ar12_13.pdf.
- Fatonji, D., Taonda, S.B.J., Sogodogo, D., Mamane, S., and Zacharie Zida. (2016). Taking fertilizer microdosing to scale in the Sahel. In: *Going Beyond Demos to transform African Agriculture: The Journey of AGRA's Soil Health Program*. Nairobi, Kenya. Alliance pour une Révolution verte en Afrique.
- Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement. (2016). Neuvième Rapport annuel 1437H (2016). Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.
- Pinstrup-Andersen, P. and Hazell, P.B. R. (1985). The Impact of the green révolution and prospects for the future. *Food Reviews International*, 1(1), 1-25. Groupe de la Banque Islamique de Développement
- Commission Planification. (2011). Accelerating growth and reducing poverty. Part 2 : Sectoral strategies, programs and policies. Sixième Plan quinquennal du Gouvernement de la République populaire du Bangladesh, Exercice financier 2011-2015. Dhaka, Bangladesh.
- Banque mondiale. (2016). Programme d'Amélioration de la Productivité Agricole pour l'Afrique de l'Ouest, Banque mondiale. Accessible au : <http://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/brief/the-west-africa-agricultural-productivity-program>. (Consulté le 6 mars 2018).
- Banque mondiale. (2018). The World Bank Data, Cereal Yield (kg per hectare). Accessible au : https://data.worldbank.org/indicator/AG.YLD.CREL.KG?contextual=aggregate&locations=ZG-OE-1W&name_desc=false. (Consulté le 6 mars 2018).







Chapitre 5

Amélioration des moyens de subsistance grâce à des systèmes d'élevage plus productifs

Souleymane Kebe¹, Javed Khan², Bashir Jama³ and Mohammad Al-Rawabdeh⁴

Messages clés

- Les projets laitiers périurbains à petite échelle peuvent accroître de manière considérable la production en investissant dans différents maillons de la chaîne de valeur, notamment : les centres d'insémination artificielle ; la production d'aliments pour animaux et de fourrage ; les services vétérinaires et de santé animale ; les infrastructures de collecte et de transformation du lait ; l'accès à un financement abordable et le perfectionnement des compétences des agriculteurs.
- Les interventions dans le développement agro-pastoral sont plus efficaces quand elles sont financées sous forme de programmes régionaux, compte tenu de la nature des déplacements du bétail et des défis liés à la transhumance.
- Les programmes de développement agro-pastoral (comme ceux mis en œuvre dans le Sahel, en Afrique de l'Ouest, et sur les terres arides de l'Afrique de l'Est) sont des moyens efficaces d'améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants dans les pays membres de la BID, en particulier lorsque les filières de la viande et du lait sont renforcées.
- La production avicole et aquacole (pisciculture) peut améliorer rapidement et de manière significative, les revenus des ménages et la situation nutritionnelle dans les pays membres.

Introduction

L'élevage joue un rôle majeur dans les systèmes et les économies agricoles de la plupart des pays membres de la BID. Comme tel est le cas à l'échelle mondiale, la demande de produits animaux dans les pays en développement devrait plus que doubler d'ici à 2050 (Organisation pour l'alimentation et de l'agriculture, 2016). Cette demande accrue représente à la fois une opportunité et une menace. Une opportunité pour les éleveurs qui peuvent produire pour un marché en expansion en augmentant leurs revenus et

en améliorant leurs moyens de subsistance. Mais elle peut aussi représenter une menace parce que la production de bétail peut avoir des impacts négatifs importants sur l'environnement. L'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et l'épuisement de ressources naturelles telles que l'eau, les éléments nutritifs du sol et la biodiversité, sont des exemples de tels impacts. Par ailleurs, les conflits entre les communautés agricoles et les pasteurs sont en augmentation dans de nombreux pays en raison de la concurrence pour l'utilisation des terres pour les cultures ou le pâturage du bétail. Il s'agit là d'un grave sujet de préoccupation, car ces conflits ont entraîné la mort de personnes et la perte de biens, en

1 Pratiques mondiales de l'agriculture, BID (SKebe@isdb.org)

2 Hub régional de Dubaï, EAU, BID

3 Pratiques mondiales de l'agriculture, BID

4 Projet Adahi, BID

particulier parmi les agro-pasteurs d'Afrique de l'Est comme de l'Ouest (International Crisis Group Africa, 2017).

Compte tenu de l'importance de l'élevage dans les pays membres de la BID, la Banque estime qu'il est urgent de saisir les nouvelles opportunités et de gérer les menaces croissantes qui pèsent sur le secteur. Au Mali, par exemple, le secteur de l'élevage représente environ 50% du PIB agricole du pays et environ 85% des ménages agricoles élèvent une forme ou une autre de ruminants (Ciblis et al., 2015). En République du Kirghizistan, pays membre de la BID, le secteur représente environ la moitié de la contribution de l'agriculture au PIB et l'une des plus fortes composantes de l'économie rurale (Nefedjev & Bolotbekova, 2016). Par ailleurs, le bétail est utilisé pour labourer les champs des cultivateurs et transporter les intrants et les extrants à destination et en provenance des marchés. Le fumier animal joue également un rôle crucial dans la gestion de la fertilité des sols par les petits exploitants agricoles dans de nombreux pays.

L'accroissement des investissements dans le secteur de l'élevage est essentiel d'un point de vue économique mais aussi du fait de ses contributions à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'élevage a un rôle crucial à jouer dans l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 2 (« Faim zéro ») d'ici à 2030. La nécessité de s'adapter aux effets du changement climatique renforce la justification de l'accroissement des investissements dans le secteur de l'élevage.

En outre, la prise de conscience mondiale croissante des problèmes de santé liés à la consommation de produits d'origine animale, ainsi que de produits alimentaires *halal* (autorisés) nécessite que les projets financés par la BID incluent des programmes éducatifs

promouvant une alimentation saine et propice au bien-être moral et physique. Les produits alimentaires *halal* sont non seulement conformes à la loi islamique, mais ils sont également meilleurs pour la consommation humaine en raison de la manière dont ils sont préparés et traités (Ismoyowati, 2015).

C'est dans ce contexte que la BID, depuis ses débuts en 1975, a investi dans les secteurs de l'élevage des pays membres, bien que la portée de ses interventions ait été limitée. Toutefois, depuis 2012, une augmentation considérable de ces investissements a été enregistrée, avec un montant total atteignant presque 350 millions USD (environ 80 % de ce total alloué à des projets approuvés depuis 2012). Les investissements dans l'élevage, tant publics que privés, devraient plus que doubler au cours de la prochaine décennie et couvrir l'ensemble du secteur dans les pays membres.

Systèmes agro-pastoraux de l'Afrique sub-saharienne : le changement s'enracine

Afrique de l'Ouest –Les investissements des pays s'intègrent bien dans les programmes régionaux

La région du Sahel abrite des systèmes agro-pastoraux de production de bétail. La région du Sahel abrite les systèmes agro-pastoraux de production animale de l'Afrique. Elle se caractérise essentiellement par les déplacements constants des éleveurs et de leur bétail sur des pâturages communaux et publics. Le déplacement des bovins et des petits ruminants vers les meilleurs pâturages, et au bon moment, est connu sous l'appellation de « transhumance », un système de production animale caractérisé par des mouvements saisonniers réguliers qui s'effectuent entre des zones écologiques

complémentaires, sous la garde de quelques personnes, la plus grande partie du groupe restant sédentaire. Les troupeaux transhumants partent généralement d'un environnement en déséquilibre et où le pâturage est une denrée rare vers de zones considérées comme encore bien fournies en pâturage. Dans ce contexte, la transhumance en Afrique de l'Ouest peut être considérée comme une forme d'adaptation à ces environnements et de valorisation des complémentarités écologiques entre zones sahéniennes et régions soudaniennes (Alidou, 2016)

Le système entraîne de fortes interactions entre les éleveurs et les agriculteurs sédentaires, d'où un risque élevé de conflit. De tels affrontements deviennent souvent graves dans les zones de terres arides d'Afrique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières des pays. Par ailleurs, en raison des mouvements transfrontaliers constants, la lutte contre les maladies transfrontalières

pose d'énormes défis dont la gestion impose aux gouvernements de consacrer du temps et des ressources financières considérables. Il convient de noter, toutefois, que le système entraîne la transformation de ressources naturelles qui, autrement, ne seraient pas considérées comme économiquement importantes, en quantités précieuses de produits d'origine animale qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les communautés rurales et périurbaines de la région africaine du Sahel.

Les programmes de pays donnent le coup d'envoi à l'amélioration des systèmes agropastoraux

Les investissements spécifiques de la BID dans les pays ciblent les régions économiquement importantes. Au Niger, le Programme de développement de l'élevage de Liptako-Gourma a été approuvé en 2003 pour un montant total de 10,78 millions USD. Le projet soutenait le développement de



Bétail en déplacement : La transhumance en Afrique de l'Ouest (Alidou, 2016)

zones agro-pastorales dans le pays en en faisant également bénéficier les éleveurs de pays voisins. Des projets similaires ont été rapidement approuvés pour le Mali et le Burkina Faso. L'Autorité de Développement intégré de la Région du Liptako-Gourma, créé en 1970, a accepté d'assumer la responsabilité de la coordination des projets agropastoraux du pays tandis que la mise en œuvre directe était assurée dans chaque pays par son ministère de l'élevage ou des ressources animales.

Le portefeuille d'investissements de la BID dans l'élevage s'est élargi pour inclure d'autres pays du Sahel. Au Cameroun, par exemple, la Banque a approuvé en 2012 un prêt de 52 millions USD sur 5 ans pour le Projet de développement de l'élevage et de la pêche (LIFIDEP) devant soutenir les petits producteurs dans le nord-ouest du pays où l'agropastoralisme est courant. De vastes pâturages dans ces zones restent inutilisés en raison du manque d'eau pour le bétail pendant la majeure partie de l'année. La commercialisation du

bétail est en outre informelle et implique de nombreux intermédiaires qui utilisent des structures commerciales peu contrôlées. La BID investit donc dans un ensemble intégré d'interventions, telles que le développement hydraulique, l'amélioration de l'alimentation animale et des services vétérinaires et la construction ou la réhabilitation de routes pour améliorer l'accès à des marchés structurés.

Le LIFIDEP propose également un microfinancement islamique aux communautés locales. Les trois premières années, le projet a dispensé aux producteurs de semences et aux pasteurs une formation sur les pratiques d'amélioration des pâturages. Le projet a amélioré 46 hectares de pâturages dégradés en 2016, ce qui a permis l'engraissement de 9 400 têtes de bétail sans avoir à recourir à la transhumance. Cela a également permis une réduction remarquable de l'incidence des maladies, une réduction de la mortalité et une amélioration de la nutrition avec, pour effet, une production et une productivité accrues.



Projet de Développement de la commercialisation de bétails et des infrastructures d'élevage au Cameroun

Un projet similaire au Programme Liptako-Gourma a été lancé au Cameroun en 2016 : le Projet de Développement de la commercialisation de bétails et des infrastructures d'élevage (PD-COBIE) au Cameroun. Un montant total de 42,42 millions USD a été mis à disposition pour améliorer les moyens de subsistance de la population des régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun, grâce à l'accès aux marchés. Ce projet comprend : 1) la construction de 16 complexes de marchés ; 2) la construction de 16 cliniques vétérinaires, de 16 postes d'inspection du bétail et de 15 bassins ; 3) l'aménagement de 790 hectares pour la production de fourrage ; 4) la création de 39 forages équipés de panneaux solaires ; 5) l'amélioration de l'accès aux marchés en construisant 48 km de routes ; et 6) la possibilité d'accès au crédit dans le cadre d'un programme de microfinance. Toutes ces activités sont complétées par une stratégie de développement du capital humain.

Les programmes régionaux comme traits-d'union

La BID investit également dans des programmes régionaux destinés à relier les points, les programmes spécifiques aux pays. Deux de ces programmes sont présentés ci-après.

Région du Sahel : Le Programme de développement durable des exploitations pastorales du Sahel (PDDEPS) a été approuvé en février 2017 pour un montant total de 105,16 millions USD. Le programme appuie trois des pays membres de la Banque (le Mali, le Sénégal et le Burkina Faso) dans leurs efforts visant à créer des synergies entre leurs investissements individuels dans le secteur agropastoral pour un plus grand impact. Le programme a été élaboré dans un cadre de collaboration entre la BID et la Banque mondiale qui a été signé en 2015. Le programme est l'un des premiers devant être financés par *Lives and Livelihood Fund* (LLF), un mécanisme de financement concessionnel développé en partenariat avec d'autres agences publiques et privées pour aider les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (voir Chapitre 11). Le PDDEPS vise à assister près de 1,3 million de personnes dans les trois pays. Grâce à cet investissement, la consommation laitière par habitant devrait passer de 61,5 kg à 67,65 kg/an au Mali, de 17,67 kg à 18,34 kg/an au Burkina Faso (près de 4 %) et de 26,35 kg à 28,99 kg/an au Sénégal (10 %) d'ici à 2030.

La conception de ce projet découle des enseignements retenus du projet d'élevage au Mali, documentés dans une évaluation indépendante post-projet par le Département de l'Évaluation des opérations du Groupe de la BID. L'évaluation a fait état de retours positifs sur les interventions visant à : 1) améliorer la gestion des ressources naturelles facilitant l'accès du bétail à l'alimentation et à l'eau ; 2) former les éleveurs ; 3) renforcer la productivité du bétail ; 4) accroître l'accès aux services vétérinaires

et 5) améliorer l'accès aux marchés. Dans la chaîne de valeur du lait, les unités de transformation des produits laitiers, qui intègrent les fournisseurs et les collecteurs et leur fournissent également des services d'appui, sont d'une importance cruciale.

Terres arides de l'Afrique de l'Est

: La Banque a effectué d'importants investissements en 2015 en Ouganda, en Somalie et à Djibouti, destinés à améliorer les moyens de subsistance des communautés pastorales dans ces pays membres. Un ensemble intégré de solutions a été mis en place, notamment la mise en valeur des ressources en eau, des pâturages, des services sanitaires et vétérinaires, et l'autonomisation des communautés, entre autres. Des partenaires techniques au développement ont été engagés pour aider les pays à mettre en œuvre les activités du projet et à renforcer les capacités institutionnelles. Chaque pays a engagé un partenaire technique distinct, contrairement à d'autres programmes régionaux n'en ayant engagé qu'un seul pour tous les pays participants. Ce choix a été dicté par les besoins et les circonstances spécifiques des pays. Toutefois, la BID joue un rôle crucial dans la connexion entre les programmes de pays et la facilitation de forums leur permettant d'échanger périodiquement des informations sur ce qui fonctionne bien ou ne fonctionne pas. Le programme de l'Ouganda, par exemple, a fait de grand progrès avec plusieurs de ses interventions intégrées (voir Encadré) et a accueilli les deux autres pays en 2016 pour partager ces informations. Cela a aidé à surmonter une certaine inertie dans la mise en œuvre et donné des aperçus et des encouragements sur ce qui peut être réalisé dans des conditions relativement difficiles. L'investissement régional de la Banque sert ainsi de plateforme pour se mettre à l'échelle.



Le projet de développement des terres arides de l'Ouganda : Réalisations en matière d'interventions dans le secteur de l'élevage et des moyens de subsistance (2015-2017)

- 3 052 producteurs se sont inscrits dans des coopératives et ce nombre ne cesse d'augmenter. C'est à travers ces coopératives que toutes les interventions en matière d'élevage sont canalisées ;
- 4 coopératives d'épargne et de crédit (SACCO) ont été créées dans 4 sous-comtés et comptent au total 1 021 membres. Amélioration de la productivité du bétail – le projet a permis de créer 10 centres d'insémination artificielle gérés par la communauté ;
- 640 bovins (races améliorées) et 3 500 ovins et caprins ont été fournis aux producteurs de repeuplement. À ce jour, 121 têtes de bovins améliorés (Sahiwal, Borans et croisements frisonnes) ont été obtenues, dont 86 ont été distribuées aux individus choisis dans les 4 sous-comtés, et 35 vaches ont été placées au Centre de multiplication des races améliorées à des fins de démonstration et de formation. En outre, 256 chèvres et 35 boucs (race Galla) ont été achetés et distribués aux producteurs ayant besoin d'un repeuplement. Une formation a été dispensée à 72 producteurs afin d'assurer une gestion productive et rentable des chèvres reçues dans le cadre du projet ;
- 4 centres d'insémination artificielle (IA) ont été créés et équipés pour les agriculteurs des sous-comtés. Au total, 40 vaches ont été inséminées depuis le début du projet et 96 agriculteurs ont été formés aux techniques d'IA ;
- 46 travailleurs communautaires de l'élevage (CLW) ont, à ce jour, été recrutés et équipés pour fournir des services de vulgarisation au niveau de la paroisse. Des formations et des démonstrations sur le terrain ont été organisées à l'intention de 78 participants, dont 21 CLW, 11 vulgarisateurs de district et d'autres membres de la communauté. L'accent a été mis sur la fenaison, la lutte contre les maladies du bétail (examen des animaux, utilisation, dosage et administration des médicaments vétérinaires), l'amélioration des pâturages et les pratiques agricoles courantes ;
- 14 agents de vulgarisation au niveau du district ont reçu une formation sur les pratiques appropriées de production de l'élevage et de la reproduction animale afin d'assurer la durabilité des services de vulgarisation, à la fin du projet. Par ailleurs, le projet appuie 43 étudiants par le biais d'un programme de bourses de formation professionnelle dans le but de combler le déficit en matière de personnel de vulgarisation au niveau communautaire. Trois vulgarisateurs vétérinaires de district travaillant dans 3 des 4 sous-comtés du projet ont été détachés auprès du projet pour appuyer la fourniture de services à travers des cliniques vétérinaires mobiles.

Tirer profit de la demande du marché du bétail pendant les fêtes du Hadj

Il existe un potentiel énorme pour les éleveurs de bénéficier des opportunités créées par les fêtes religieuses associées au Hadj et au mois saint du Ramadan. La BID a mis en place un programme pour organiser l'approvisionnement en animaux sacrificiels (appelés Adahi) dont les pèlerins à la ville sainte de la Mecque ont besoin au terme de leur Hadj. Le programme d'Adahi propose un mécanisme unique pour assurer un approvisionnement immédiat en bétail qui répond à la demande de bétail de qualité, laquelle augmente rapidement à mesure que le nombre annuel de musulmans pratiquant le Hadj augmente. En 2017, le nombre d'animaux sacrifiés dans le cadre du projet s'élevait à 927 480, soit une valeur de près de 112 millions USD. Au cours des neuf dernières années, la moyenne du nombre d'animaux de l'Adahi est estimée à 853 500 têtes. Pour assurer la disponibilité durable d'animaux vivants qui répondent aux exigences prescrites à un coût abordable, des efforts de collaboration entre l'équipe du projet Adahi et le Groupe de la BID sont déployés. Ces efforts déboucheront sur des plans qui garantiront non seulement un approvisionnement suffisant d'animaux, mais encore un traitement adéquat de la viande en vue de sa conservation et de sa distribution aux communautés musulmanes dans le monde entier.

Croissance de l'Industrie laitière : Elle commence par des systèmes périurbains pour petits exploitants

Le « Projet de développement de l'élevage laitier dans la zone périurbaine de Ouagadougou », au Burkina Faso, est un partenariat public/privé modèle qui soutient les systèmes de production laitière des petits

exploitants. Le projet, d'un montant de 23 millions USD sur 5 ans, a été approuvé en juillet 2011 et vise à développer la chaîne de valeur du lait dans la zone périurbaine de Ouagadougou, la capitale du pays. L'objectif visé est de réduire sensiblement les importations de lait et de produits laitiers qui coûtent au pays près de 30 millions USD par an.

Le projet a judicieusement mis en œuvre des interventions essentielles pour augmenter le potentiel de production des races locales de vaches laitières. Il s'agit notamment de l'insémination artificielle (IA) à l'aide de sperme de races exotiques, de l'amélioration des systèmes d'alimentation animale et fourragère, de l'amélioration de la santé animale grâce à de meilleurs services vétérinaires et du développement de bons systèmes de commercialisation des produits laitiers ; le projet a également amélioré l'accès au crédit pour les intrants à la production. De mars 2017 à février 2018, plus de 600 producteurs ont bénéficié de l'insémination de 2 858 vaches (le taux de conception estimé était de 55,7%). Le programme d'IA comprend une solide composante de formation qui permet aux stagiaires de mieux connaître l'anatomie de base, la physiologie de la reproduction et la gestion de la reproduction nécessaire pour obtenir les meilleurs résultats.

Les coopératives d'agriculteurs qui bénéficient du programme et qui fournissent également des services au reste de la communauté sont le point d'entrée. Ces éleveurs locaux recevront également une formation sur la production fourragère, en commençant par les petits producteurs (démonstration des techniques de production sur 200 hectares dans 50 exploitations sélectionnées). Les fonds publics fournissent les services d'IA tandis que les coopératives agricoles gèrent les systèmes de production,



Programme d'insémination artificielle au Burkina Faso soutenu par le Projet de développement de l'élevage laitier dans la zone périurbaine de Ouagadougou

y compris les installations locales de collecte, de refroidissement et de conditionnement du lait. Le service d'IA cherche à fertiliser le cheptel reproducteur local en utilisant du sperme importé de races d'Europe à haut rendement laitier.

La base de départ pour l'élevage est modeste, mais elle sera rapidement élargie pour atteindre la cible de 3 000 vaches par an. Le cheptel reproducteur sera amélioré grâce à l'introduction de 500 vaches performantes de races exotiques.

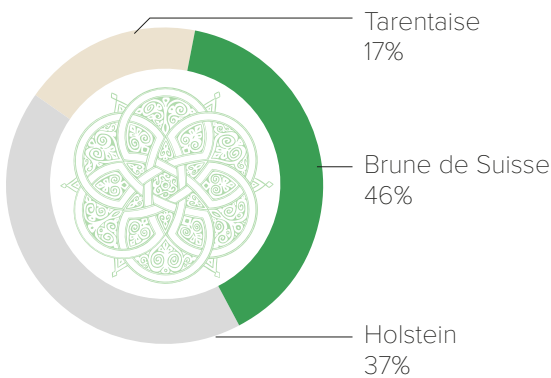


Figure 4.1 : Pourcentage de contribution des races exotiques au programme d'insémination artificielle au Burkina Faso

Production avicole et aquacole à petite échelle : Enfin chez nous !

Les investissements de la Banque dans l'aviculture et l'aquaculture visent à accroître rapidement les revenus et à améliorer la nutrition des ménages. La production avicole et piscicole permet également d'assurer un bon « ajustement » avec les femmes et les jeunes des zones rurales, et contribue ainsi à initier des programmes de développement plus inclusifs. Les rendements élevés des chaînes de valeur du poisson et de la volaille peuvent rapidement générer des bénéfices pour les petits exploitants, comme en témoignent l'initiative LIFIDEP du Cameroun (voir Encadré) et le Programme national pour la sécurité alimentaire au Nigéria.



Une petite exploitation avicole soutenue par la BID



Le LIFIDEP du Cameroun : La différence positive

Les activités menées dans le cadre de l'initiative LIFIDEP du Cameroun comprennent le renforcement des capacités et des infrastructures des bénéficiaires et des parties prenantes pour la production avicole et aquacole. Le projet a également fourni des matériaux pour la construction et la réhabilitation d'étangs de pisciculture et subventionné l'acquisition de poussins d'un jour. Dans les huit mois qui ont suivi le lancement de la distribution de poussins d'un jour subventionnés dans la région Nord-Ouest du Cameroun, un total de 241 500 poussins ont été fournis aux aviculteurs dans 32 coopératives ; ils ont été livrés en huit lots à un coût unitaire de 345 FCFA (0,65 USD) contre un coût moyen en vigueur de 520 FCFA (0,98 USD) par volaille. Ainsi, le projet a subventionné un montant de 42 262 500 FCFA (80 000 USD) et soutenu la production de 404 tonnes de viande de poulet avec un chiffre d'affaires de 606 542 344 FCFA (1,14 million USD). En plus des revenus tirés de la vente de volaille, les agriculteurs tirent également des revenus supplémentaires de la vente de fientes d'oiseaux et de leur utilisation comme fumier biologique dans leur propre exploitation.

Les pisciculteurs ont reçu une formation aux techniques de construction d'étangs de pisciculture, la préparation d'aliments appropriés pour poissons et la façon de conserver les poissons à l'aide de glace et de fours améliorés chokor. Le projet a fourni l'équipement nécessaire à la construction ou à la réhabilitation d'étangs piscicoles. Parmi les impacts découlant des activités du projet à ce jour figurent l'amélioration de la gestion des étangs piscicoles, l'accroissement de la quantité et de la qualité des poissons produits (grâce à l'utilisation de meilleurs aliments pour poissons) et l'augmentation du nombre des bassins piscicoles. Au total, 286 nouveaux étangs, d'une superficie totale de 11 831 m², ont été construits et 353 étangs abandonnés, d'une superficie totale de 20 880 m², ont été réhabilités. Les pertes après récolte ont été réduites grâce à l'utilisation de fours modernes et de glace.

Les résultats préliminaires de l'initiative camerounaise LIFIDEP, et d'une initiative similaire aujourd'hui en cours au Nigeria, mettent en exergue les possibilités de contribuer de manière significative à la sécurité alimentaire et aux revenus des petits exploitants dans les pays membres, grâce à des investissements dans l'amélioration de la production avicole et piscicole. Ces chaînes de valeur feront l'objet d'une attention considérable dans les années à venir.



L'aquaculture à petite échelle (pisciculture) soutenue par la BID au Cameroun

L'augmentation de l'approvisionnement en poissons provenant de l'aquaculture peut améliorer la sécurité alimentaire locale et également entraîner une baisse du coût de la vie à mesure que les prix du poisson baissent. La baisse des prix du poisson a pour effet d'augmenter les revenus réels des populations, ce qui leur permet de dépenser pour d'autres biens et services produits localement (Kassam, 2014). Ces liens de consommation apparaissent lorsque le revenu disponible supplémentaire gagné par le biais de l'aquaculture par les ménages piscicoles, ainsi que par les ouvriers travaillant dans les fermes piscicoles, est dépensé en biens et services non commercialisables, ce qui stimule la demande de produits et services locaux.

Au plan mondial, la plupart des industries de l'élevage, en particulier la production d'œufs et de viande de volaille, sont susceptibles de se développer de manière significative et la majeure partie de cette expansion semble

destinée aux pays en développement (UNSIIC, 2014 ; OCDE-FAO, 2011). Ces chaînes de valeur feront l'objet d'une grande attention au cours des prochaines décennies.

Enseignements retenus

- Pour développer le secteur de l'élevage, il est essentiel de faire des investissements en fonction des besoins. Pour ce faire, il faut des stratégies qui permettent d'obtenir des fonds supplémentaires grâce à des partenariats avec d'autres intervenants, aussi bien du secteur public que du secteur privé. Et c'est précisément ce que le LLF tente de réaliser.
- L'établissement de partenariats stratégiques qui créent des synergies à partir des investissements des uns et des autres est essentiel au succès. C'est ce qui ressort clairement du succès des partenaires au développement intervenant dans les mêmes lieux

géographiques qui s'appuient sur les projets agropastoraux, achevés ou en cours, de la BID. S'agissant des projets en cours, les partenaires devraient planifier leurs investissements afin d'éviter les chevauchements. Le libre partage des connaissances est très important pour la réalisation des synergies potentielles.

- Pour améliorer la performance du secteur, il est crucial d'intégrer des innovations qui améliorent la productivité et réduisent les risques. Cela a été démontré par le projet laitier au Burkina Faso qui a introduit des services d'IA par l'intermédiaire de coopératives d'agriculteurs pour améliorer rapidement la race des vaches locales.
- Pour que les acquis du projet soient maintenus au-delà de sa durée de vie, il faut une forte appropriation des bénéficiaires et l'engagement du secteur privé. Le projet laitier au Burkina Faso en est un exemple éloquent, car impliquant des acteurs de toute la chaîne de valeur, ce qui rend plus probable l'intensification des interventions. L'inclusion de la microfinance islamique dans tous les projets permettra de s'assurer que les entrepreneurs privés potentiels ont la capacité d'acquérir les intrants de production essentiels. Cela permet aux producteurs d'investir et, ce faisant, de s'engager dans la gestion à long terme de toute infrastructure améliorée. Un tel programme de démarrage de microfinancement, soutenu par l'appui technique du secteur public, est particulièrement crucial dans les régions rurales éloignées.
- Avec un soutien limité, des gains notables peuvent être réalisés assez rapidement dans la production avicole, piscicole et laitière à petite échelle, au niveau des

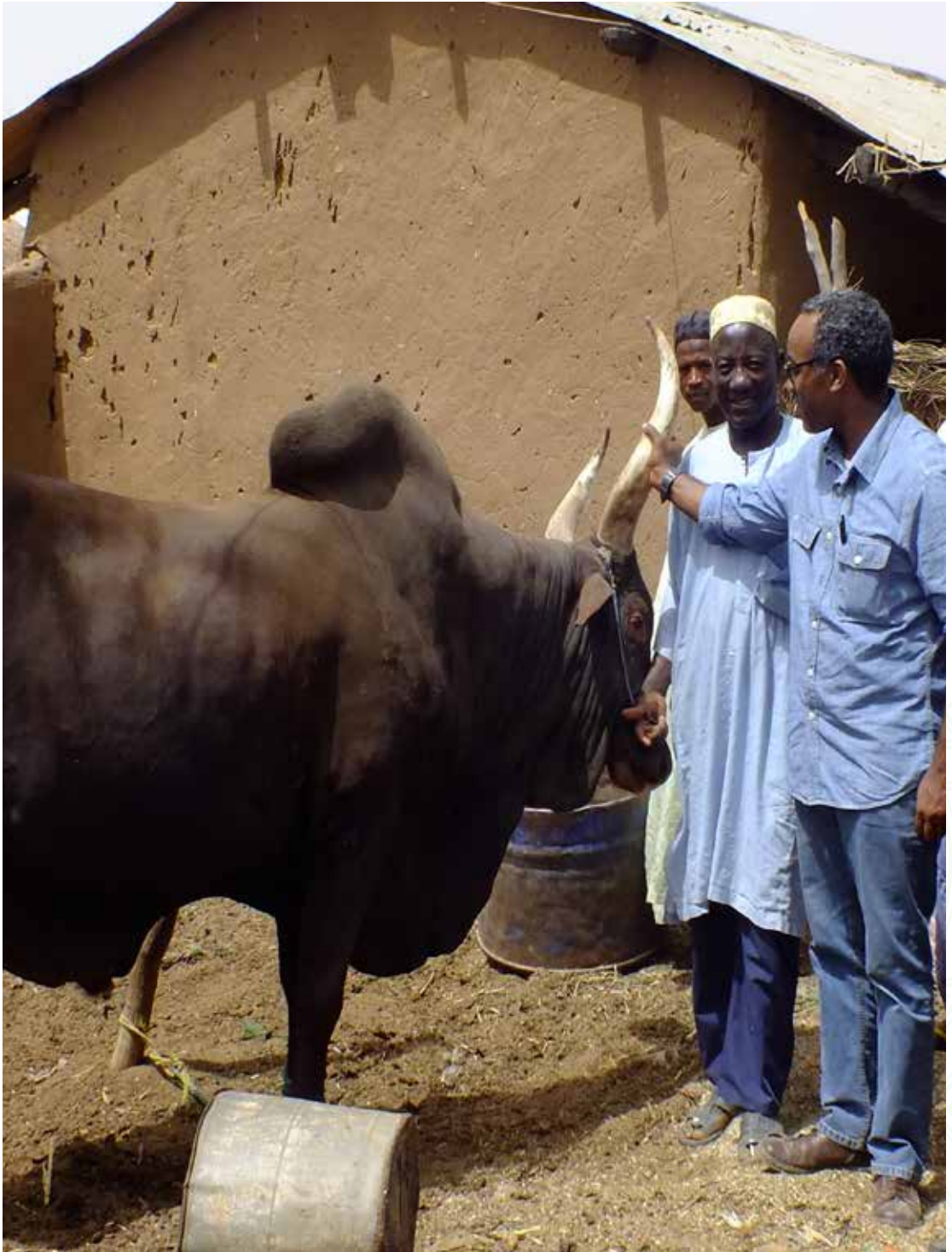
collectivités rurales comme périurbaines. Les investissements de la Banque dans le secteur de l'élevage devraient, à l'avenir, être axés sur ces chaînes de valeur.

Conclusion

Bien que les interventions de la BID dans le secteur de l'élevage soient demeurées limitées pendant de nombreuses années, l'augmentation du nombre de projets récemment approuvés témoigne d'un changement positif qui devrait contribuer de manière significative à transformer l'agriculture. Les programmes nationaux et régionaux portant sur les systèmes agropastoraux et la production des petits exploitants démontrent l'efficacité de l'adoption d'une approche fondée sur la chaîne de valeur visant à améliorer les moyens de subsistance dans les communautés rurales et urbaines où l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus est une priorité absolue. Pour renforcer la durabilité des projets, les efforts seront axés (à l'avenir) sur les initiatives qui s'appuient sur des partenariats public/privé, l'accès à un crédit abordable et le développement du capital humain. Cela permettra de s'assurer que l'infrastructure établie est productive et correctement gérée, bien après l'achèvement des projets. Dans la perspective d'une augmentation des investissements dans le secteur, une plus grande attention devrait être accordée à la production avicole et aquacole dans le cadre des stratégies d'accroissement de la productivité des petites exploitations agricoles.

References

- Alidou, S. M. (2016). Cross-border transhumance corridors in West Africa. CapEx series on pastoralism. Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), Global Cooperation/Global Programme Food Security. Berne, Switzerland. https://www.shareweb.ch/site/Agriculture-and-Food-Security/aboutus/Documents/pastoralism/pastoralism_brief_couloirs_transhumance_e.pdf.
- Cibils, A.F., McGrew, D., Kassambara, B., Bengaly, K., Sissoko, B., and R.N. Acharya. (2015). Challenges and opportunities for agro-pastoral livestock smallholders in Mali. *Outlook on Agriculture*. 44(1):69-80.
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. (2016). Meat & Meat Products <http://www.fao.org/ag/againfo/themes/en/meat/home.html>.
- International Crisis Group Africa. (2017). Herders against Farmers: Nigeria's expanding deadly conflict. Africa Report N°252. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/252-nigerias-spreading-herder-farmer-conflict.pdf>.
- Ismoyowati, D. (2015). Halal food marketing: a case study on consumer behavior of chicken-based processed food consumption in central part of Java, Indonesia. *Agriculture and Agricultural Science Procedia*. 3:169-172.
- Kassam, L. (2014). Aquaculture and food security, poverty alleviation and nutrition in Ghana: Case study prepared for the Aquaculture for Food Security, Poverty Alleviation and Nutrition project. WorldFish. http://pubs.iclarm.net/resource_centre/2014-48.pdf.
- Nefedjev, I. and Bolotbekova. (2016). A. Development Issues in the traditional livestock sector of the Kyrgyz Republic. In: Pinstrup-Andersen, P., Shoba, S.A., Vasenev, I.I., Koshelev, V.M., and P.P. Sorokin (eds). *Food Security in Euroasia – Case Studies*. Pp. 123-137. Moscou, Russie. Eurasian Center for Food Security.
- Organisation for Economic Cooperation and Development and the United Nations Food and Agriculture Organisation. (2011). *OECD-FAO agricultural outlook 2011-2020*. Rome, Italie.
- United Nations System Influenza Coordination. (2014). African Livestock Futures: Realizing the potential of livestock for food security, poverty reduction and the environment in sub-Saharan Africa. http://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/11154/3/LiveStock_Policy_Brief_ENG_20140724_web.pdf.







Chapitre 6

Maitrise des eaux : des solutions novatrices pour la réduction du déficit en eau dans l'agriculture

Sami Ahmad Faruqi¹, Bakhodir Mirzaev², Khalid Abdelrahman³, Shehzad Akram⁴, Bekzod Parmanov⁵, Sara Aweis⁶ et Jemal Mahmud⁷

Messages clés

- L'investissement dans les structures de collecte d'eau à petite et moyenne échelle peut être un point d'entrée important pour répondre aux divers besoins sociaux, économiques et environnementaux des collectivités rurales.
- L'adoption d'innovations de pointe en matière de gestion de l'eau peut renforcer l'efficacité de l'utilisation de l'eau, accroître la productivité agricole (y compris la production de cultures horticoles de valeur) et les revenus.
- Le renforcement des capacités des institutions nationales et le traitement de l'eau en tant que bien économique (tarification de la valeur réelle de l'eau) peuvent améliorer la bonne gestion et la durabilité des infrastructures d'irrigation.

Introduction

La BID a joué un rôle clé en aidant ses pays membres à répondre aux besoins de gestion et de sécurité de l'eau. Les pays membres de la Banque sont confrontés à divers niveaux de problèmes de pénurie d'eau. Dans les zones arides densément peuplées de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale et de l'Ouest, la moyenne annuelle des ressources en eau renouvelables est de 913 m³ par habitant, soit une moyenne en dessous du seuil de 1 000 m³. Cela place ces pays parmi ceux qui sont confrontés à des pénuries chroniques d'eau (Organisation de coopération islamique, 2015).

Selon le Programme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en

eau (2017), au plan mondial, le secteur agricole est le plus grand consommateur d'eau douce, avec 70 % de toute l'eau prélevée, suivi de l'industrie, avec 19% ; le plus petit consommateur, avec 11 %, étant le secteur municipal (Figure 6.1). Dans les pays membres de la BID, l'utilisation de l'eau à des fins agricoles est encore plus élevée (84%), l'utilisation de l'eau dans les secteurs de la municipalité et de l'industrie, représentant respectivement 9% et 7% de tous les prélèvements d'eau. Au niveau régional, c'est dans les pays d'Asie du Sud que la consommation agricole d'eau est la plus élevée, avec 93% du total des prélèvements, suivis des pays de l'Amérique latine et des régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), où l'agriculture représente respectivement 87% et 86% du total des prélèvements (Organisation de coopération islamique, 2015). D'autre part, c'est en Asie de l'Est que l'utilisation de l'eau agricole par les pays membres est la plus faible, suivie de l'Afrique subsaharienne, où elle représente 67% de la quantité totale des prélèvements d'eau (Organisation de coopération islamique, 2015).

1 Directeur, Pratiques mondiales des infrastructures sociales, BID (SFaruqi@isdb.org)

2 Pratiques mondiales des infrastructures sociales, BID

3 Pratiques mondiales de l'agriculture, BID

4 Pratiques mondiales des infrastructures sociales, BID

5 Hub régional d'Almaty, Kazakhstan, BID

6 Pratiques mondiales des infrastructures sociales, BID

7 Hub régional de Kampala, Ouganda, BID

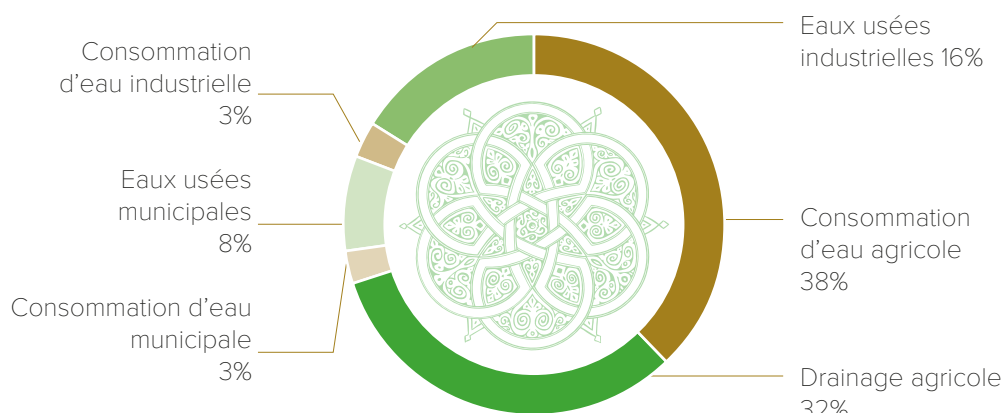


Figure 6.1 : Le devenir des prélèvements d'eau douce : consommation mondiale et production d'eaux usées par principal secteur d'utilisation de l'eau (WWAP, 2017).

Interventions de la BID pour l'amélioration de l'accès à l'eau

Depuis sa création en 1975, la Banque a financé 320 projets environ dans le secteur de l'eau, pour un montant de 12,597 milliards USD. Ce portefeuille se compose d'interventions à grande et à petite échelles dans les secteurs de l'irrigation et du drainage, du stockage de l'eau, de l'approvisionnement en eau en zone rurale et de l'assainissement. Les projets de gestion de l'eau représentent 24% du total des approbations de la Banque, ce qui en fait le troisième plus important portefeuille d'interventions ; la BID investit actuellement 3,5 milliards USD dans divers pays d'Afrique subsaharienne, de la région MENA et des pays d'Asie.

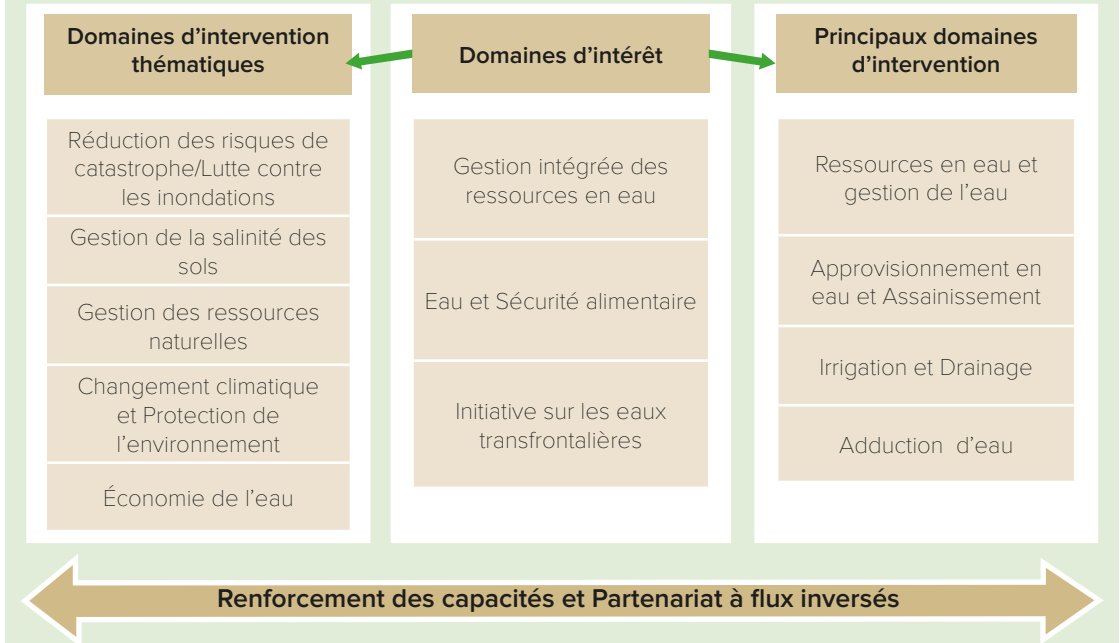
Les investissements de la Banque dans le secteur de l'eau portent sur la lutte contre les inondations, la gestion de la salinité des sols, les changements climatiques et l'économie de l'eau, et plus particulièrement sur le renforcement des pratiques de Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Parmi les principaux domaines d'intervention, on

compte l'irrigation et le drainage, la gestion des ressources en eau, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la récupération de l'eau et les transferts d'eau en vrac (l'acheminement de l'eau traitée d'un endroit ou d'une région à l'autre par des conduites et aqueducs).

Exploiter les technologies de pointe pour une utilisation rationnelle de l'eau

Les progrès technologiques transforment les systèmes de culture en serre, tel que démontré par le projet de Bahreïn. La BID a aidé les agriculteurs de Bahreïn – dans le cadre du projet « Hawrat Ali Agriculture Growth Pole Incubator » (HAGP) – à avoir accès aux technologies hydroponiques, un système sans sol pour accroître la production et la productivité des cultures à forte valeur ajoutée, comme les tomates cerises rouges, la laitue, le chou, le concombre, les myrtilles, les fraises et les fleurs coupées. Les coûts de production sont bas par rapport aux serres traditionnelles, la productivité est beaucoup plus élevée et la qualité des produits est meilleure.

Interventions de la BID dans la gestion de l'eau



Systèmes d'irrigation hydroponique extensibles

Un système d'irrigation hydroponique est un système dans lequel les racines des plantes reçoivent un mélange équilibré de nutriments dissous dans l'eau avec tous les éléments chimiques nécessaires à la croissance des plantes. Les plantes peuvent pousser directement dans la solution minérale, ou dans un milieu ou un substrat inerte ; aucun sol n'est utilisé pour cultiver les plantes.

La configuration verticale de la ferme fonctionne bien. Il s'agit d'un système fermé qui permet la culture simultanée de trois différents types de légumes, avec des mesures de protection de l'environnement pour chaque culture. Les bacs à légumes sont placés dans une structure empilée, ce qui permet de placer les bacs de croissance des deux côtés des tubes de solution nutritive et des câbles électriques.

La technologie déployée dans le cadre du projet HAGP a été bien testée et est aisément accessible. Elle peut être reproduite dans n'importe quel contexte et environnement économique, si les agences gouvernementales compétentes, ainsi que les partenaires financiers et techniques sont réunis. Toutefois, le niveau de sophistication, le modèle institutionnel de gestion et les exigences en matière de capacité technique du modèle doivent être pris en compte et adaptés de manière appropriée à chaque contexte.

En dépit de leurs coûts d'investissement initiaux élevés, les cultures hydroponiques offrent aux pays et aux communautés la possibilité de satisfaire une partie de leurs besoins alimentaires et nutritionnels malgré des conditions difficiles – lorsque la qualité des éléments nutritifs du sol est faible, la salinité et la rareté de l'eau sont excessives, la disponibilité des terres est limitée, autant de contraintes majeures pour la production agricole. Bahreïn est un pays où l'utilisation de la technique hydroponique est en plein essor ; parmi d'autres pays de la péninsule arabique on compte le Koweït, Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis (EAU). Cela est dû en partie à la vulgarisation agricole et aux subventions que les gouvernements accordent aux agriculteurs. Par exemple, aux Émirats arabes unis, 50% des coûts encourus par un producteur pour mettre en place de tels systèmes sont couverts par le gouvernement (Centre international de

recherche agricole dans les zones arides, 2017).

Le projet HAGP de Bahreïn a servi de centre d'incubation pour tester et diffuser de nouvelles technologies et pratiques agricoles en serre dans le pays. Il utilise des systèmes de contrôle entièrement automatisés pour gérer huit serres dotées de systèmes de production verticaux, d'éclairage LED, de systèmes d'osmose inverse, de plaques de refroidissement avancés et de systèmes hydroponiques. Le centre est entièrement équipé d'installations de tri, de classement et de stockage après récolte, ainsi que de salles de formation et de laboratoires. Il s'est avéré être une agro-industrie viable, qui peut être utilisée pour le développement agricole et la création d'emplois pour les jeunes agripreneurs (Banque islamique de développement, 2016).



Serre de culture de tomate et de laitue équipée de systèmes hydroponiques à Bahreïn avec le soutien de la BID



Projet du barrage du Haut-Atbara au Soudan, soutenu par la BID

Barrages et structures de collecte d'eau pour l'agriculture

Le projet dans l'est du Soudan vise à accroître la superficie des terres irriguées et à produire de l'énergie hydroélectrique à un coût relativement peu élevé. Ces objectifs ont été atteints avec la construction d'un complexe de barrages polyvalents comprenant deux barrages sur les rivières du Haut-Atbara et de Settit, avec un système de digues de 13 km de long reliant les deux principaux barrages pour constituer un réservoir commun de stockage de 3,6 milliards de mètres cubes d'eau, qui sera disponible pour irriguer 180 000 hectares de terres supplémentaires.

Les principaux résultats escomptés sont notamment la réduction de l'incidence de la pauvreté absolue dans la zone du projet, qui passera de 36% en 2010 à 26 % en 2020, augmentant de 192 USD le revenu annuel moyen par habitant de 160 000 agriculteurs de la zone du projet, et la production de coton, de fourrage, d'arachide, de sorgho, de tournesol, de canne à sucre, de légumes, de maïs et de blé, de 383 146 tonnes en 2010 à 574 720 tonnes en 2020. La BID a fourni 150 millions USD pour le mégaprojet de mise en valeur de l'eau dans le Haut-Atbara et a mobilisé d'autres ressources

pour financer le projet à hauteur de 1,3 milliard USD par le biais de cofinanciers du Groupe de coordination arabe (Fonds arabe de développement économique et social, Banque koweïtienne de développement, Banque saoudienne de développement, Fonds d'Abu Dhabi pour le développement et Fonds de l'OPEP pour le développement international) ainsi que du gouvernement du Soudan.

Renforcer la résilience du secteur de l'élevage grâce au développement de l'approvisionnement en eau en milieu rural

La BID aide le gouvernement Soudanais à développer le système de collecte des eaux pluviales par le biais de projets destinés aux communautés agropastorales dans les États d'Al-Gadarif, du Nil Blanc, du Kordofan Sud, du Sinnar et du Darfour. Les précipitations annuelles dans ces États sont généralement inférieures à 800 mm, sont unimodales (une seule saison) et deviennent très variables en raison des changements climatiques. L'objectif principal de ce projet est d'augmenter l'approvisionnement en eau pour le bétail, mais aussi pour l'irrigation et l'usage domestique.

En collaboration avec les institutions et les communautés locales, le projet a utilisé des techniques relativement simples de collecte des eaux de pluie pour rendre l'eau disponible pendant la saison sèche. Parmi les principales installations de captage et de stockage des eaux utilisées, on compte les « haffirs » (terme local désignant les réservoirs souterrains peu profonds, associés à de petites usines de purification des eaux), de petits barrages en terre, des puits souterrains, des dépressions naturelles et la récolte sur toit qui remplit les petits réservoirs près des habitations familiales.

L'impact sur une période de 3 à 5 ans a été énorme, bénéficiant à plus de 300 000 personnes et à plus de 5,7 millions de têtes de bétail dans la région. Toutefois, le maintien de ces avantages exige une gestion efficace des infrastructures hydrauliques tout en tenant compte des besoins des différentes parties prenantes. Raison pour laquelle le projet a créé une association des usagers de l'eau chargée d'exploiter et d'entretenir les ouvrages de captage des eaux. L'association a suscité la participation de la communauté et a établi des normes

communes pour gérer collectivement les ressources. Elle a aidé à gérer les conflits entre les différents utilisateurs liés à la rareté de l'eau qui s'intensifie pendant la saison sèche. Par ailleurs, l'association a introduit des redevances d'utilisation de l'eau à payer par les usagers. Cela a permis à l'association d'exercer plus efficacement ses fonctions de surveillance. Le projet a renforcé la capacité de l'association et sa gouvernance générale, éléments essentiels au succès de ce type d'organisation (Harvey et Reed, 2006).

Le fait d'avoir plus d'eau à proximité a procuré de nombreux avantages aux communautés des États d'Al-Gadarif, du Nil Blanc, du Sud Kordofan, du Sinnar et du Darfour. Les enfants vivant dans les villages peuvent désormais fréquenter l'école à temps plein et ne plus manquer les cours pour aider leurs parents à chercher et à transporter l'eau. La présence des barrages réduit le fardeau des femmes, qui n'ont plus à parcourir de longues distances à pied pour aller chercher de l'eau à des sources ponctuelles (généralement des forages) comme elles le faisaient avant la mise en œuvre du projet.



En saison sèche, Avril 2011



En saison des pluies, Octobre 2011



Des haffirs (utilisant l'eau de pluie récupérée) remplissent les abreuvoirs au Soudan

Il y a aussi des avantages indirects – la disponibilité accrue de l'eau encourage les éleveurs à s'installer au niveau local pendant environ huit mois de l'année, de sorte que leur bétail se déplace moins fréquemment, stabilisant ainsi les prix du lait et de la viande dans la région. De plus, comme l'accès à l'eau est accru, davantage de familles s'installent dans ces zones et s'adonnent à des activités génératrices de revenus telles que le travail dans les restaurants, les magasins et les moulins à blé et leur exploitation. Les petits marchés des villages attirent les nomades et les agriculteurs, stimulant ainsi l'activité économique dans la région.

Améliorer l'accès des petits exploitants agricoles aux installations d'irrigation : le Système d'irrigation de Chókwè, au Mozambique

L'objectif de développement du Projet de réhabilitation du système d'irrigation de Chókwè était d'améliorer la productivité et la production agricoles et, par conséquent, d'augmenter les revenus nets de 17 000 ménages d'agriculteurs.

Parmi les défis à relever dans le cadre de ce projet figurent la mauvaise gestion des systèmes d'irrigation et de drainage, la préparation limitée des terres et les coûts élevés d'exploitation et d'entretien. Les principaux canaux d'irrigation fonctionnent bien, mais les canaux secondaires et tertiaires doivent être réhabilités. Les canaux tertiaires, en particulier, se sont sérieusement détériorés depuis leur construction à la fin des années 1950. Le projet a amélioré le réseau de canaux secondaires et tertiaires grâce à des canaux surélevés qui arrivent jusqu'à la ferme. L'irrigation améliorée par sillons a été introduite dans les exploitations agricoles après le nivellement des terres. Le projet a ainsi pu réaliser ce qui suit :

- Une augmentation de l'approvisionnement en eau de 1 200 hectares au début à 7 000 hectares ;
- Une amélioration de la situation socio-économique de plus de 5 000 petits exploitants agricoles en leur facilitant l'accès aux terres irriguées ;



Le système d'irrigation de Chókwe améliore la situation socio-économique de plus de 5 000 petits exploitants agricoles au Mozambique.

- Un accroissement de la productivité et de la production agricoles (la culture principale étant le riz) ;
- Une augmentation des rendements moyens de 1 TM/ha à 5 TM/ha ; et
- La réhabilitation de 2 120 km de canaux d'adduction d'eau au système de canalisation, augmentant ainsi l'efficacité de l'adduction d'eau de 62% à 96%.

Le Projet de développement rural intégré (PDRI) en Azerbaïdjan

Le but général de ce projet est de construire des systèmes d'irrigation dans les districts d'Agdash, de Yevlakh, de Sheki et d'Oghuz, réduisant ainsi la pauvreté rurale grâce à une sécurité alimentaire accrue et à des opportunités génératrices de revenus. Les objectifs de l'investissement sont d'acheminer efficacement les ressources en eau jusqu'à la ferme et d'aider les agriculteurs à apprendre à mieux utiliser les ressources

en eau pour rendre leur exploitation plus productive et rentable. Les activités du projet visent à améliorer la viabilité financière des petites exploitations agricoles, à accroître la production agricole grâce à l'irrigation par sillons et à l'irrigation pluviale et à améliorer l'élevage du bétail grâce à des services consultatifs plus efficaces. Le Projet couvre une superficie totale irriguée de 60 000 hectares, et l'objectif visé est une augmentation de 15% du volume et de la diversité des produits agricoles, ainsi qu'un accroissement de 40% du revenu moyen des agriculteurs.

Les technologies de l'eau

L'introduction de nouvelles technologies de l'eau dans le cadre des projets de la BID aidera les pays membres à utiliser plus efficacement leurs rares ressources en eau, à réduire les pertes d'eau, à augmenter les rendements et à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants. La

Banque travaille en collaboration avec des institutions sœurs telles que le Centre international d'agriculture biosaline (ICBA), en vue d'intégrer les technologies d'irrigation de pointe et les outils de mesure de l'eau dans les portefeuilles de la BID. Ces technologies sont essentielles pour optimiser l'efficacité de l'utilisation de l'eau et maintenir la structure de l'eau et les systèmes d'irrigation.

En raison de l'impact croissant des changements climatiques, les institutions de gestion de l'eau des pays membres s'efforcent de remédier à la vulnérabilité des systèmes d'irrigation et de drainage aux phénomènes météorologiques extrêmes et d'accroître la résilience à long terme des investissements de la Banque. Ne pas y parvenir avec succès pourrait avoir une incidence négative sur les avantages potentiels des investissements de la BID et modifier ainsi ses trajectoires de développement. Quelques-unes des stratégies tirées du document d'orientation sur le changement climatique (Banque islamique de développement, 2017) et du rapport de synthèse des évaluations des interventions de la BID dans le secteur de l'agriculture et du développement rural pour la période 1976 –

2014 (Banque islamique de développement, 2016) sont exposées ci-après :

- Mettre l'accent sur la phase de conception d'un projet en utilisant une liste de contrôle lors de l'évaluation des risques, laquelle devrait être basée sur l'opinion d'experts et les connaissances scientifiques, en vue de renforcer et d'améliorer la qualité du projet dès le début ;
- Disposer d'une stratégie souple de financement des projets d'adaptation et d'atténuation, ce qui permettra à la Banque d'étendre son soutien financier à un plus grand nombre d'initiatives ;
- Travailler en collaboration avec les communautés bénéficiaires et autres parties prenantes dès le démarrage des projets en vue de renforcer leur capacité à gérer les ressources en eau de sorte à améliorer l'équité et la durabilité dans l'utilisation de l'eau ;
- Veiller à ce qu'une approche multisectorielle soit adoptée, dans laquelle, par exemple, tous les projets ou la plupart des projets de développement agricole et rural visant un pays ou une



Le projet de développement rural intégré en Azerbaïdjan améliore la gestion de l'eau sur 60 000 hectares de terres agricoles

région spécifique sont inclus dans une seule intervention en vue de garantir une approche intégrée ; et

- Collaborer au financement de projets en partageant les locaux et en cofinçant avec les partenaires au développement afin d'accroître la participation des parties prenantes, d'augmenter la visibilité, de renforcer les synergies et d'échanger des connaissances et des meilleures pratiques sur les questions climatiques.

Enseignements retenus

- Le renforcement des capacités des institutions locales, y compris les associations d'usagers de l'eau au niveau communautaire, est essentiel pour assurer leur participation à la gestion des ressources en eau et des infrastructures mises en place pour en améliorer l'accès de manière efficace, équitable et durable.
- L'investissement dans l'utilisation de technologies de pointe dans le domaine de l'eau (systèmes TIC et systèmes d'irrigation par aspersion, d'irrigation au goutte à goutte et de micro-irrigation) favorisera la production de cultures à forte valeur ajoutée et de manière à accroître la fréquence de la production, contribuant ainsi à accroître les revenus et à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et des agripreneurs.
- Le changement climatique affecte la disponibilité de l'eau pour la production agricole, mais l'utilisation de pratiques de gestion intégrée des ressources en eau peut aider à atténuer les effets néfastes. Il est toutefois nécessaire de renforcer les capacités institutionnelles en matière de techniques de GIRE.

Outre les principaux enseignements retenus au niveau du projet, il y a certains enseignements au niveau des programmes qui devraient être pris en compte dans les discussions sur les politiques et la planification. D'une manière générale, il est très important :

- d'élaborer un programme à long terme pour appuyer les réformes du secteur de l'eau et l'amélioration des opérations et de l'entretien ;
- de renforcer la prestation des services et les systèmes de tarification et de facturation ; et
- d'encourager la coopération régionale dans les bassins fluviaux transfrontaliers.

Conclusion

La BID a pour objectif de renforcer ses actions en faveur du développement durable des opérations grâce à une gestion efficiente, à l'amélioration de la qualité des projets au départ et au renforcement de l'impact et de l'efficacité, car elle s'est engagée à aider les pays membres à éliminer la pauvreté, à atteindre l'objectif « Faim zéro » et à améliorer la gestion de l'eau en vue de réduire les pénuries d'eau (ODD 1, 2 et 6). Pour ce faire, il faudra accorder une plus grande attention à la façon dont les aliments sont produits et dont l'eau est utilisée pour les produire (car 70% environ de toute l'eau douce va à l'agriculture). En outre, il a été démontré que le fait d'apporter les changements nécessaires au cours de la mise en œuvre se traduit par des systèmes d'irrigation de meilleure qualité, les projets doivent donc être conçus avec une flexibilité adaptative intégrée.

Dès le début, la Banque a reconnu l'importance du financement des éléments de durabilité des infrastructures d'eau telles que le fonctionnement et l'entretien de l'équipement, le renforcement des capacités et des systèmes tarifaires efficaces. Elle les considère comme des composantes essentielles du projet et a mobilisé des partenaires pour les soutenir. Cette approche a été et continue d'être essentielle à la réussite des projets et à la durabilité de la productivité agricole.

Enfin, il est nécessaire d'établir des partenariats solides avec les organismes d'exécution, ces relations étant essentielles à la réussite des projets, à la réalisation des réformes politiques et au renforcement des capacités institutionnelles. Les organismes d'exécution devront également avoir une connaissance approfondie des politiques de la Banque pour faciliter le développement à long terme de partenariats mutuellement bénéfiques.

Références

Harvey, P. and Reed, R. (2006).

Community-managed water supplies in Africa: sustainable or dispensable? *Community Development Journal* 42 (3), 365-378.

International Centre for Agricultural Research in Dryland Areas. (2017). Arabian Peninsula Regional Program. Access at: <http://www.icarda.org/arabian-peninsula-regional-program>.

Banque islamique de développement. (2016).

Synthesis Report of the Evaluations of IsDB Interventions in Agriculture and Rural Development Sector (1976-2014). Groupe de la BID. Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.

Banque islamique de développement. (2017). Group Climate Change Policy 2017. Office of the Group Chief Economist, Islamic Development Bank Group, Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.

Organisation de coopération islamique. (2015). Water Report 2015. The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. Ankara, Turquie.

Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau. (2017). Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau (2017). *Wastewater: The Untapped Resource*. Paris, France. Accessible au: <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/water/wwap/wwdr/2017-wastewater-the-untapped-resource/>. Consulté le 16 mars 2018.



Chapitre 7

Ouverture de débouchés commerciaux aux petits exploitants agricoles

Nur Abdi¹, Ali Khan², Mourad Mtibaa³, Biola Badmos⁴, et Zafer Ozkan⁵

Messages clés

- Investir dans les institutions du marché (y compris les infrastructures) peut accroître considérablement les revenus des petits exploitants agricoles. Le Groupe de la BID s'est engagé à soutenir ses pays membres dans le développement des infrastructures rurales, étant donné qu'un tel développement permet aux entreprises des zones rurales de prospérer.
- Les pays qui ont mis en place des politiques en faveur des petits exploitants ont relativement mieux réussi avec le financement de projets par la BID. La Banque appuie les efforts des pays membres pour renforcer et rationaliser leurs politiques agricoles et de développement rural. Il s'agit notamment de politiques qui facilitent l'agriculture sous contrat, ce qui peut grandement améliorer l'accès au marché pour les petits exploitants agricoles et stimuler la croissance du marché.
- Les petits exploitants agricoles peuvent tirer des bénéfices substantiels de leur intégration dans des marchés formels et structurés, qui sont essentiels à la réduction de la pauvreté et à la croissance rurale.
- Des marchés structurés conduisent à un « écosystème de produits de base » plus large, à des échanges commerciaux formels qui élargissent les assiettes fiscales locales et servent de principaux moyens de renforcement de la sécurité alimentaire nationale.

Introduction

L'accès aux marchés est essentiel à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la sécurité alimentaire. L'établissement de liens efficaces entre les agriculteurs et les marchés demeure l'une des meilleures possibilités de développer l'agriculture dont dépendent pour leur subsistance environ 2 milliards de personnes dans le monde vivant dans des ménages de petits exploitants. Les

données montrent que la croissance des revenus générés par l'agriculture est presque quatre fois plus efficace pour relever le niveau de vie que la croissance dans d'autres secteurs (Commission sur la croissance, 2008).

L'urbanisation rapide, la croissance démographique et l'amélioration des infrastructures au cours des dernières décennies ont créé d'énormes opportunités pour les agriculteurs du monde entier. Les petits exploitants agricoles des pays en développement se heurtent cependant à des obstacles majeurs à l'exportation de leurs produits en raison du protectionnisme persistant dans les pays développés et de la concurrence féroce sur un marché de

1 Directeur, Pratiques mondiales de l'agriculture, BID (NAbdi@isdb.org)

2 Conseiller technique du Vice-président, Complexe des programmes pays, BID

3 Hub régional de Dakar, Sénégal, BID

4 Pratiques mondiales de l'agriculture, BID

5 Hub régional de Kampala, Ouganda, BID

plus en plus mondialisé pour les produits agricoles, en particulier ceux fournis aux supermarchés par des chaînes de valeur bien établies (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2009). Pour obtenir des devises étrangères, de nombreux pays membres d'Afrique subsaharienne (ASS) dépendent encore d'une gamme limitée de matières premières telles que le coton, le café et le cacao.

La plupart des pays membres, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique, dépendent fortement des importations commerciales

de denrées alimentaires pour répondre à la demande croissante de leur population grandissante.

Depuis sa création, la BID n'a cessé de soutenir ses pays membres avec des projets qui développent et renforcent l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés locaux et régionaux, ainsi qu'aux marchés internationaux des matières premières. Quatre études de cas sont présentées ici et elles mettent en exergue certaines de ces expériences et fournissent des enseignements importants qui pourraient documenter l'élaboration des politiques.

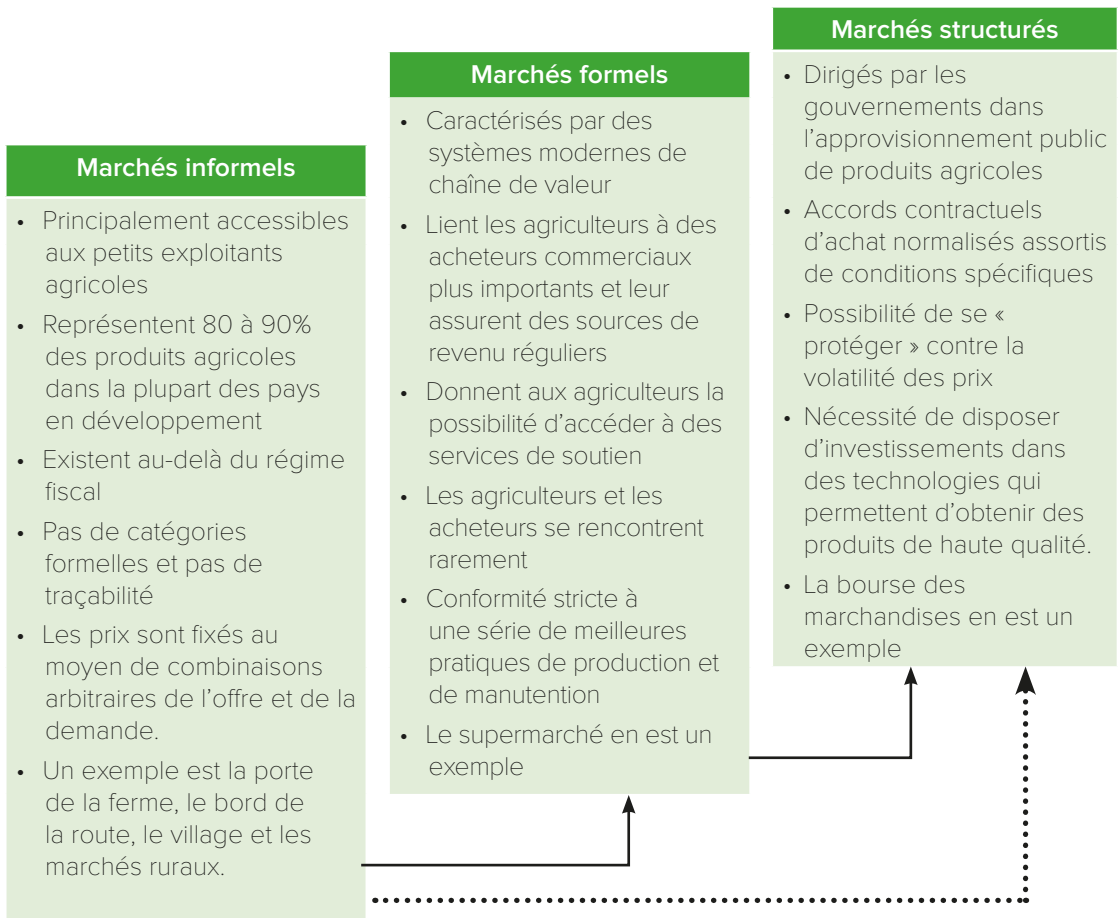


Figure 7.1: Major types of market structures (Adapted from: Ferris et al., 2014)

Systèmes de marché de production intégrés à l'échelle mondiale : placebo ou panacée ?

En général, il existe trois types de marchés : informel, formel et structuré (Figure 7.1). Dans les pays en développement, y compris les pays membres de la BID, les marchés informels sont les principaux débouchés utilisés par les petits exploitants agricoles. Les études de cas présentées ici illustrent ces structures de marché, bien que cela ne soit pas de manière mutuellement exclusive. Des études montrent que dans les pays en développement, 80 à 90 % des produits agricoles sont échangés au niveau des marchés informels (Ferris et al., 2014). Ces marchés offrent d'importantes possibilités de revenus aux intervenants de la chaîne de valeur, y compris les petits exploitants, les grossistes et les détaillants. Les petits exploitants agricoles ont souvent du mal à tirer profit des possibilités offertes par les marchés formels et structurés (bourses des marchandises) en raison de l'absence d'infrastructures, de cadres réglementaires, d'accès à la technologie et de savoir-faire.

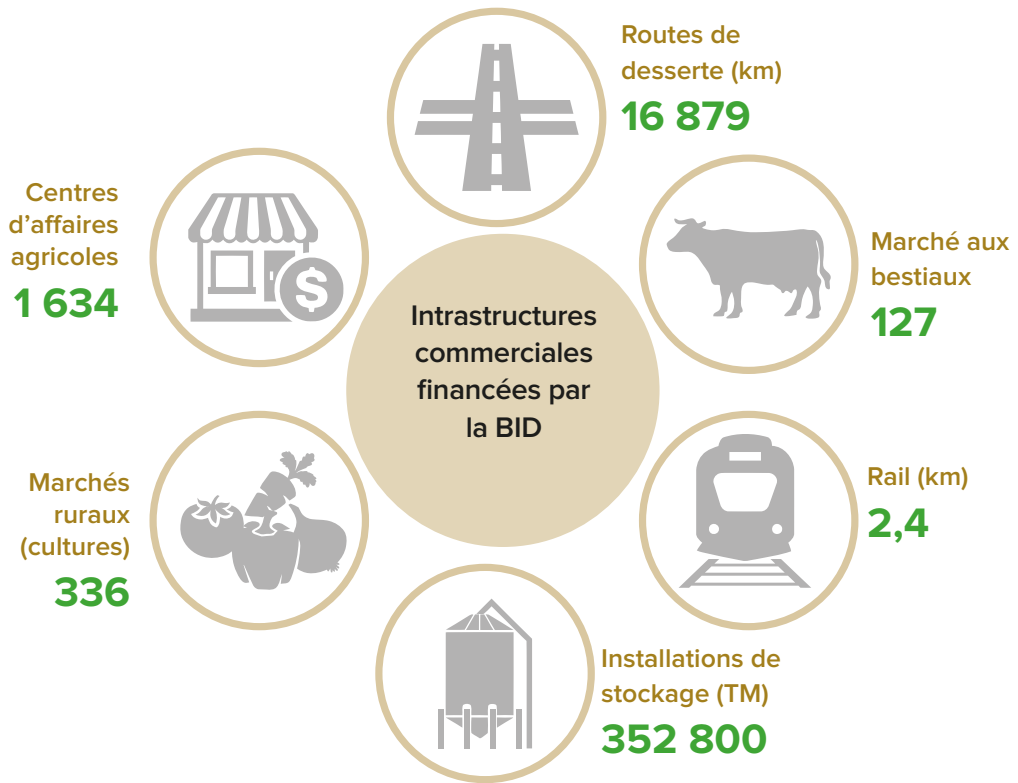
Ces dernières années, les systèmes alimentaires sont devenus mondialement intégrés, davantage fondés sur les connaissances et à forte intensité de capital. Les grands agriculteurs sont mieux placés pour tirer profit des débouchés du marché, des capitaux bon marché et des nouvelles technologies. Les grands agriculteurs sont également mieux placés pour gérer les risques liés à la volatilité des marchés, à l'adoption de nouvelles technologies et à la diffusion des connaissances et, par conséquent, ont une meilleure productivité et une plus grande efficacité technique. L'appui de la BID aux pays membres vise à relever certains de ces défis, à savoir, transformer les petites exploitations agricoles de subsistance

en entreprises commercialement rentables. Les projets et programmes financés par le Groupe de la BID visent à accroître la productivité des petits exploitants et à leur permettre de bénéficier du dynamisme des marchés nationaux, régionaux et mondiaux.

Lier les petits exploitants aux marchés structurés : Commercialisation des petits exploitants de la Sierra Leone

La BID appuie les efforts déployés par le gouvernement de la Sierra Leone pour faciliter la transformation de dizaines de milliers de petites exploitations agricoles de subsistance en productions agricoles commercialement rentables dans le cadre du Projet « Linking Farmers to Markets ». Le projet vise à accroître les revenus des petits exploitants et à réduire l'insécurité alimentaire des ménages en améliorant la capacité de production et de commercialisation des agriculteurs. Le projet, qui a débuté en juillet 2014 et devrait s'achever à la fin de 2018, appuie les chaînes de valeur des cultures de base (valeur ajoutée et diversification), la construction d'installations de marchés, le développement des infrastructures d'irrigation pour améliorer le rendement des cultures et la construction de routes de desserte rurales et d'infrastructures de transport pour les produits agricoles.

À ce jour, le projet a construit 25 centres d'affaires agricoles (ABC) principalement pour les riziculteurs et les cultivateurs de manioc. Chaque ABC est équipé de machines agricoles, telles que des fraises rotatives, des transporteurs de riz, des batteuses de riz, des coupeuses de riz et des râpes à manioc. L'équipement, les semences et les engrais sont fournis sur la base du partage des coûts entre le projet et les organisations paysannes participantes. Ces ABC sont actuellement en cours d'enregistrement en tant que sociétés à



* Portefeuille actif de la BID en date de février 2018 (Base de données de la BID)

responsabilité limitée dotées d'une capacité, d'une infrastructure et d'un équipement adéquats pour fournir des services à leurs clients. La durabilité de chaque ABC en tant qu'entreprise viable dépendra essentiellement

de la capacité des organisations paysannes qui l'exploitent, mais exigera également que les autorités locales appliquent des cadres réglementaires commerciaux appropriés.



Un Centre d'affaires agricoles (ABC) (à gauche) et un groupe d'agriculteurs transformant du riz à un ABC (à droite), Sierra Leone – Projet de liaison des agriculteurs aux marchés soutenu par la BID



Des sacs d'engrais correctement entreposés dans un ABC

Pour renforcer l'efficacité et la productivité des petits exploitants, le projet a fourni à 260 diverses organisations d'agriculteurs des « lots d'intrants de démarrage » : 230 TM de semences de riz, 8 TM de semences de légumes et 1 100 TM d'engrais. À ce jour, 75% des champs agricoles ciblés sont plantés avec des variétés améliorées et les agriculteurs ont augmenté de 50% l'épandage d'engrais. Le projet a formé aux bonnes pratiques agricoles (BPA) et déployé plus de 100 agents de vulgarisation et 200 agents agricoles de district.

Le projet finance également la construction et la remise en état de 600 km de routes de desserte environ dans les zones rurales pour atteindre des centaines de petites exploitations agricoles et leur faciliter l'accès aux marchés des intrants et des produits agricoles. Dix camions de 10 tonnes ont été fournis à ces agriculteurs, par l'intermédiaire de leurs organisations paysannes faitières, pour leur permettre de transporter leurs produits (regroupés) vers les marchés locaux et nationaux. Le projet a réduit de plus de 50% la distance que les agriculteurs doivent parcourir pour accéder aux marchés des intrants et des produits agricoles. Bien qu'il n'y ait pas de données à communiquer, les entrevues avec ces agriculteurs indiquent que les pertes après récolte ont été considérablement réduites.



Route de dessert en construction pour aider à connecter les agriculteurs aux marchés des intrants et des produits agricoles

Reconnaissant l'importance d'une gestion efficace de l'eau pour améliorer les rendements des cultures et la rentabilité pour les petits exploitants agricoles, le projet a appuyé la mise en place d'ouvrages de développement de l'irrigation à petite échelle. Au total, 500 hectares de marais des vallées intérieures sont en cours d'aménagement ou de réhabilitation, ce qui permet à des milliers de petits exploitants agricoles d'atteindre leurs objectifs de production et de conclure des accords contractuels avec les acquéreurs par le biais des ABC. À terme, le projet devrait permettre d'accroître les revenus des agriculteurs de 20% et d'améliorer de 25% environ la sécurité alimentaire dans les communautés participant au projet.

Il y a de l'argent dans l'arachide : Renforcement de la valeur ajoutée dans le secteur de l'arachide en Gambie

Pour environ 500 000 petits exploitants d'arachide, la société *Gambia Groundnut Corporation* (GGC) a été le seul débouché commercial officiel à leur disposition. Ces agriculteurs cultivent moins d'un hectare de terre et regroupent leur production par l'intermédiaire des *Cooperative Produce Marketing Societies* – CPMS (Coopératives de producteurs de fruits et légumes). Ils vendent ensuite collectivement leurs produits

à GGC, un organisme gouvernemental qui achète, transforme et exporte l'arachide et ses dérivés. La GGC achète près de 80% de la récolte commerciale totale par l'intermédiaire des coopératives à un prix prédéterminé mutuellement convenu et négocié par les parties prenantes.

Vendre à GGC offre plusieurs avantages aux petits exploitants. D'une part, elle leur offre un marché garanti. La Société accorde du crédit par l'entremise des CPMS pour l'achat d'arachides aux agriculteurs, permettant ainsi de fournir immédiatement de l'argent comptant aux vendeurs. Son réseau de services de transport, de classement et d'entreposage s'étend sur l'ensemble du pays, ce qui en facilite l'accès. Les agriculteurs bénéficient d'un prix de soutien minimal, ce qui les protège contre les variations brutales des prix internationaux. Pour ces raisons, la GGC a été considérée comme une bouée de sauvetage pour la survie du secteur et des millions de résidents ruraux qui en dépendent pour leur alimentation nutritive, comme principale source d'argent et comme fourrage pour leur bétail.

Le Groupe de la BID est intervenu dans ce secteur à un moment où la GGC elle-même luttait pour sa survie. Les producteurs d'arachide gambiens n'ont pas été en mesure de se conformer aux normes de plus en plus strictes en matière de qualité des produits, de sécurité sanitaire et de normes sanitaires et phytosanitaires des marchés internationaux, en particulier celui de l'UE, qui est le principal débouché des exportations gambiennes. La forte teneur en aflatoxines et en acides gras libres de l'arachide et de l'huile d'arachide la rendait impropre à l'exportation vers les marchés de l'arachide de l'UE. Les produits gambiens étaient plutôt destinés à être utilisés comme aliments pour oiseaux de faible valeur. Confrontée à des coûts post-récolte élevés en raison d'une infrastructure délabrée, la

GGC a eu du mal à absorber cette baisse des prix. La GGC a perdu son accès au marché international et les agriculteurs ont perdu leur seul point de vente.

Les petits producteurs d'arachide se sont tournés vers les marchés et les négociants informels pour obtenir immédiatement des liquidités pour leurs produits, souvent à des prix plus que modiques. Au fil du temps, cela a entraîné une baisse progressive de la production d'arachide, mettant en péril l'ensemble de la chaîne de valeur de l'arachide.

Le Groupe de la BID a élaboré une approche intégrée pour relancer le secteur de l'arachide en Gambie et permettre aux petits exploitants d'accéder à nouveau aux marchés internationaux. Les interventions du Groupe ont été ciblées sur l'ensemble de la chaîne de valeur, mais plus particulièrement sur les activités de post-production, afin de permettre au pays d'accéder à des marchés de produits à forte valeur ajoutée.

L'objectif du programme était de moderniser, d'élargir et d'améliorer l'efficacité des activités de la GGC, afin qu'elle soit en mesure de : 1) maintenir sa part de marché ; 2) se positionner au sommet de la chaîne de valeur de l'arachide pour améliorer sa rentabilité ; et 3) préserver et accroître le revenu de 70% de la population rurale engagée dans la production d'arachide.

Ce programme novateur à l'échelle du Groupe s'appuie sur une approche à trois volets pour atteindre ses objectifs :

- 1) Fournir une ligne de financement continue de 14 millions USD pour la GGC par l'intermédiaire de la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), en vue de financer l'achat d'arachide aux agriculteurs à des taux favorables ;

- 2) Établir un programme d'investissement pour améliorer les infrastructures de détection, de classement, de transformation, de transport et de commercialisation des aflatoxines de la GGC afin d'améliorer la qualité de la production, de renforcer les procédures de classement et de contrôle de la qualité, et de réduire les coûts opérationnels ; et
- 3) Fournir une assistance technique pour améliorer la gouvernance de la GGC et remédier aux goulets d'étranglement de la production.

L'un des principaux objectifs du programme d'investissement était d'améliorer la qualité du produit et de réduire la teneur en aflatoxines dans les opérations de post-production pour permettre à la Gambie d'accéder aux marchés plus lucratifs de l'arachide transformée et comestible.

Le programme aura de nombreux avantages, non seulement pour le sous-secteur de

l'arachide, mais aussi pour l'économie dans son ensemble, qui compte sur l'arachide comme principale source de diversification des exportations et de devises. La croissance du secteur signifie qu'un demi-million de ménages agricoles disposeront des liquidités nécessaires pour accéder aux services sociaux tels que les soins de santé et l'éducation. En outre, pour de nombreux Gambiens, l'arachide est la seule source de protéines et un moyen important de prévenir les carences nutritionnelles chez les adultes comme chez les enfants.

Pour le sous-secteur et ses intervenants, le programme rétablit les recettes d'exportation perdues en raison du déclassé des produits à base d'arachide comme aliments pour oiseaux et, en fait, les producteurs gambiens étaient confrontés à une perte totale d'accès aux marchés étrangers, car même les normes commerciales pour les aliments d'oiseaux ont été relevées. Le programme permettra de préserver et d'accroître le niveau de vie socio-économique de 500 000 agriculteurs engagés dans la



culture de l'arachide. Par ailleurs, il réduira les menaces pour la santé de la population et du bétail, causées par l'ingestion quotidienne très élevée d'arachide et de produits à base d'arachide contaminés par l'aflatoxine, ce qui a contribué à une augmentation de l'incidence du cancer du foie.

Tout cela sera stimulé par la relance de la GGC en tant qu'entité à but lucratif, qui verra ses bénéfices passer de 1,5% environ à plus de 17% dans un court laps de temps après la modernisation de son infrastructure physique et institutionnelle. Elle espère retrouver sa part du marché de l'arachide « cueillie et triée à la main » et, en fait, se lancer sur le marché lucratif des produits de confiserie. La GGC se développera dans le domaine du briquetage et adoptera des méthodes de production d'électricité durables utilisant la technologie de cogénération reposant sur des coques d'arachide, ce qui lui permettra d'économiser plus d'un million de dollars par an en coûts opérationnels. La relance de la GGC est de bon augure pour le rétablissement de l'accès des petits producteurs aux marchés formels.

Le secteur de l'arachide en Gambie montre l'importance de la modernisation des systèmes de production locaux pour répondre aux exigences modernes émergentes des chaînes de valeur intégrées au niveau mondial, qui favorisent souvent les grands agriculteurs. Des efforts concertés et opportuns sont nécessaires de la part des gouvernements dans le domaine des politiques, ainsi que de la part des financiers des secteurs public et privé, pour catalyser les changements nécessaires en temps opportun. L'incapacité du secteur alimentaire à répondre rapidement aux nouvelles demandes et exigences des acheteurs peut réduire, voire éliminer l'accès aux marchés que les pays en développement tiennent traditionnellement pour acquis.

Parier sur les petits exploitants pour stimuler la croissance rurale au Maroc

En 2008, le Gouvernement marocain a engagé de profondes réformes structurelles et sectorielles. Parmi elles figurait le Plan Maroc vert (2008-2020) – un programme de transformation visant à réorganiser le secteur agricole dans le pays. Le Plan a été lancé en avril 2008 dans le but général d'améliorer le climat des affaires agricoles et de renforcer la compétitivité du secteur de manière à favoriser une croissance économique inclusive. Le Plan repose sur deux piliers majeurs :

- Le premier vise à développer une agriculture moderne, efficace et à forte valeur ajoutée, appuyée par les investissements du secteur privé. Il s'agit ici d'améliorer la productivité de la grande agriculture commerciale et de renforcer la compétitivité des produits agricoles marocains sur les marchés internationaux.
- Le deuxième pilier soutient les groupes marginalisés et les petits exploitants agricoles dans le but de développer les chaînes de valeur des cultures à forte valeur ajoutée (par exemple, les olives et autres cultures fruitières).

La BID fournit au gouvernement marocain un montant total de 80 millions USD pour appuyer les efforts visant à utiliser les terres marginales pour la culture de l'olive, une culture à forte valeur ajoutée. Parmi les bénéficiaires figurent environ 18 000 petits oléiculteurs (avec des exploitations de moins de 5 hectares) qui sont engagés non seulement dans la production d'olives, mais aussi dans la transformation et la commercialisation de l'huile d'olive.

Le projet soutient ces agriculteurs dans trois domaines majeurs : 1) l'amélioration des infrastructures d'irrigation et de la gestion de l'eau ; 2) le développement des plantations d'oliviers qui couvrent maintenant une superficie totale de 18 615 hectares, ainsi que la construction et l'exploitation de 18 installations de transformation d'olives d'une capacité totale de 1 600 TM par jour ; et 3) la construction d'environ 50 km de routes rurales pour améliorer l'accès au marché. Des fonds ont également été fournis pour renforcer la base de connaissances et la capacité de gestion des petits exploitants agricoles participants.

Emplacement du Projet : Sur la base d'une évaluation des besoins de la communauté, ainsi que du potentiel de développement et de la disponibilité des plans de développement, les activités du projet se sont concentrées sur 14 localités dans 5 régions : Fès-Meknès, Marrakech, Oriental, Beni Mellal-Khenifra et Tanger-Tétouan Al-Hoceima.

Impacts et résultats : Le projet, qui s'achèvera à la mi-2019, permettra aux agriculteurs participants de tripler leurs revenus. Les rendements moyens de l'oléiculture devraient passer de 2 TM/ha à 4 TM/ha et, parallèlement à l'expansion des superficies, le volume de production devrait passer de 4 620 TM à 75 000 TM d'ici 2020. La capacité de transformation des bénéficiaires devrait également passer de 1,1 million de TM à 2,2 millions TM. À ce jour, le projet a permis de planter 10 000 hectares supplémentaires, soit 57% de l'objectif final. D'ici mi-2018, la superficie plantée atteindra 15 700 hectares. Les agriculteurs regrouperont leur production agricole à des fins de commercialisation et le projet renforcera leurs liens avec les opérateurs commerciaux du secteur privé. Les petits

exploitants auront ainsi accès aux nouvelles technologies et établiront des liens plus étroits avec le marché. La construction des 18 usines de transformation est une contribution importante de la BID à la mise en œuvre du plan directeur du gouvernement du Maroc pour la transformation des olives. Les unités de transformation financées par la BID desserviront une zone de plantation d'oliviers existante beaucoup plus vaste. Le projet de la BID sur la chaîne de valeur de l'huile de l'olive contribuera à faire du Maroc l'un des cinq premiers producteurs d'huile d'olive au monde et se traduira par une amélioration substantielle de la qualité.

Le financement du commerce au service des petits exploitants agricoles

La Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), membre du Groupe de la BID, a été créée en 2008. Au cours des cinq dernières années, elle a redoublé d'efforts pour faire en sorte que les petits exploitants bénéficient des produits de base des marchés mondiaux. Ces efforts créent des emplois, améliorent la productivité, réduisent la pauvreté et renforcent la sécurité alimentaire dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Depuis sa création, la SIFC a fourni 4,7 milliards USD pour le financement de produits de base des pays membres, principalement dans la région de l'Afrique subsaharienne. En 2017, l'agriculture représentait la plus grande part (59%) du portefeuille de financement du commerce extérieur de la SIFC en Afrique subsaharienne, principalement le coton et l'arachide. Le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et la Gambie sont les principaux bénéficiaires du financement de la SIFC (voir encadré).



En reconnaissance du partenariat stratégique entre la SOFITEX et la SIFC

« Malgré un environnement de marché difficile, la SIFC, en tant que l'un des partenaires stratégiques de la SOFITEX, fournit environ 36% des besoins de financement de l'entreprise. Le financement de la SIFC permet à la SOFITEX d'être efficace et efficiente dans l'achat et le transfert des semences de coton et l'égrenage. Grâce à l'amélioration de l'efficacité des opérations, les producteurs de coton et autres partenaires sont payés à temps, ce qui a un impact direct sur le bien-être socio-économique de notre société. En outre, le financement reçu de la SIFC contribue également au commerce intra-OCI, où 33% environ de nos commandes proviennent des pays membres de l'OCI ».

– M. Wilfried A. G. Yameogo, PDG de SOFITEX

Source : Rapport annuel SIFC 2017



Soutenir les marchés des intrants et des produits pour maximiser l'impact

En 2014, la SIFC a lancé sa deuxième initiative commerciale pour l'Afrique (2014-2019), laquelle comprend le financement des intrants pour les petits exploitants agricoles qui produisent des denrées d'exportation. Dans le cadre de cette initiative, la SIFC a pour objectif d'augmenter son financement total en faveur des petits exploitants agricoles en Afrique subsaharienne à 1 milliard USD d'ici 2019. Le modèle de financement des intrants (semences et engrais améliorés) améliorera la productivité agricole, en particulier des cultures de base qui sont essentielles à la sécurité alimentaire dans les pays membres. La combinaison du financement des exportations de produits de base et du financement des intrants devrait accroître considérablement l'accès des agriculteurs à des marchés rémunérateurs.

Enseignements retenus

- Les politiques et les règlements qui favorisent le renforcement de l'agriculture sont essentiels à la commercialisation des produits des petites exploitations agricoles.
- Le développement de la chaîne de valeur contribue à l'amélioration de la productivité, en plus de relier les agriculteurs aux marchés.
- Les petits exploitants paieront les intrants et les services de vulgarisation s'ils ont accès au savoir-faire et à des marchés garantis. C'est le cas de l'agriculture sous contrat des producteurs d'arachide gambiens présentés ci-dessus.
- Le secteur arachidier de la Gambie démontre qu'avec des investissements appropriés dans l'infrastructure, les petits exploitants opérant dans des systèmes

de production locaux peuvent répondre aux normes et aux exigences des chaînes de valeur intégrées au niveau mondial, qui favorisent souvent les grands agriculteurs.

Conclusion

Aujourd'hui, un nombre significatif de pays membres du Groupe de la BID sont de grands producteurs de blé (Pakistan, Turquie, Iran, Kazakhstan, Égypte, Maroc et Ouzbékistan), d'orge (Turquie, Kazakhstan, Maroc), de manioc (Nigéria, Indonésie, Mozambique, Cameroun, Sierra Leone, Bénin), de maïs (Indonésie, Nigéria), de mil (Nigéria, Niger, Mali, Burkina Faso, Tchad, Sénégal), de pomme de terre (Bangladesh, Iran, Algérie, Égypte), de riz (Indonésie, Bangladesh, Pakistan, Égypte) et de sorgho (Nigéria, Soudan, Burkina Faso). L'élevage est également important pour l'économie et les moyens de subsistance de la majorité des pays membres. Toutefois, la plupart des chaînes de valeur de ces produits ne sont pas assez développées et elles sont, dans leur grande majorité, locales.

Au cours des cinq dernières années, de nombreux pays membres de la BID, en particulier les PMMA, ont mis davantage l'accent sur la commercialisation par les petits exploitants. Le principe sous-jacent de ce changement – d'une focalisation étroite sur la sécurité alimentaire par l'amélioration de la productivité au développement des chaînes de valeur et des agro-industries – découle du fait que les pays en développement réalisent l'importance des marchés pour améliorer le niveau de vie des petits exploitants et des ménages ruraux. L'ouverture des marchés aux petits exploitants peut stimuler l'esprit d'entreprise et le développement des entreprises, en créant des emplois pour une population de jeunes en croissance rapide.

Le Groupe continuera d'appuyer les efforts déployés par les pays membres pour améliorer l'infrastructure des marchés de manière à assurer un accès inclusif à des marchés rémunérateurs et à offrir les opportunités nécessaires à la commercialisation de l'agriculture de subsistance. Cela permettra aux petits exploitants agricoles de passer des marchés informels à des marchés formels et structurés. Le Groupe appuiera les efforts visant à renforcer le rôle du secteur privé dans le développement des chaînes de valeur, ainsi que d'initiatives visant à mobiliser des financements, à fournir des mécanismes efficaces de prestation de services et à contribuer à la recherche agricole. Le Groupe continuera d'assurer le financement du commerce des produits de base stratégiques qui sont d'une importance capitale pour les économies des PMMA.

Références

- Commission sur la croissance. (2008). The growth report: strategies for sustained growth and inclusive development. Banque mondiale. Accessible au : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/6507>. Consulté le 12 mars 2018.
- Ferris, S., Robbins, P., Best, R., Seville, D., Buxton, A., Shriver, J., and E. Wei. (2014). Linking smallholder farmers to markets and the implications for extension and advisory services. MEAS Brief, 4(10) :13-14.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. (2009). The 2008 Food Price Crisis: Rethinking Food Security Policies, Intergovernmental Group of 24, G-24 Discussion Paper Series, Auradha Mittal, No. 56.





Chapitre 8

Autonomisation des communautés locales pour réaliser le développement durable

Momodou L. Ceesay¹ et Jemal Mahmud²

Messages clés

- L'appui budgétaire et politique des pouvoirs publics est essentiel pour que les programmes de développement rural intégré puissent s'enraciner efficacement. Le Groupe de la BID s'est engagé à aider ses pays membres à atteindre cet objectif, et de manière à accroître et à maintenir les résultats acquis.
- La continuité et la durabilité des projets de développement rural intégré peuvent être assurées grâce à la participation active des bénéficiaires des projets, de leur phase initiale à leur achèvement.
- Les nouvelles innovations, y compris celles qui améliorent la productivité et relient les agriculteurs aux marchés, sont des points d'entrée essentiels. Les interventions précoces doivent être axées sur les gains rapides.
- La programmation du développement rural intégré requiert le renforcement de la capacité d'exécution des institutions nationales. L'engagement auprès des parties prenantes concernées, y compris le secteur privé, est également une composante intégrante du processus nécessaire à l'obtention et au maintien des résultats acquis.

Introduction

L'approche du développement communautaire intégré a été adoptée par les gouvernements, les organisations de développement et les ONG lors de la mise en œuvre de divers projets communautaires. Le Modèle de développement communautaire intégré (MDCI) permet aux communautés d'exercer un contrôle sur la planification, les décisions et l'utilisation des ressources liées aux interventions de développement (Banque islamique de développement, 2016a). Cette approche a produit des résultats remarquables dans l'agriculture et les

programmes de développement rural dans les pays membres de la BID (Banque islamique de développement, 2016 b ; Nkonya et al, 2012).

Modèles de développement communautaire intégré

En Afrique subsaharienne, la plupart des pays membres de la BID sont confrontés à la baisse de la production alimentaire, à la faiblesse des revenus des ménages et au manque d'accès aux services de base tels que les soins de santé primaires, l'éducation, l'eau potable et l'assainissement. Pour toutes ces raisons, il s'avère fort probable que la plupart de ces pays n'atteindront pas les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) de 2015. Le modèle de Projet de Villages du

1 Pratiques mondiales de l'agriculture, BID (MCeesay@isdb.org)

2 Hub régional de Kampala, Ouganda, BID

Millénaire (PVM) était attrayant, car il avait été spécialement conçu pour atteindre les OMD. Le concept de Projet de Villages durables (PVD) a également été présenté comme programme phare et mis en œuvre conjointement avec les PVM. En raison des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets, la BID a travaillé en étroite collaboration avec la *Millennium Promise Alliance* (MPA) de *Earth Institute*, à New York, par l'intermédiaire de son agence affiliée, le *Millennium Development Goals Center* (Centre pour les objectifs de développement du Millénaire), basée à Nairobi (Kenya) et à Dakar (Sénégal). L'objectif du partenariat avec la MPA était de fournir un appui technique et des conseils aux divers organismes chargés de la mise en œuvre du projet.

Vous trouverez ci-dessous un bref aperçu des projets et programmes sélectionnés de développement communautaire intégré (MDCI). L'approche du MDCI est adoptée dans les études de cas de PVD et de PVM dans des pays membres spécifiques, en mettant en relief les défis et les enseignements retenus.

Programme de Villages durables

Les Conseils de la BID et du Fonds de Solidarité islamique pour le développement (FSID) ont approuvé, en mai 2011, le concept du Projet de Villages durables, et ont chargé leurs instituts respectifs de procéder à son lancement, au plus tard cette année, avec des projets pilotes à grande échelle au Tchad et au Soudan. Des prêts de 120 millions USD ont été approuvés, ainsi que des subventions de 1,2 million USD, le total devant être réparti équitablement entre cinq pays cibles (Tchad, Guinée, Mozambique, Soudan et le Kirghizistan).

Le PVD se présente comme une initiative ouverte impliquant plusieurs donateurs afin d'attirer et de faciliter la collaboration entre les partenaires nationaux et internationaux dans le cadre des projets. En ce qui concerne le développement local à la base, deux approches principales ont été testées et éprouvées au fil des ans. Le PVD emprunte les meilleures pratiques tirées de deux approches de développement internationalement reconnues : 1) la méthode de développement institutionnel local, qui renforce directement les autorités locales et la gouvernance ; et 2) l'approche d'autonomisation des communautés, qui met l'accent sur le renforcement des capacités des personnes dans les communautés cibles. L'approche MDCI s'est révélée un outil populaire de mise en œuvre des PVD (et des PVM) car elle rassemble les membres de la communauté, les organisations locales et les représentants des gouvernements dans le cadre d'une série de programmes de renforcement des capacités, ce qui encourage et renforce les liens institutionnels directs entre les communautés cibles et les organismes gouvernementaux.

Grâce à cette approche, le financement du Groupe de la BID est devenu davantage axé sur la demande, en se concentrant à la fois sur les activités de développement rural génériques (y compris les services sociaux de base) et sur la construction d'infrastructures agricoles. Cette réactivité aux priorités communautaires a contribué à réduire les écarts socio-économiques au sein des communautés cibles.

Depuis l'approbation du programme, le Groupe a financé plusieurs projets et ajouté trois pays bénéficiaires : le Mali, le Sénégal et l'Ouganda (Tableau 8.1).

Tableau 8.1 : Le financement de la BID aux PVD et PVM (million USD)

Pays	Projet	Montant du Financement	Bénéficiaires cibles
Tchad	SVP	11,7	45 000
Guinée	SVP	12,0	37 000
Kirghizstan	SVP	20,1	118 000
Mozambique	SVP	9,0	65 000
Soudan	SVP	20,0	45 000
Mali	MVP	8,0	55 000
Sénégal	MVP	20,0	60 000
Ouganda	MVP	9,0	150 000

Dans la conception de ses PVD et PVM, la BID a tenu compte de l'expérience et des capacités limitées des collectivités locales et des organisations communautaires. La Banque a adopté une approche mixte ascendante et descendante, et a travaillé en étroite collaboration avec le Millenium Promise Alliance de Earth Institute (Université Columbia de New York), afin d'intégrer les meilleures pratiques internationales visant à rendre ses projets efficaces et efficients, en particulier les PVD qu'elle a financés.

Pour renforcer les capacités des communautés bénéficiaires et consolider leur contribution aux projets, les PVD ont été conçus en s'appuyant sur une approche de « financement en bloc », ce qui signifie que des fonds d'un montant fixe sont alloués aux interventions dans chaque secteur. Ainsi, chaque communauté a pu élaborer et prioriser les interventions en fonction de leurs coûts unitaires par rapport au montant fixe des fonds disponibles pour la mise en œuvre. Toutefois, cela peut entraîner des coûts par habitant plus élevés pour une intervention donnée, et, ipso facto, entraver la capacité des gouvernements bénéficiaires de reproduire le travail en utilisant leurs propres ressources.

Projets à effets rapides

Malgré quelques défis majeurs, les PVD et PVM en Guinée, au Mozambique, en Ouganda, au Soudan, au Sénégal et au Mali ont enregistré des résultats rapides et remarquables. Au **Soudan**, par exemple, la mise en œuvre des PVD à Kulbus et dans l'ouest du Darfour a apporté une solution à court terme, mais de grande portée, au conflit de plus de 10 ans opposant les agriculteurs et les communautés nomades de la région (connus localement comme les Janjaweed). Grâce au projet, dix-neuf (19) puits de forage ont été réalisés afin d'accroître l'approvisionnement en eau potable dans la région, pour la consommation humaine comme animale, ce qui a permis d'éliminer au moins une source majeure de conflit entre les Janjaweed nomades et les petits exploitants agricoles. Plus important encore, le projet a offert aux deux factions en conflit une plateforme commune qui a permis de se réunir et de discuter pacifiquement sur les moyens de résoudre leurs différends.

En matière de services de santé, le PVD a doté l'hôpital d'une quantité suffisante de médicaments, de matériel médical essentiel et de mobilier, de cinq ordinateurs de bureau et de deux groupes électrogènes. Le projet a procédé à la rénovation de l'hôpital, qui a retrouvé un

nouveau visage. Une contribution similaire a été apportée aux écoles secondaires de garçons et de filles de Kulbus, à travers un don de chaises et tables-bancs à environ 300 élèves et la rénovation des deux bâtiments scolaires.

Le projet a également permis de créer des opportunités d'emploi, particulièrement pour les femmes et les jeunes. La plupart de ceux qui ont terminé leurs études ont maintenant un emploi et un nombre raisonnable de jeunes gagnent actuellement des revenus réguliers en travaillant pour le projet en tant que facilitateurs communautaires et agents de vulgarisation.

Au **Mozambique**, les jeunes représentent 59% environ de la population totale du district de Molumbo Sedi. De ce fait, la stratégie d'intervention du PVD est largement axée sur le renforcement des capacités, en particulier celles des femmes. Quarante jeunes (principalement des femmes) ont suivi une formation en alphabétisation pour adultes et 480 femmes, dont 77 jeunes, ont été formées en matière de nutrition. Douze jeunes femmes ont même bénéficié d'une formation à la production d'émissions radio destinées aux jeunes et aux femmes.

Pour assurer la sécurité alimentaire et réduire la malnutrition, la production maraîchère est encouragée au niveau des communautés du District de Molumbo Side (Province de Zambézie) qui participent au PVD. Selon le recensement de 2017, ce district compte 62 000

habitants, dont près de 68% de femmes. Des visites régulières sont effectuées par les agents de vulgarisation du projet, qui dispensent une formation sur le terrain et assurent le suivi des progrès réalisés par les agriculteurs de la zone. Les activités de formation sont axées sur les techniques de production du maïs, des haricots, du soja et de divers autres légumes. Le Tableau 8.2 montre l'impact de ces interventions sur les revenus au cours de la campagne agricole 2016/17, par rapport à l'année précédente 2015/16.

Le principal objectif du PVD au Mozambique est de promouvoir le transfert de technologie et les innovations visant à améliorer la productivité agricole et à renforcer le développement socio-économique des communautés couvertes par le projet. À cette fin, l'accent a été mis sur la nécessité de garantir l'accès accru des femmes aux services de base, ainsi que l'accroissement et l'amélioration des opportunités socio-économiques.

En **Ouganda**, le PVM soutenu par la BID a enregistré des progrès remarquables, y compris, mais non exclusivement, la construction de plusieurs routes d'accès communautaires. Grâce à ses efforts de réhabilitation des routes, le PVM en Ouganda a réussi à ouvrir une route d'accès abandonnée, dont la dernière traversée par un véhicule date de 1968. Cette route est maintenant utilisée par

Tableau 8.2 : Accroissement du revenu moyen généré par des cultures spécifiques sur deux campagnes agricoles, 2015/16 et 2016/17, dans le district de Molumbo (Mozambique)

Crop	2015/2016	2016/2017	% Change
Maïs	6 421	9 766	+52,1
Haricot	2 432	9 052	+272,2
Divers légumes	10 000	10 312	+3,1
Soja	1 612	1 641	+1,8

Source: SVP Annual Progress Report 2017



Dans le cadre du PVD-Mozambique, des agriculteurs du village de Malico en formation sur l'utilisation des bonnes pratiques agricoles pour développer et produire des cultures horticoles de grande valeur.

20 à 30 camions de dix tonnes transportant vers les marchés de Kampala des bananes matoke provenant des fermes.

Le projet a également construit ou réhabilité un certain nombre d'établissements de santé, y compris un hôpital régional dans le district d'Isingiro avec des logements destinés au personnel, pouvant accueillir trois médecins et jusqu'à sept infirmières.

En ce qui concerne l'éducation, le projet a réhabilité un certain nombre d'écoles et fourni des produits et des services d'appui (y compris des serviettes hygiéniques pour les filles), mesure qui a permis de renforcer la rétention des élèves. Des élèves de la troisième année sont exposés à l'utilisation des technologies de l'information par le biais de cours d'informatique introduits dans des écoles sélectionnées des districts d'Isingiro et de Ruhira.

Grâce aux efforts conjugués des parents et des enseignants, un programme de cantine scolaire durable a été introduit dans diverses écoles. Un mécanisme a été mis en place pour permettre aux écoles de collaborer avec les coopératives agricoles pour l'approvisionnement de chaque

cantine scolaire en produits alimentaires. Grâce à la nature intégrée de ce projet, les agriculteurs ont pu intensifier le recours aux services vétérinaires pour leur bétail, améliorer la qualité de leurs races bovines et renforcer l'aviculture dans les deux districts, aussi bien par les agriculteurs individuels que par les écoles.

Vous trouverez ci-dessous certains des indicateurs de résultats clés pour les interventions des Phases I et II des PVM à Isingiro et à Ruhira, en Ouganda :

- Le pourcentage de ménages disposant de suffisamment de nourriture pouvant couvrir l'année est passé de 20% à 85% ;
- Les pertes après récolte ont été réduites de 30-50% à moins de 10% ;
- Le revenu moyen des ménages dans la Phase II du PVM a augmenté de moins de 5 USD par an à 1 760 USD (environ 6 400 000 UGX) par an.
- La prévalence d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale a baissé, passant de 11% à 8% ;

- La proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance sévère ou modéré a baissé, passant de 50% à 42% ;
- La proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation sévère ou modérée a baissé, passant de 3% à 0% ;
- La proportion de ménages vivant avec moins d'un dollar par jour a été réduite de 60% à 18,6% environ ;
- La parité des sexes dans l'enseignement primaire a augmenté de 1,05 à 1,07 ;
- La proportion de femmes ayant suivi les quatre visites prénatales recommandées au cours de leur grossesse s'est accrue, passant de 33% à 85% ;
- En outre, l'accouchement par un personnel qualifié a augmenté, passant de 9% à 90% ;
- Les rendements des haricots sont passés de 0,5 à 2,0 TM/ha, tandis que ceux du maïs sont passés de 0,7 à 3,8 TM/ha ;
- La sécurité alimentaire est désormais assurée à 95% de la population de la zone du projet, pendant toute l'année ; et
- 61% des membres des Isingiro District Savings and Credit Cooperatives (SACCO) (Coopératives d'épargne et de crédit du district d'Isingiro) sont des femmes.

La Phase 2 du PVM en Ouganda a adopté une approche basée sur le genre pour toutes ses interventions dans le cadre du projet, y compris dans le secteur de l'agriculture. Le tableau 8.3 présente une répartition par sexe des activités mises en œuvre dans le cadre de cette même phase.

Interventions clés et réalisations du PVM au Sénégal

Agriculture et agro-industrie

L'objectif général du PVM à Potou (dans la zone des Niayes au Sénégal) était d'appuyer les efforts des communautés cibles du projet visant à atteindre les OMD. L'agriculture et l'agroalimentaire étaient essentiels à la réalisation des objectifs du projet, étant donné que 65% des habitants de la région tirent leurs moyens de subsistance de ce secteur. Ce PVM visait à accroître la productivité agricole en fournissant des intrants agricoles de qualité et en renforçant les services des coopératives pour renforcer leur efficacité, leur productivité et leur rentabilité, en les transformant en entreprises durables capables de fournir des services de qualité à leurs membres.

Renforcement de la productivité agricole

L'accès limité à l'eau pour l'irrigation constitue la principale cause de la faible productivité agricole dans la zone du projet ; et l'amélioration de cet accès grâce au PVM a augmenté de manière considérable la production et la productivité des agriculteurs concernés. L'initiative a permis d'améliorer la qualité des sols et des cultures et, finalement, des améliorations durables au niveau des rendements. Le Projet collabore avec l'Université Columbia sur un projet pilote conjoint d'irrigation à l'énergie solaire. La conception de base du système intègre des points centraux de production d'énergie à partir de panneaux solaires alimentant 4 à 7 pompes submersibles différentes. Les pompes puisent l'eau des puits de forage situés sur les sites agricoles irrigués. Le projet pilote est mis en œuvre à Gabar, dans la zone de Niayes (zone côtière de basse altitude), du cluster PVM, où la nappe phréatique est proche

Tableau 8.3 : Résumé des activités et impacts de la Phase II du Projet de Villages du Millénaire – Ouganda

Activité du Projet	Impact de l'activité	Nbre d'agriculteurs bénéficiaires	
		Femmes	Hommes
Construction d'ouvrages de conservation des sols dans les fermes (1 000 km)	<ul style="list-style-type: none"> Des agriculteurs bien informés sur les pratiques de conservation des sols Amélioration de la productivité des cultures 	3 500	3 600
Formation des agriculteurs aux bonnes pratiques agronomiques, y compris la gestion intégrée de la fertilité des sols et l'utilisation des engrais organiques et inorganiques	<ul style="list-style-type: none"> Des agriculteurs bien informés sur les bonnes pratiques agronomiques, y compris la gestion intégrée de la fertilité des sols Amélioration de la productivité des cultures 	4 100	6 000
Formation des encadreurs à l'amélioration du traitement après récolte	<ul style="list-style-type: none"> Des agriculteurs bien informés sur les technologies post-récolte Sécurité alimentaire renforcée (réduction du nombre de mois de famine de 5 à 1) 	1 961	2 958
Procuration et distribution des équipements de stockage de céréales sous vide	<ul style="list-style-type: none"> Accès des agriculteurs à des installations appropriées pour stocker leurs produits. Sécurité alimentaire renforcée 	400	400
Fourniture de vaches frisonnes aux agriculteurs (60 génisses)	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la nutrition et des revenus des ménages grâce à la vente de lait 	28	32
Fourniture de plants agroforestiers et d'arbres fruitiers aux agriculteurs (5 millions de plants)	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la couverture végétale dans la zone du projet Meilleur accès des ménages aux produits arboricoles et à base de fruit Amélioration de la nutrition (disponibilité d'arbres fruitiers et de bois de chauffage pour la cuisine) 	4 220	4 180

Tableau 8.3 (suite)

Activité du Projet	Impact de l'activité	Nbre d'agriculteurs bénéficiaires	
		Femmes	Hommes
Formation des agents de vulgarisation de l'agriculture et de l'élevage communautaires aux méthodes de vulgarisation appropriées	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure connaissance des méthodes de vulgarisation efficaces 	20	40
Promotion de la diversification des cultures et de l'élevage dans les fermes	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification des sources diversifiées pour l'alimentation et la nutrition • Amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus 	1 500	1 440
Augmentation du nombre des membres des coopératives agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Accès plus facile aux intrants agricoles • Meilleur pouvoir de négociation, amélioration de la qualité et de la quantité des produits agricoles, de la valorisation et des revenus des ménages 	20 650	9 450
Augmentation du nombre des membres des Coopératives d'épargne et de crédit (SACCO)	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleur accès aux facilités de crédit 	22 378	14 266



Agriculteurs ougandais s'initiant aux soins du bétail au cours de l'une des nombreuses sessions de formation (à gauche) et volaille distribuée à la coopérative d'Abarikuntuma (à droite)



Répliques communautaires pilotes à Isingiro, en Ouganda

de la surface. Les agriculteurs connectés au système cultivent principalement des oignons, ainsi que d'autres légumes (carottes et tomates) mais à plus petite échelle. Compte tenu de la demande en matière d'irrigation, le système bénéficie d'un fort potentiel pour être commercialement viable. Le projet a un potentiel énorme pour répondre aux besoins en irrigation des agriculteurs, non seulement dans le nord du Sénégal, mais également dans d'autres régions du pays. Pour la prochaine étape, un financement s'avère nécessaire pour l'intensifier.

D'autres agriculteurs utilisent d'autres formes d'irrigation, telles que des pompes diesel de grande capacité pour irriguer de grandes superficies. Chacun de ces sites dispose d'un forage d'une capacité de 60 m³ d'eau par jour. Dans la zone des Niayes, on compte 24 parcelles horticoles d'un hectare chacune (équipés de motopompes et de mini-forages) utilisés par 120 agriculteurs (disposant chacun de 2 000 m² environ) pour produire des oignons. Les systèmes d'irrigation sont gérés par 13 différentes coopératives. Le rendement moyen en oignons est d'environ 30 TM/

ha et chaque agriculteur gagne 1 962 USD environ pour deux saisons de culture par an. Dans la zone du Dieri, le projet a introduit le maraîchage pour 320 bénéficiaires directs en mettant en place huit jardins communautaires de 4 hectares. Chaque jardin dispose d'un forage équipé et d'un système d'irrigation avec les bassins et les réservoirs d'eau nécessaires en place.

Ces jardins partagés ont un important potentiel pour devenir des entreprises génératrices de revenus dans leurs villages respectifs à long terme. Cependant, le projet peine à trouver des fonds suffisants pour achever la construction de nouveaux jardins et aider les agriculteurs à obtenir des crédits à la production à utiliser comme fonds de roulement. Les responsables des coopératives et les agriculteurs reçoivent une formation sur le leadership et la gestion des organisations ; l'amélioration des pratiques de gestion de l'eau ; l'entretien de l'équipement des jardins ; et sur les bonnes pratiques agronomiques. Dans l'ensemble, en termes de conception et d'ingénierie, les projets d'irrigation fonctionnent bien. Les pompes irriguent

et les agriculteurs produisent. Cependant, le maintien de l'exploitation dépend des agriculteurs qui effectuent les paiements convenus, et le taux de remboursement actuel des agriculteurs impliqués n'est que de 25%.

Principaux défis de la mise en œuvre du PVD et du PVM

Comme l'indiquait le FSID dans son Rapport annuel 2015 sur l'efficacité du développement, « La mise en œuvre d'un PVD est confrontée à de nombreux défis et contraintes, en particulier aux stades initiaux. Cela s'explique essentiellement par la nature complexe de la conception des projets. Le PVD, en particulier, comprend des interventions dans plusieurs secteurs (tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, les technologies de l'information, les routes rurales, l'énergie et la microfinance) ». En outre, la plupart des projets PVD et PVM sont situés dans des zones rurales isolées, ce qui rend difficile l'accès aux sites d'intervention. Il en résulte un coût élevé de la mise en œuvre du projet. Il est très difficile d'attirer et de retenir du personnel qualifié.



Système d'irrigation solaire à Gabar, au Sénégal

Enseignements retenus

- L'approche intégrée des modèles PVD / PVM peut être très efficace pour réduire la pauvreté en regroupant les investissements dans la santé, l'éducation, l'agriculture, l'eau, l'énergie et les infrastructures (par exemple, les routes rurales) ;
- L'environnement communautaire et la participation à la conception des activités du projet améliorent l'appropriation et la durabilité ;
- La flexibilité des procédures de passation des marchés contribue considérablement à accélérer la mise en œuvre, en temps opportun, des PVD et des PVM ; et
- Le coût élevé par habitant noté dans le cadre des programmes MDCl (Modèle de développement communautaire intégré) peut être compensé par l'établissement de partenariats public-privé.

Conclusion

Il est évident que les PVD et les PVM, en tant que modèles d'approches de développement pilotées par les



Activités d'irrigation dans le Dieri, au Sénégal

communautés, peuvent avoir des impacts réels sur les communautés rurales en très peu de temps. Le prochain défi consiste donc à identifier des mécanismes permettant de reproduire et d'intensifier les avantages pour les nombreux pays d'Afrique et d'autres régions pouvant tirer parti d'une approche intégrée pour parvenir à un développement holistique dans l'agriculture et les secteurs connexes. Comme le montrent les études de cas par pays présenté ici, les solutions commencent par un renforcement de l'appropriation et de la base de connaissances des communautés bénéficiaires. À cette fin, il est nécessaire d'avoir l'appui du personnel technique qualifié et expérimenté des institutions nationales chargées de l'exécution du programme. Dans certains pays, il existe des limites à ce niveau, d'où la nécessité de l'implication des institutions internationales ou locales qui peuvent apporter les compétences supplémentaires requises, et former les formateurs et les communautés sur la bonne mise en œuvre des composantes intégrées des programmes. Ces investissements sont essentiels pour obtenir les impacts souhaités. Cela requiert un soutien budgétaire proportionnel de la part des gouvernements et des partenaires de développement, au moins jusqu'à ce que le processus s'enracine, généralement

sur une période de 5 à 10 ans. De cette manière, le secteur privé et les communautés cibles pourront créer une dynamique et tirer largement parti des avantages du programme.

Références

- Banque islamique de développement. (2016a).
- Seminar on Indonesia's Integrated Community Driven Development (ICDD) Best Practices. Accessible au : <http://isdb-indonesia.org/idb-group-world-bank-joint-seminar-indonesias-integrated-community-driven-development-icdd-best-practices/>. Djeddah, Arabie Saoudite.
- Banque islamique de développement. (2016b).
- Community-driven development in Indonesia: People set their own priorities. IsDB Group Success Story Series: No. 32. Djeddah, Arabie Saoudite.
- Nkonya, E., Phillip, D., Mogue, T., Pender, J., and E. Kato. (2012). Impacts of community-driven development programs on income and asset acquisition in Africa: The case of Nigeria. *World Development*, 40(9) :1824-1838.



Chapitre 9

Au-delà de la microfinance : Financement inclusif du développement rural

Syed H. Alsagoff¹, Ahmad Surono², Mohamed Nasr³, Jemal Mahmud⁴, Khalid Jawahir⁵ et Kamal Jrad⁶

Messages clés

- L'approche de la BID en matière de financement rural offre un moyen durable et efficace de lutte contre la pauvreté rurale. Ce mode de financement permet au bailleur de fonds et au bénéficiaire de partager les risques et les avantages.
- Les institutions financières réaliseraient des bénéfices plus importants en intervenant en tant qu'entités commerciales que les banques dans les zones rurales.
- Le financement de la chaîne de valeur du Groupe est un excellent moyen d'étendre le financement rural à moindre coût.
- Les décideurs et les conseillers devraient habiliter les institutions de microfinance à renforcer les économies rurales en ajustant le cadre réglementaire.

Introduction

Les institutions de microfinance (IMF) conventionnelles ont particulièrement bien réussi à offrir un accès abordable au crédit dans les zones rurales. Néanmoins, il convient de s'interroger sur la différence entre le microfinancement conventionnel et le financement islamique, et analyser lequel pourrait fonctionner le mieux dans les pays membres.

Au cours des quarante dernières années, le financement rural a enregistré un nombre de réalisations – augmentation de la production alimentaire, amélioration du développement rural, réduction de la pauvreté rurale grâce au décaissement rapide des prêts subventionnés en faveur des populations cibles, et de la mise en place d'institutions locales durables

au service des pauvres. Dans les années 1960 et 1970, alors que la Révolution verte gagnait toute l'Asie, des employés de banques appartenant à l'État ont commencé à arriver dans les zones rurales à vélo, à moto ou en jeeps, à la recherche de villageois dignes de confiance et à qui ils pouvaient accorder des crédits. Ils y sont allés avec l'idée qu'ils pourraient aider à nourrir la population et à accroître la croissance économique rurale.

À la fin des années 1970 et au début des années 80, le débat a pris de l'ampleur et des critiques persistantes ont été émises quant à la viabilité et à l'efficacité du crédit accordé aux agriculteurs démunis par les gouvernements et les donateurs, par le biais de l'État. En effet, la plupart des programmes subissaient d'importantes pertes sur les prêts et devaient souvent procéder à une recapitalisation pour poursuivre leurs activités. Il devenait de plus en plus évident que des solutions fondées sur le marché étaient nécessaires, ce qui a conduit à une nouvelle approche qui considérait le microfinancement comme une partie intégrante du système financier global (Robinson, 2001).

1 Pratiques mondiales des investissements financiers islamiques, BID (SAlsagoff@isdb.org)

2 Unité de facilitation de la décentralisation, BID

3 Pratiques mondiales des investissements financiers islamiques, BID

4 Hub régional de Kampala, Ouganda, BID

5 Pratiques mondiales des investissements financiers islamiques, BID

6 Hub régional du Caire, Égypte, BID

Le Professeur Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank, a fortement préconisé l'adoption de cette approche (Odell, 2015). Il a démystifié les idées fausses selon lesquelles les couches rurales démunies n'étaient pas solvables et a pu démontrer de manière convaincante qu'en formant des groupes au niveau communautaire, la constitution d'une garantie n'était pas nécessaire - la pression sociale suffisait pour garantir que les membres du groupe rembourseraient leurs dettes à temps. Ainsi, les populations défavorisées des zones rurales, longtemps considérées comme trop pauvres pour pouvoir prétendre à un prêt bancaire traditionnel, pouvaient accéder au crédit. En peu de temps, le microfinancement est devenu populaire en tant que modèle économique viable. Le microfinancement s'est rapidement développé à mesure que les gouvernements, les donateurs et les institutions privées tentaient de reproduire l'approche.

Diverses études d'impact ont toutefois montré que les taux d'intérêt élevés (30% en moyenne) imposés aux pauvres donnaient des résultats mitigés dans la lutte contre la pauvreté ; et qu'il n'y a aucune preuve que le microcrédit entraîne une augmentation importante et durable des revenus et de la consommation des bénéficiaires (Odell, 2015). Ces études ont montré que les services financiers à eux seuls ne sont pas une panacée pour réduire la pauvreté. Néanmoins, la microfinance classique a réussi à fournir un accès au crédit à des millions de personnes dans le monde.

Les institutions de microfinance islamique face aux entités conventionnelles

La microfinance islamique et la microfinance conventionnelle fournissent toutes deux les trois services financiers destinés à aider les pauvres : créer des actifs générateurs de revenus ; stabiliser la consommation ; et protéger les entreprises contre les risques futurs. Les IMF islamiques ont débuté de la même manière que les institutions financières conventionnelles – mais elles ont adapté le modèle conventionnel aux principes islamiques. Il n'était donc pas surprenant que la plupart des IMF islamiques aient commencé avec le financement mourabaha (contrats de financement à rendement fixe) et que, par conséquent, leur efficacité en tant que moyen de réduction de la pauvreté soit restée limitée, à l'image de leurs homologues traditionnels.

Dans sa pratique initiale, la microfinance islamique offrait tous les avantages de la microfinance conventionnelle et a fini par être limitée par les mêmes difficultés affectant la microfinance conventionnelle. Elle est confrontée au défi de la réduction du coût du financement, en plus du fardeau supplémentaire que la complexité des instruments financiers islamiques impose au processus de financement dans son ensemble. Les institutions de microfinance appliquant des instruments conformes à la charia respectent la forme de financement, mais peinent à prendre



Murabaha Transaction

Dans le cadre d'une transaction mourabaha, l'IMF achète un actif pour le compte du client et le lui vend avec un bénéfice. Le client transmet à l'IMF une facture du fournisseur indiquant ce qu'il doit acheter (semences, engrais ou autres intrants, par exemple). La banque transfère les fonds au fournisseur et les vend au client avec un profit qui doit être remboursé en différé.



Salam Transaction

Les transactions Salam sont excellentes pour fournir un fonds de roulement aux petites entreprises, en particulier dans le domaine de l'agriculture. Salam fournit non seulement un fonds de roulement aux agriculteurs, mais il leur assure également un marché. Les IMF achèteront le produit auprès d'un agriculteur à un prix dégressif et lui avanceront les fonds pour l'achat d'intrants, la main-d'œuvre, etc., qui seront livrés pendant la récolte, six mois plus tard. Afin de tirer profit de la transaction, l'IMF négociera avec un acheteur afin de vendre la récolte attendue.

conscience de la manière de conduire les opérations de commerce et d'investissements avec la clientèle.

Une institution de microfinance islamique efficace doit se comporter davantage comme un commerçant et un investisseur que comme un banquier. Contrairement à un banquier, un commerçant ajoutera de la valeur à la transaction en fournissant des services de transport, en achetant en vrac à des prix de gros, en devenant propriétaire des biens échangés, et en commercialisant la marchandise. Ces caractéristiques sont celles d'une IMF islamique idéale, qui est une institution de partage des risques, ce qui l'éloigne clairement de la culture et du mandat habituels des banques. En finance conventionnelle, la participation à des transactions commerciales est considérée comme un passif inutile dont les institutions financières doivent se dispenser.

La finance islamique ne fait pas la distinction entre les fonctions du financier et de l'investisseur et impose aux IMF islamiques d'intervenir (prendre et déployer) des fonds de la manière la plus efficace et la plus prudente possible. L'idée d'une telle institution est de se concentrer plus sur les risques liés aux transactions que sur ceux liés au remboursement. Le financement sera fourni sur la base des opportunités commerciales existantes plutôt que sur la possibilité de rembourser le financement. Les IMF islamiques

ont la liberté de s'engager dans la chaîne de valeur et de mener des affaires avec leurs clients. Ce faisant, la microfinance islamique sert non seulement à assurer l'inclusion financière, mais aussi à démocratiser les opportunités commerciales. Par ailleurs, elles devraient pouvoir négocier un prix inférieur pour les actifs qu'ils achètent pour le compte de leurs clients. Avec le temps, elles pourront mieux comprendre les besoins de leurs clients. Elles peuvent identifier des produits et des fournisseurs populaires, et négocier des accords commerciaux préférentiels en tant qu'agent de vente en gros. Ils peuvent aussi acheter directement en vrac des semences ou des engrais auprès des fournisseurs et les vendre à leurs clients lorsque la demande se manifeste.

Récemment, les interventions de la BID ont encouragé l'adoption d'une approche globale de l'amélioration de l'économie par le biais d'une fusion complète du financement, du partenariat, du soutien à l'investissement des PME (financement de la chaîne de valeur) et d'autres services non financiers. Les programmes de la Banque dans ce secteur ont fourni un modèle plus durable et plus efficace de lutte contre la pauvreté. Ces programmes ont fourni de solides preuves d'impact positif, comme l'illustrent les deux études de cas suivantes sur la manière dont les interventions de la BID ont permis d'accroître l'accès à un financement abordable dans les zones rurales.

Comment les institutions financières ont-elles obtenu des rendements plus élevés en fonctionnant comme des entreprises commerciales ?

Les commerçants intervenant dans les zones rurales fonctionnent souvent comme un monopole et génèrent des profits élevés aux dépens des agriculteurs sans moyens. Ces derniers ne seront pas en mesure de convertir leur travail dans les champs en revenus aussi longtemps qu'ils seront victimes de deux types de prédateurs : « l'usurier » et « l'usurier intermédiaire ». Les usuriers intermédiaires vont souvent dans les zones rurales pour acheter des produits agricoles à bon marché à des agriculteurs désespérés. Dans de nombreux cas, ces deux usuriers sont la même personne et leurs activités asservissent de vastes communautés qui restent piégées dans le cycle de la pauvreté.

En Palestine, dans le cadre d'un programme de microfinance islamique appelé « Programme d'autonomisation économique des familles défavorisées » (DEEP), financée par la BID, l'IMF a fourni les matières premières et le fonds de roulement par le biais d'un accord Salam (achat anticipé) avec des coopératives féminines. Les femmes palestiniennes sont bien connues pour leur savoir-faire dans la production de maftoul (couscous palestinien). L'IMF commande la quantité de maftoul à produire auprès des coopératives féminines et leur paie à l'avance. À la date de livraison convenue, l'IMF reçoit le maftoul et l'exporte ensuite vers l'UE.

Le rôle de l'IMF dans la chaîne de valeur maftoul est de fournir un préfinancement pour les matières premières ; elle procède au marquage, à l'étiquetage et au conditionnement du produit en vue de son exportation. L'IMF veille à ce que la qualité du produit réponde aux normes européennes élevées, puis collecte et vend le maftoul aux exportateurs à des fins lucratives, comme l'illustre la Figure 9.1.



Figure 9.1 : Partage des risques via les transactions Salam dans un modèle de financement palestinien

En adoptant l'approche du commerçant (finance islamique), les deux parties, le client et l'IMF, récoltent les fruits de leur succès. Dans le cas du financement Salam, supposons que chaque femme ait besoin de 500 USD pour acheter des semences et vendre du maftoul pour un montant de 1 000 USD, puisque le taux de profit cible est de 20%, l'IMF passe un marché de maftoul pour un montant de 833 USD (1000/1,2). Elle négocie ensuite avec un acheteur pour un prix plus élevé de 30%, soit 1 300 USD. L'IMF reçoit le maftoul de ses clients (les femmes) et le vend à l'acheteur à 1 300 USD. La transaction génère 50% de bénéfices supplémentaires, soit 300 USD, dont 150 USD réalisés par les clients. L'IMF, appuyée par la BID a pu générer un profit plus important pour elle-même et pour ses clients, un scénario gagnant-gagnant généré par la capacité de l'IMF à jouer le rôle du négociant. Le rabais de 30% négocié par l'IMF correspond en réalité au taux des intermédiaires existant dans la chaîne de valeur. Par conséquent, en supprimant les intermédiaires, leurs avantages sont pris en charge par l'IMF et partagés avec ses clients, ce qui donne lieu à un scénario gagnant-gagnant. Cela a été possible parce que l'IMF islamique a pu négocier avec l'acheteur et obtenir un prix plus élevé que celui qu'aurait pu obtenir le client.

D'autre part, dans un résultat non rentable où le maftoul produit par les femmes n'atteint pas la qualité requise et doit être jeté, la perte sera partagée. Dans ce cas, les coopératives féminines (les clientes) perdront le montant investi en intrants (500 USD) si elles ont fait un emprunt auprès de l'IMF islamique. Si elles avaient emprunté à une IMF conventionnelle, elles seraient toujours tenues de payer le principal et les intérêts dus (650 USD).

Par conséquent, les femmes supportent moins de risques en s'engageant auprès d'une IMF islamique (150 USD). Les IMF islamiques perdront également le bénéfice potentiel de leur vente au profit de l'exportateur (calculé à 181 USD), bien qu'aucune perte directe réelle ne soit subie. Chaque acteur de la chaîne de valeur supporte une forme de risque commercial réel, qui dépasse le risque de crédit dans le modèle conventionnel. En partageant le risque, l'IMF islamique a un intérêt intrinsèque à garantir le succès de la transaction. Le risque accepté par l'IMF islamique découle de son rôle de revendeur du maftoul des coopératives féminines, de sa responsabilité d'assurer la qualité du produit et, surtout, en tant que distributeur du maftoul.

Les IMF islamiques ont aidé les agriculteurs à accéder aux marchés et jouent le rôle de « revendeur » en achetant les produits de petits agriculteurs afin de les vendre à un gros acheteur. En tant que revendeurs, les IMF islamiques sont bien placées pour négocier avec les acheteurs des prix plus avantageux que ceux généralement obtenus par les agriculteurs. Si les institutions financières fonctionnaient comme une entreprise commerciale, elles se rendraient compte qu'il y a beaucoup d'opportunités dans les zones rurales.

Comment l'approche de la Chaîne de valeur du Groupe a-t-elle profité aux petits exploitants ?

Le projet de serres d'Abu Halimah a été lancé en mai 2011 par l'Unité de microfinance de la Banque de Khartoum (BOK). Au lieu d'accorder de petits prêts, ce qui définit l'industrie de la microfinance, la BOK s'est engagée à regrouper ces petits/microprojets en un seul grand projet. De grands projets

ont été développés avec la participation de centaines, voire de milliers de bénéficiaires, chaque investissement atteignant jusqu'à 3 millions USD. Cette approche était plus durable et, avec un taux de rentabilité interne (TRI) plus efficace de 20% environ par an. Chaque bénéficiaire recevait plus de revenus en partageant les bénéfices de l'entreprise et en étant copropriétaire. En tant que véritable partenaire dans l'exploitation de ces activités, BOK a développé son expertise dans les domaines du développement de l'agriculture et de l'élevage.

Le projet de culture en serre d'Abu Halima a été conçu à l'origine par des diplômés en agriculture. Beaucoup d'entre eux étaient au chômage ou travaillaient dans d'autres fermes pour un salaire très bas et voulaient créer une opportunité de travailler et de récolter

les fruits de leur travail. Ces diplômés ont conçu un projet d'entreprise et ont sollicité un soutien financier auprès de la BOK. La proposition commerciale a ensuite été développée conjointement par le personnel de la BOK, en coordination avec des groupes communautaires. La BOK a engagé un consultant pour aider les diplômés (les clients) à transformer leurs idées commerciales en plans opérationnels avec les divers instruments financiers islamiques pouvant être fournis aux clients ciblés.

Le projet était basé sur une idée novatrice de production de cultures d'hiver (comme les tomates) pendant l'été, en les produisant dans un environnement de serre contrôlé.

En été, les tomates importées coûtent cinq fois plus cher que les tomates locales vendues en hiver. De plus, les serres sont en mesure de



Culture hivernale de poivrons verts en serre. Une fois récoltés, ces poivrons moins chers rivaliseront avec les plus chers importés en été.

produire des cultures de grande valeur qui sont généralement importées en hiver (poivrons, par exemple). La BOK a peaufiné la proposition commerciale en consultation avec les diplômés et l'a soumise à l'Office d'investissement en vue de son approbation pour la commande d'une étude de faisabilité détaillée. Au cours de cette période, un consultant turc, partenaire technique stratégique, a été engagé pour former les diplômés sur la façon de gérer les serres et l'entreprise.

Sur la base de l'étude de faisabilité, le Conseil d'administration de la BOK a approuvé le financement de 10,90 millions SDG (soit 3,27 millions USD) avec la possibilité d'une augmentation jusqu'à 15 millions SDG (soit 4,50 millions USD) sous forme d'accord de financement ou moudaraba. La BOK a cédé le contrôle du projet après la période de mise en œuvre de 5 ans. Ses investissements ont été consacrés à la construction de 25 serres productives de 1 710 m² chacune et composées de 5 tunnels de 342 m² chacune.

Les diplômés intéressés qui ont demandé à intégrer le projet ont été soumis à un entretien approfondi pour tester leurs capacités et engagement envers le projet. Au cours de la période de mise en œuvre de 5 ans, les diplômés ont reçu environ 2 700 SDG (810 USD) par mois, soit environ 40% des bénéfices générés par le projet. La clé du succès du projet étant de pouvoir vendre toutes les cultures de grande valeur « hors saison », la BOK a négocié des contrats-cadres avec de grands supermarchés tels que Home Centre et Sanaa.

Une caractéristique intéressante de ce projet est qu'il n'y a aucune exigence de nantissement ou de garantie par un tiers. Les diplômés ont signé une garantie personnelle de rester engagés au service du projet tout au long de la période de mise en œuvre de 5 ans. La BOK s'est réservé le droit d'exclure

tout diplômé manquant de sérieux ou peu engagé, et de le remplacer par un autre. À la fin de la 5^{ème} année, tous les actifs du projet (estimés à 10 millions SDG) ont été transférés au *Graduates Association* (Association des diplômés) (composée des 125 diplômés sélectionnés), à la suite de quoi ils devaient recevoir au moins 6 750 SDG par mois provenant du produit.

Une autre caractéristique intéressante est qu'en tant que Rab-ul Mal (investisseur ou fournisseur de fonds), la BOK avait le droit de prolonger la moudaraba pour une autre année en raison de mauvaises récoltes ou d'autres circonstances imprévues. Par conséquent, la banque disposait d'une marge de sécurité d'un an pour s'assurer que les objectifs de rendement de l'investissement étaient atteints. La banque a assuré le bien-être des diplômés. Les rendements ciblés au cours de la mise en œuvre du projet étaient supérieurs à ce que les agriculteurs auraient gagné s'ils travaillaient pour leur compte ou dans une autre ferme.

À la fin de 2013, le taux de défaut de paiement était de 12% environ pour le financement moudaraba individuel, contre 3% seulement pour le financement du projet (Alsagoff & Surono, 2016). Ce taux est bien meilleur que la moyenne nationale de 22,9% des prêts non productifs après 90 jours (PAR > 90) ou de la moyenne des PAR > 30 de 28,6%, mais il est relativement élevé par rapport à la moyenne de la région africaine (2,3% et 1,7%). Selon la BOK, cela est essentiellement dû à la détérioration de l'économie. Le rendement sur capital investi (RCI) moyen pondéré du financement du projet était de 18%, supérieur au rendement sur capital investi du financement moudaraba individuel de 14% en devise locale. La rentabilité était à un niveau concurrentiel par rapport à la référence médiane du marché, qui était de 1,8% en monnaie forte à l'époque.



Une pépinière sous serre destinée à la production de plants pour les petits exploitants agricoles, dans le cadre du projet de culture sous serre d'Abu-Halima financé par la Banque de Khartoum/BID

Le Soudan, dans son ensemble, a connu une inflation extraordinaire, et un rendement sur capital investi de seulement 18% peut être considéré comme un peu faible pour couvrir l'abrasion due à l'inflation. Cependant, le bénéfice devrait faire l'objet d'une évaluation comparative en utilisant le taux d'inflation en vigueur (11-12%) au moment de la conception du projet et, par conséquent, un profit de 18% en monnaie locale est un taux prometteur et raisonnable pour ces entreprises. En termes de durabilité, l'autosuffisance opérationnelle s'est établie à 1,3, soit un niveau supérieur à la moyenne du pays de 1,1, bien que légèrement inférieure à la moyenne africaine de 1,4.

Un agent commercial de la BOK, ayant rang d'agent de crédit, offre ses services à 20 clients environ, alors que dans le cadre du

financement du projet, le nombre de clients par agent est de 60 en moyenne. La nature du financement de groupe dans une zone de projet localisée permet à l'agent de travailler plus efficacement et de suivre l'activité de plus près. Il est fortement impliqué dans l'activité financée, apportant son expertise en matière de financement et renforçant en même temps la capacité du bénéficiaire. Avec l'aide d'un partenaire technique, l'agent peut également identifier le risque associé à l'entreprise avec les bénéficiaires et discuter des mesures d'atténuation des risques.

Les interventions de microfinance de la BID ont démontré que le projet de financement de groupe de la chaîne de valeur peut être très efficace pour développer des modèles commerciaux durables impliquant

un financement pour les couches rurales démunies.

Enseignements retenus

Les IMF sont en mesure d'autonomiser leurs clients en allant au-delà de leur rôle traditionnel d'intermédiaire financier. Ce faisant, ils peuvent avoir un impact significatif et durable sur l'amélioration des moyens de subsistance des pauvres. Néanmoins, plusieurs enseignements clés doivent être pris en compte :

- Les IMF islamiques sont généralement en violation directe des restrictions de la banque centrale sur l'achat d'actifs par les institutions de microfinance.
- Dans la microfinance classique, il existe des procédures de prêt et des procédures de passation des marchés. Cependant, dans la microfinance islamique, il existe des procédures de passation des marchés et des procédures de vente. Ainsi, d'une part, cela complique les choses pour l'institution et, d'autre part, cela facilite les choses pour le bénéficiaire.
- Les projets de financement du groupe de la chaîne de valeur nécessitent plus d'engagement en termes de ressources et d'importance du financement. Cet investissement de ressources et des frais généraux élevés ne peuvent être compensés que par des projets de plus grande envergure.
- La BID a eu du mal à encourager les IMF à renoncer au microcrédit et à jouer un rôle actif dans les entreprises commerciales. Les IMF et fonds existants sont basés sur le modèle de microcrédit Grameen, et il faudra des efforts considérables et de bonnes politiques gouvernementales pour changer leur mentalité, à savoir passer du microcrédit à une approche commerciale.
- Les grandes institutions, par rapport aux plus petites sont plus réticentes aux changements, ce qui nécessite un renforcement des capacités pour faire évoluer les mentalités des cadres supérieurs jusqu'au niveau du personnel.
- Le personnel issu du secteur bancaire a du mal à accepter d'autres méthodes nécessitant une compréhension et une implication dans les opérations commerciales.
- Cette approche fonctionne bien dans les zones rurales où les défaillances du marché sont fréquentes. Les IMF doivent étudier attentivement les causes des défaillances du marché en vue de proposer des solutions commerciales performantes.
- Les IMF peuvent développer des entreprises rurales durables qui fournissent efficacement des revenus durables aux villages pauvres.
- Toute IMF intéressée par un financement conforme à la Charia doit développer ses capacités dans trois domaines : 1) les systèmes, processus et documentation nécessaires à la mise en œuvre d'un financement conforme à la Charia ; 2) les activités économiques entreprises par les clients et les opportunités d'être un participant actif ; et 3) la manière de dialoguer avec les différentes parties prenantes de la chaîne de valeur afin de créer de la valeur pour les clients.
- Il est essentiel de piloter puis de développer le modèle de projet de financement du groupe de la chaîne de valeur dans d'autres régions et contextes, ce qui peut compléter le modèle de microfinance islamique existant et renforcer son potentiel de soutien aux petites

industries agroalimentaires qui contribuent à la réduction de la pauvreté, à l'inclusion financière et à une croissance économique équitable.

Conclusion

Les gouvernements devraient permettre aux IMF de renforcer l'économie rurale en modifiant le cadre réglementaire pour ouvrir des services supplémentaires. Les institutions financières devraient s'efforcer d'améliorer leur capacité à élargir leurs opérations et mettre au point d'autres modalités novatrices répondant aux besoins et aux souhaits des clients, tout en respectant l'essence même des règles du financement islamique. La BID est particulièrement bien placée pour être le leader mondial dans la promotion des services bancaires et de la finance islamiques. Cet avantage comparatif devrait être encore renforcé en positionnant la BID en tant que leader expérimenté dans le développement de marchés inclusifs. Pour ce faire, il est recommandé que la BID :

- Développe et encourage des marchés inclusifs dans le cadre de son mandat de promotion des services bancaires et de la finance islamiques dans les pays membres et au-delà, en sensibilisant, en échangeant des expériences et en tirant parti des

partenariats à flux inversés relations à travers la collaboration entre différentes parties prenantes (par exemple, des liens avec les gouvernements, les régulateurs, les organisations du secteur privé, les institutions financières et les organisations de développement, les praticiens et les réseaux).

- Élabore des politiques et des normes réglementaires qui encourageront les fournisseurs de services financiers à participer activement à des transactions économiques réelles.
- Mette au point une boîte à outils opérationnelle sur la manière de développer la capacité des fournisseurs de services financiers à créer des marchés inclusifs et à les exploiter.
- Développe une boîte à outils de suivi-évaluation pour évaluer plus précisément la capacité et l'impact des prestataires de services financiers.
- Travaille en partenariat avec un fournisseur de systèmes d'information de gestion pour incorporer les outils découverts au cours des opérations ainsi que les outils de suivi-évaluation afin d'améliorer la rentabilité des fournisseurs de services financiers intervenant dans les zones rurales

Références

Alsagoff, S.H., and A.O. Surono. (2016).

Empowering the Poor through Islamic Microfinance: Experience of the Bank of Khartoum in Value Chain Project Financing in Sudan (No. 1437-3). Institut Islamique de Recherche et de Formation. BID. Djeddah, Arabie Saoudite.

Odell, K.E. (2015). Measuring the impact of microfinance: Looking to the future.

Grameen Foundation. Washington DC, USA.

Robinson, M.S. (2001). The Microfinance Revolution: Sustainable Finance for the Poor. Banque mondiale. Washington DC, USA.







Chapitre 10

Jeunes agripreneurs : Libération du potentiel de l'agriculture

Baheirah Hammam Khusheim¹ et Ibrahima Toure²



Messages clés

- Le chômage est un défi de taille pour les jeunes des pays membres de la BID. L'agriculture offre un potentiel énorme de création d'emplois, ce qui doit être communiqué aux jeunes de manière à les attirer et à changer leur perception du secteur.
- Le Groupe de la BID soutiendra les efforts visant à constituer un groupe de jeunes « agripreneurs » (agro entrepreneurs) dans ses pays membres. Le modèle d'agro-entreprenariat et les incubateurs d'entreprises associés devraient être promus à l'aide d'un capital-risque social.
- Le Groupe soutiendra le financement de la chaîne de valeur et les efforts visant à tirer parti de la technologie et de la pénétration du marché dans le but de connecter les jeunes et les femmes à de nouvelles opportunités dans le secteur agroalimentaire, et de maintenir et maximiser l'ampleur des impacts sociaux positifs escomptés.
- Le renforcement de l'environnement agroalimentaire est essentiel pour accroître les possibilités en matière d'entrepreneuriat, tant pour les jeunes que pour les femmes. Les investissements dans le renforcement des capacités sont surtout nécessaires dans la formation pratique dans le secteur agroalimentaire, notamment pour trouver des ressources de démarrage, accéder aux informations sur les marchés et appliquer les TIC en tant qu'élément essentiel d'une agroindustrie axée sur la chaîne de valeur.
- Le Groupe de la BID s'engage à développer des partenariats stratégiques facilitant l'inclusion des jeunes et des femmes. Les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les jeunes et les femmes elles-mêmes devraient travailler de concert en vue de surmonter les obstacles à l'inclusion socio-économique.

De nouveaux défis et de nouvelles perspectives apparaissent pour les jeunes dans un contexte de changement culturel rapide résultant de la mondialisation, notamment la propagation de nouveaux modes de vie à travers le monde. On compte environ 1,75 milliard de jeunes (âgés de 15 à 29 ans) dans le monde, dont près de 500 millions

(28,5%) vivent dans les pays membres de la BID. Alors qu'une population à majorité jeune est souvent perçue comme source de croissance et suscite l'envie de nombreux pays à la population vieillissante, le manque de possibilités d'emploi en faveur des jeunes peut entraîner une instabilité politique et sociale, comme l'a démontré le Printemps arabe (SESRIC, 2017).

1. Pratiques mondiales agricoles, BID (BKhusheim@isdb.org)

2. Pratiques mondiales agricoles, BID

Selon l'Organisation internationale du travail (2017), le chômage des jeunes demeure un problème très complexe. Les jeunes représentent plus de 35% de la population mondiale sans emploi. Toutefois, au-delà de cet état de fait, plus du tiers des jeunes des pays en développement vivent dans un état de pauvreté extrême ou modérée, même s'ils ont un emploi (Organisation internationale du travail, 2016).

Le chômage des jeunes est l'un des problèmes les plus épineux auquel font face les pays membres de la BID – le taux de chômage moyen des jeunes dans ces pays stagne autour de 16% depuis le début du siècle et peut dépasser de loin ce niveau, pris individuellement. En 2016, le chômage des jeunes était estimé à 13,3% dans les pays développés et à 11,4% dans les pays en développement non membres de l'OCl, où la moyenne est de 12,8% (OIT, 2017). Au cours

de la période 2012-2020, les pays membres du Groupe doivent créer 9,2 millions d'emplois supplémentaires pour les jeunes. Après 2020, ils auront besoin de 9 millions d'emplois supplémentaires tous les cinq ans jusqu'en 2035 (SESRIC, 2017). Il s'agit, en effet, d'un chiffre important et le secteur agricole dans ces pays recèle un énorme potentiel de création d'emplois.

L'agriculture est certes un élément essentiel pour lutter contre le chômage des jeunes dans le monde, mais elle pose souvent un problème d'image : les jeunes ne la considèrent pas comme une source d'emplois attrayante. Les recherches indiquent qu'en rendant l'agriculture plus rentable et moins pénible, les gouvernements peuvent attirer les jeunes dans le secteur (Agence des États-Unis pour le développement international, 2017). Cela dépend des politiques et des

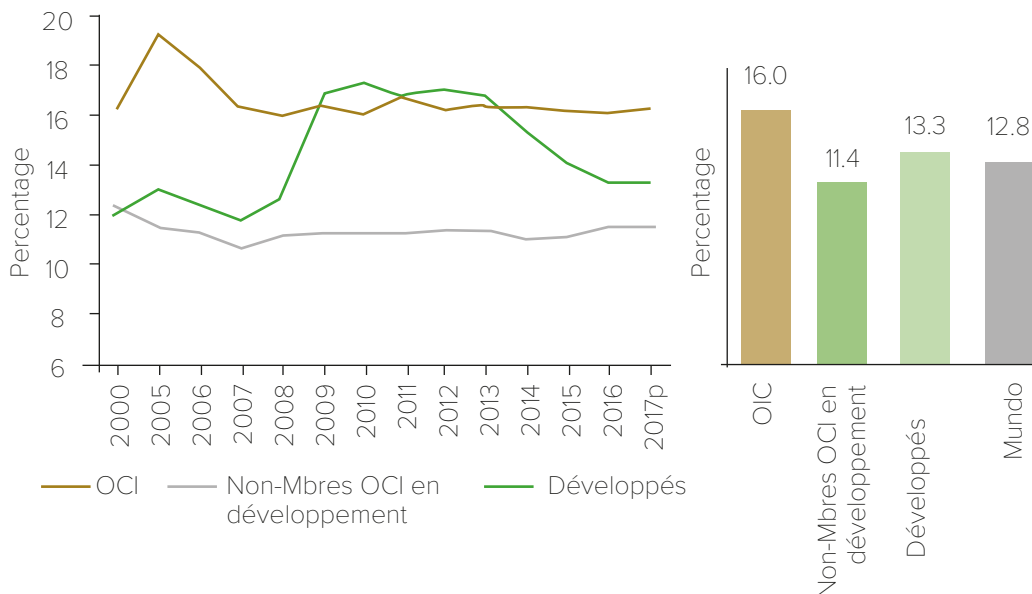


Figure 10.1 : Tendances du chômage des jeunes de 2000 à 2017 (gauche) et en 2016 (droite)

Source: OIT (2017)

programmes agricoles qui aideront les jeunes à adopter les nouvelles technologies et leur permettront d'avoir accès à des ressources productives, telles que la terre, les semences améliorées, les engrais et le crédit, ainsi qu'aux informations sur les marchés. De telles opportunités pourraient commencer à faire de l'agriculture une carrière attrayante et viable pour les jeunes. Ils ont besoin d'être informés sur les modèles de réussite qui peuvent susciter chez eux un intérêt entrepreneurial pour l'agriculture.

Afin d'accroître les chances de réussite pour faire de l'agriculture une alternative attrayante, les gouvernements et les partenaires au développement doivent investir dans le renforcement des capacités et dans les écosystèmes d'entreprises associés au secteur. Les jeunes agripreneurs auront besoin d'une formation pratique sur

la manière d'obtenir des ressources de démarrage, d'accéder à des informations de marché fiables et de savoir utiliser les TIC pour rendre leurs efforts beaucoup plus productifs.

Le tableau global sur l'entrepreneuriat des jeunes dans les pays membres de la BID laisse supposer que le Groupe dispose d'un potentiel énorme. Néanmoins, l'esprit d'entreprise dans ces pays est freiné par des barrières structurelles et culturelles qui empêchent les « écosystèmes » des entreprises de favoriser la création d'entreprises par les jeunes et une croissance innovante. Les pays membres, en tant que groupe, doivent initier une réforme globale et agressive s'ils veulent tirer profit de leur potentiel, notamment pour offrir de nouvelles perspectives aux jeunes et aux femmes.



L'entrepreneuriat des jeunes dans les pays membres de la BID

Dans les pays membres de la BID, l'esprit d'entreprise est limité et le taux d'échec des entreprises est supérieur à celui des économies avancées. Selon l'Indice mondial de l'entrepreneuriat (IME), les pays membres de la Banque ont des résultats inférieurs à la moyenne en termes de qualité et de quantité de l'activité entrepreneuriale par rapport à la moyenne mondiale et à celle des économies avancées. Parmi les raisons sous-jacentes qui expliquent ces faibles scores, on peut citer un environnement opérationnel (ou « écosystème d'entreprise ») sous-développé et le fait que la plupart des activités entrepreneuriales dans ces pays sont motivées par la nécessité.

Les entrepreneurs motivés par la nécessité choisissent de se lancer dans des activités spécifiques car ils n'ont que peu ou pas d'autres possibilités d'emploi. Au contraire, les entrepreneurs motivés par les opportunités perçoivent et exploitent les opportunités prometteuses pour devenir plus indépendants, accroître leurs revenus ou réaliser leurs ambitions personnelles. Même si les deux types d'entreprises peuvent contribuer à la croissance économique et à l'inclusion des jeunes, on pense que les entrepreneurs motivés par les opportunités sont mieux préparés, ont des compétences supérieures et gagnent plus que les entrepreneurs motivés par la nécessité. Ils sont plus susceptibles de favoriser l'innovation, de créer des entreprises évolutives et de catalyser le changement structurel.

Expérience pertinente de la BID dans le secteur

Le portefeuille de prêts de la Banque destiné à l'emploi des jeunes, en particulier dans l'agriculture, est relativement limité. La plupart des projets comprennent des interventions en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) et des incubateurs d'entreprises, ainsi que le développement des compétences, qui favorisent la création d'emplois et ouvre des perspectives d'emplois pour les jeunes. Afin de mieux comprendre comment de telles interventions sont effectuées, leur efficacité et les enseignements que l'on peut en tirer, plusieurs études de cas sont présentées ici.

Programme d'appui à l'emploi des jeunes (YES) dans l'agriculture

Lancé au lendemain du Printemps arabe, le Programme d'appui à l'emploi des jeunes de la BID vise à aider ses pays membres de la région arabe touchés par le chômage chronique des jeunes. La Banque a approuvé un montant de 200 millions USD pour le financement de projets en Libye, au Yémen, en Égypte et en Tunisie. Ces projets ont pour



objectif commun de créer des emplois pour les jeunes et chacun d'eux s'appuie sur des institutions existantes ayant la capacité et le potentiel de créer des emplois. L'objectif visé est de contribuer à l'emploi des jeunes et de leur fournir des possibilités de génération de revenus grâce à des travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre. Pour ce faire, chaque projet est conçu pour atteindre les objectifs spécifiques suivants :

- 1) Construire, réhabiliter et entretenir les biens publics par le biais de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre ;
- 2) Créer des opportunités génératrices de revenus pour les jeunes ouvriers et agriculteurs des régions rurales ;
- 3) Appuyer les petits exploitants dans les secteurs agricoles clés, notamment le miel, le café, les fruits et légumes.

Étude de cas : Projet YES au Yémen (50 millions USD)

Le Yémen compte à la fois une forte proportion de jeunes et une population en croissance rapide. Ces facteurs accentuent les effets de la rareté des ressources naturelles, du manque criard d'emplois et de la baisse des revenus de l'État. Le pays compte le nombre le plus élevé de jeunes au monde en dehors de l'Afrique subsaharienne (70% de la population du Yémen ont moins de 30 ans) ; le taux de chômage est l'un des plus élevés au monde, ce qui constitue une grave menace pour la stabilité générale. Néanmoins, la nécessité d'améliorer les infrastructures devient encore plus cruciale lorsqu'il s'agit de développer l'agriculture.

En dépit des difficultés liées à l'instabilité, le projet YES de la BID au Yémen a permis de créer 90 000 mois de travail pour les jeunes et s'efforce de réduire leur taux de chômage dans le pays. Le projet était conçu pour

cibler 500 villages dans cinq gouvernorats yéménites : Al Dhala, Dhamar, Hodaidah, Lahej et Táiz, pour une population totale d'environ 7,1 millions d'habitants. À ce jour, 173 hectares de terres agricoles ont été réhabilités et 124 hectares de terrasses agricoles ont été construits, 7,55 km de canaux d'irrigation et 139 réservoirs de récupération d'eau/ bassins de rétention d'une capacité de 16 292 m³ chacun, ont été construits. Au total, 172 puits d'eau ont été construits, ainsi que 233 citernes de collecte d'eau d'une capacité de 3 495 m³ chacune. En outre, 35 km de routes rurales ont été construits et 42 hectares de pâturages ont été réhabilités.

Le projet comportait un volet important de renforcement des capacités : 1 317 maîtres d'œuvre ont été formés, et 207 agriculteurs ont été initiés à diverses pratiques et technologies, notamment l'irrigation au goutte-à-goutte, les semences hybrides, les plants améliorés, le paillage et l'utilisation de pesticides et d'engrais. Seize parcelles de démonstration ont également été mises en place pour former 100 jeunes agriculteurs aux systèmes d'irrigation au goutte à goutte.

Enseignements tirés du projet :

- Le projet a été conçu pour fournir des interventions durables pouvant être reproduites ailleurs, afin d'accroître

leurs impacts socio-économiques.

L'initiative favorise l'adoption de nouvelles technologies et de meilleurs intrants par les jeunes agriculteurs et encourage la réplication à grande échelle dans les fermes voisines. L'absorption par le marché assure la pérennité et la réplication. Le projet encourage les entreprises chefs de file à investir dans les stratégies de communication de proximité et le transfert de connaissances aux agriculteurs en contribuant à la création de parcelles de démonstration, à la formation des agriculteurs et à la création de filières de distribution rurales pour leurs produits (qui contribuent tous à la croissance économique locale). L'utilisation de ces technologies a permis de réduire de manière considérable les coûts de production et d'améliorer la productivité, entraînant, à ce jour, une croissance des revenus nets de plus de 246%.

- Des solutions adaptatives et innovantes sont nécessaires pour surmonter les défis posés dans un environnement fragile marqué par le conflit. Opérer dans des situations de crise peut entraîner des ralentissements importants dans la mise en œuvre du projet. Dans le cadre du Projet YES au Yémen, des mesures ont été prises pour maintenir au moins

Table 10.1: Comparative analysis of project impact: District of Dhamar Governorate, Yemen

Indicators	Unsupported Farmers (Control group)	Supported Farmers (Treatment group)
Costs	YER 677,500	YER 503,856 (34% saving)
Sales	YER 570,000	YER 1,746,000 (206% Sales increase)
Profits/Loss	15% Loss	Profits: 246% increase



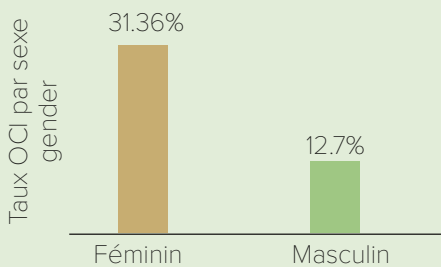
Les jeunes femmes sont les plus défavorisés en matière de développement

Les jeunes sont plus susceptibles de faire partie des travailleurs pauvres que les adultes. Ils sont plus exposés au chômage, au sous-emploi ou aux emplois avec des salaires bas. Néanmoins, les jeunes ne constituent pas un groupe homogène. Dans leurs rangs, il existe des groupes extrêmement vulnérables et soumis à l'exclusion sociale, tels que les femmes. Comme le montre la figure ci-dessous, le taux d'emploi ou de sous-emploi des jeunes femmes dans les pays membres de la BID, soit 31,4%, fait plus du double de celui des jeunes hommes (12,2%). Les jeunes des zones rurales constituent un autre groupe vulnérable sujet à exclusion.

La proportion de la population des pays membres de la BID vivant dans les zones

rurales est de 45,9% et, comme ils vivent en milieu rural, ils connaissent des niveaux de pauvreté plus élevés et un accès limité aux infrastructures et technologies des télécommunications, aux opportunités d'éducation et au marché du travail. Le pourcentage élevé de jeunes dans les zones rurales justifie la pertinence du choix du secteur agricole pour voir comment les impliquer dans l'agriculture et mettre à profit leur énergie et créativité au niveau des pays membres de la BID.

En outre, il est essentiel de réduire l'écart entre hommes et femmes dans l'agriculture et le marché du travail en milieu rural. Un système économique qui n'utilise que la moitié de sa population ne peut pas réaliser pleinement son potentiel. Pour libérer le potentiel socio-économique que constituent les femmes rurales, plusieurs lacunes doivent être comblées, notamment : la faible productivité et les bas salaires, le manque de protection sociale, l'absence de sensibilisation aux droits fondamentaux du travail, et l'incapacité de se faire entendre et de se faire représenter.



Chômage des jeunes dans les pays de la BID

Source: SESRIC, 2017

un certain niveau d'activités en cours, notamment : 1) l'affectation de personnel dans des lieux plus sûrs (agences) ; 2) la réduction de la dépendance vis-à-vis du carburant et du transport ; 3) la fermeture temporaire des agences chaque fois que la situation sécuritaire se détériore ; 4) le travail à domicile lorsque cela est possible et l'utilisation de la connectivité Internet. Par exemple, un cours de formation en ligne utilisant Skype a été organisé dans le Wadi Hadramaut au profit de 58 jeunes ingénieurs agricoles. En outre, les différentes antennes rendent compte de l'ampleur du conflit dans leurs districts respectifs, ce qui a permis de savoir que si 74 des 333 districts du Yémen sont actuellement difficiles d'accès en raison de la guerre, il était encore possible de travailler en toute sécurité dans les 259 restants.

- Par ailleurs, le projet a été une source de cohésion sociale entre les agriculteurs des communautés locales d'accueil et



les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). En 2016, afin de renforcer la cohésion sociale entre les communautés d'accueil et les PDI, le projet a apporté une assistance aux agriculteurs des communautés d'accueil des PDI et a dispensé une formation et offert de l'argent aux PDI pour appuyer les services ruraux tels que l'installation de systèmes d'irrigation au goutte à goutte, la récolte et l'entretien des plants de semis. Par exemple, à Abyan, 50% des agriculteurs étaient des PDI. Dans l'ensemble, 20% de tous les jeunes agriculteurs soutenus et 50% des consultants du projet étaient des PDI. Néanmoins, dans le cadre de ce programme, les combattants ont échangé leurs fusils contre des biens productifs et des formations pour améliorer leurs moyens de subsistance. Dans certains cas, la formation dispensée a permis de réduire les conflits, les jeunes échangeant des armes contre des intrants agricoles (Banque islamique de développement, 2016).

- Ces études de cas de la BID montrent à quel point l'agro-entrepreneuriat, la réputation et l'attractivité de l'agriculture sont en train de changer pour les jeunes – les jeunes, les agriculteurs, les entrepreneurs et le secteur public commencent à comprendre que l'agriculture peut être la réponse à certains des défis sociaux et économiques les plus urgents auxquels font face les pays membres. Il faudra soutenir les interventions inclusives à travers le financement de la chaîne de valeur, en tirant parti de la technologie et de la pénétration du marché pour corrélérer, pérenniser et maximiser l'ampleur des impacts socio-économiques attendus.

Étude de cas : Incubateur d'agro-entreprenariat – Projet de développement de l'entreprenariat agricole au Sénégal

La BID a également investi dans des incubateurs d'entreprenariat agricole, comme le projet de développement de l'entreprenariat au Sénégal, un pays où le taux de chômage des jeunes dépasse 19%, selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal (ANSD, 2017). Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 ans et plus est estimé à 10,8%. Ce phénomène est légèrement plus perceptible dans les zones urbaines où 13,8% de la population active sont au chômage, contre 7,6% dans les zones rurales. Par sexe, le chômage touche davantage les femmes (16,5%) que les hommes (5,9%). Une ventilation de la population sans emploi par tranche d'âge montre que le chômage touche davantage les jeunes. Les taux les plus élevés sont observés chez les jeunes de 20 à 24 ans et de 25 à 29 ans, avec respectivement 19,5% et 17,5%. Le

phénomène affecte les autres tranches d'âge dans une moindre mesure. En fait, le taux de chômage des 35-64 ans est estimé à 6,8% (ANSD). En outre, le Sénégal est confronté aux défis liés à la faible productivité du secteur agricole et aux graves déficiences en matière d'infrastructures et de réduction de la pauvreté.

Pour soutenir le gouvernement sénégalais, la BID est en train d'investir 72,86 millions d'euros pour financer le projet PRODAC, qui vise le renforcement des compétences entrepreneuriales par le biais de centres d'incubation d'entreprenariat agricole, va générer de nombreux emplois en milieu rural, augmenter les revenus ruraux et attirer les jeunes vers les entreprises rurales, d'une manière sans précédent.

Dans les cinq ans suivant son achèvement, le projet permettra au Sénégal de créer plus de 30 000 emplois et 348 groupes d'entrepreneurs agricoles, de former plus de 30 000 entrepreneurs à la production et à



Le projet de développement de l'entreprenariat au Sénégal, où le taux de chômage des jeunes est supérieur à 19%, contribuera à créer plus de 30 000 emplois dans les 5 ans suivant l'achèvement du projet.



Plus de 100 délégués se sont réunis en 2017 à l'occasion d'un séminaire de haut niveau organisé en marge de la 42ème Réunion annuelle de la Banque islamique de développement à Djeddah, en Arabie Saoudite, pour discuter des moyens de rendre l'agriculture plus attrayante pour les jeunes.

la gestion d'entreprise et à plus de 90 000 jeunes ruraux issus des centres d'incubation de créer leur propre entreprise, ce qui va générer davantage d'emplois. Le Sénégal va produire 167 400 tonnes de produits agricoles (céréales et produits horticoles), 29 250 tonnes de produits d'élevage (viande) et 6 000 tonnes de poisson grâce à cet investissement.

Plaidoyer et partenariat de la BID en faveur du secteur

En 2017, en marge de la 42ème Réunion annuelle du Groupe de la BID, un séminaire spécial avait été organisé sur « L'engagement des jeunes dans la production agricole : développer des technologies qui incitent les jeunes à faire de l'agriculture un choix de carrière attrayant ». Plus de 100 délégués venant de divers pays se sont réunis, notamment des décideurs, des chercheurs, des universitaires, des membres de la société civile et du secteur privé. Le séminaire était axé sur le rôle des jeunes agriculteurs dans

le renforcement de la productivité agricole afin de garantir la sécurité alimentaire dans les pays membres de la BID ; l'exploration des technologies de production agricole qui ont un impact important sur l'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs, en particulier dans les environnements marginaux.

Les participants ont convenu que l'accent devrait être mis sur les technologies économes en ressources qui marchent pour les jeunes et font de l'agriculture une source de revenus viable. En outre, les décideurs et autres experts ont exhorté les jeunes à s'engager davantage dans l'agriculture pour lutter contre le chômage et l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, le séminaire a fourni une bonne plateforme pour sensibiliser davantage le public aux efforts de la BID et à la nécessité d'établir des partenariats pour aider les agriculteurs dans les champs à utiliser des technologies améliorées et à renforcer leurs capacités.

Partenariat avec la BID pour la promotion de l'innovation :

Un exemple récent de partenariats visant à promouvoir l'innovation, a été la collaboration avec *King Abdullah University of Science and Technology* (KAUST) (Université du Roi Abdallah pour les sciences et de la technologie), où un atelier *STEAM Innovation Challenge* (Défi de l'Innovation STEAM) a été organisé au siège de la BID à Djeddah. L'atelier STEAM, (Sciences, Technologie, Ingénierie, Arts et Mathématiques), a été conçu pour aider les étudiants à trouver des solutions à leurs problèmes locaux, régionaux et mondiaux. Au total, 120 étudiants de sept universités de la région occidentale du Royaume d'Arabie Saoudite ont participé au concours. Les étudiants ont été en compétition pendant deux jours pour traiter des questions liées aux déchets alimentaires dans le monde et aux impacts du changement climatique sur l'agriculture

Les trois meilleures équipes ont reçu des prix en espèces et ont présenté leurs idées lors de la Réunion annuelle de la BID. En outre, il leur a été proposé des stages pour leur permettre de continuer à travailler sur leurs idées, en étant encadrés par des membres du personnel de la Banque. Toutefois, la BID devrait investir davantage dans les résultats de cette plateforme innovante et en tirer parti. Ce faisant, il faudrait franchir une étape importante dans la création d'un écosystème approprié pour incuber de telles idées et les concrétiser en les transposant efficacement à une plus grande échelle par le biais du réseau des communautés de donateurs et des partenaires sur le terrain de la BID.



La BID, en partenariat avec KAUST, faisant la promotion de l'esprit d'entreprise et de l'innovation lors d'un événement du STEAM Challenge

Enseignements retenus

- Les études de cas présentées dans ce Chapitre et une étude liée au Chapitre 9 montrent comment l'entrepreneuriat agricole, la réputation et l'attrait de l'agriculture sont en train de changer pour les jeunes, les agriculteurs, les entrepreneurs et le secteur public, car ils commencent à comprendre que l'agriculture peut être la réponse à certains des plus grands défis sociaux et économiques de leur pays.
- Il est crucial d'appuyer les interventions inclusives par le financement de la chaîne de valeur, la mise à profit de la technologie et la pénétration du marché, pour relier, maintenir et maximiser la portée des impacts socio-économiques attendus des investissements agricoles destinés à développer l'emploi des jeunes.

- Les programmes pour la promotion de l'emploi des jeunes comprenant des filets de sécurité sociale peuvent constituer un mécanisme efficace pour favoriser la cohésion sociale au sein des communautés et des jeunes déplacés internes dans les États fragiles.
- Les programmes de mentorat en faveur des jeunes peuvent être des mécanismes efficaces pour identifier et encourager les entrepreneurs agricoles ; le plaidoyer et le soutien institutionnel sont essentiels pour assurer le plein épanouissement des talents identifiés.

Conclusion

Il n'existe pas une approche ou une solution unique pour lutter contre le chômage des jeunes. Néanmoins, l'agriculture peut jouer un rôle important dans la lutte contre le chômage des jeunes à travers le monde. La Banque collaborera avec les pays membres afin de permettre à une nouvelle génération, qui associe innovation, technologie et marché, de produire et de transformer des produits agricoles de plus grande valeur et, en définitive, de générer des revenus plus importants pour leur famille et eux-mêmes.

Références

- Agence nationale de la statistique et de la démographie. (2017). http://www.ansd.sn/ressources/publications/Rapport_ENES_TRIM3_2017.pdf
- Organisation internationale du travail. (2016). World Employment Social Outlook: Transforming jobs to end poverty. Geneva, Suisse.
- Organisation internationale du travail. (2017). World Employment Social Outlook: Trends 2017. Geneva, Suisse
- Banque islamique de développement. (2016). Youth Employment Support (YES) Program Progress Report in Four Member Countries (Rep.). Département de l'Agriculture et du Développement rural. Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.
- Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. (2017). State of Youth in OIC Member States 2017. Ankara, Turquie.
- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). (2017). Making Agriculture Cool Again for Youth in Africa. (January 25, 2018.). Consulté le 13 février 2018: <https://feed-thefuture.gov/article/making-agriculture-cool-again-youth-africa>





Chapitre 11

Avoir un impact grâce à des partenariats novateurs

Bashir Jama¹, Md. Shahid Parwez², Nur Abdi³ et Biola Badmos⁴



Messages clés

- La BID vise à mobiliser et à tirer profit de ressources internes et externes plus importantes, à la fois par le biais de partenariats novateurs existants comme nouveaux.
- Pour réussir, des partenariats sont nécessaires aux quatre niveaux d'exploitation : mondial, régional, national et local (les bénéficiaires).
- S'appuyer sur les réalisations des programmes des partenaires (passés et en cours) peut étendre la portée, exploiter les nouvelles technologies et innovations et accélérer la mise en œuvre pour produire un impact.

Introduction

Dans son énoncé de mission, la BID insiste beaucoup sur le fait « ... d'être le chef de file du développement socioéconomique des pays membres et des communautés musulmanes dans les pays non membres ». Ce qui est essentiel. Environ 300 millions de personnes dans le monde musulman vivent dans une pauvreté extrême – soit environ un tiers du nombre total de pauvres à travers le monde – et si leur existence et leurs moyens de subsistance doivent être transformés, la BID doit montrer la voie. Les stratégies découlant de la mission de la Banque, notamment sa stratégie décennale (2015-2025), mettent également l'accent sur la nécessité d'établir des partenariats stratégiques dans tous les secteurs économiques et avec les organisations publiques, privées et de la société civile qui les influencent. De bons partenariats, en particulier lorsque les secteurs public et privé sont impliqués, peuvent être des accélérateurs efficaces du développement durable (FAO, 2016). Ils créent des synergies, mobilisent des ressources et minimisent la duplication des efforts.

Afin d'établir des partenariats stratégiques, la BID avait pris plusieurs engagements stratégiques dès la phase de création de la Banque et, plus récemment, les a développés de manière innovante. La démarche de partenariat s'articule autour de quatre objectifs interdépendants :

- élargir le champ d'action de la Banque, c'est-à-dire accroître le nombre de bénéficiaires en élargissant la portée des interventions dans des zones géographiques plus vastes tout en approfondissant leur contenu ;
- renforcer la durabilité des impacts positifs bien au-delà de la durée de vie des projets ;
- proposer des solutions innovantes à des défis difficiles ; et
- générer, documenter et diffuser à l'échelle mondiale les connaissances acquises sous forme de bonnes pratiques.

1 Pratiques mondiales agricoles, BID (BAdan@isdb.org)

2 Division Qualité des opérations et résultats, BID

3 Directeur, Pratiques mondiales agricoles, BID

4 Pratiques mondiales agricoles, BID



De petits exploitants agricoles formés aux bonnes pratiques agricoles aux Comores - un projet appuyé par la FAO et la BID

L'action de la BID dans la création de partenariats stratégiques dans le secteur de l'ADR a commencé depuis longtemps. Depuis la création de la BID en 1975, plus de 90 accords de partenariat/coopération ont été conclus avec des organisations de développement régionales et internationales. Parmi ces organismes, on peut citer l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), ainsi que plusieurs centres de recherche renommée appartenant au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). La Banque a tiré parti de ces partenariats pour aider ses pays membres. Par exemple, elle s'est associée à la FAO, suite à la crise alimentaire mondiale de 2010, pour aider les pays membres les moins avancés de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie de l'Est à renforcer leurs capacités de production de cultures de base. La Banque a fourni

l'appui financier et la FAO a déployé des programmes d'assistance technique auprès des petits exploitants avec notamment des semences de variétés améliorées, des engrais et de bonnes pratiques agricoles.

Ce chapitre examine les partenariats du Groupe en termes d'impact à travers les trois volets découlant de la Stratégie du secteur de l'agriculture de la BID (voir Chapitre 1). Les études de cas sont utilisées pour mettre en exergue l'objectif visé par les partenariats et les résultats obtenus. Le chapitre est divisé en trois parties. La première met en évidence les typologies de partenariats stratégiques à différents niveaux (mondial, régional, national ou local). La deuxième concerne la création et la diffusion de connaissances. La troisième et dernière partie met en évidence les principaux enseignements tirés et formule des recommandations quant à la voie à suivre pour améliorer les performances et renforcer les impacts.

Typologies de partenariats déployés

Le modèle de partenariat de la BID (Figure 11.1) repose sur des groupes d'intervenants clés qui se chevauchent, sont interdépendants et assurent des fonctions complémentaires. Il adopte une approche axée sur la chaîne de valeur en tenant compte des résultats dès le départ.

Au niveau externe se trouvent les institutions financières mondiales qui fournissent des ressources financières supplémentaires afin d'élargir la portée de la couverture. Parmi ces partenaires mondiaux figurent notamment les banques multilatérales de développement (BMD), les gouvernements, les agences bilatérales de développement et les organisations philanthropiques.

Le deuxième groupe comprend les partenaires qui collaborent pour élargir l'enveloppe de ressources, mais aussi pour

renforcer les synergies et minimiser les doubles emplois avec les programmes et projets qu'ils financent au niveau des mêmes zones géographiques ou des zones géographiques voisines.

Le troisième groupe aide à la mise en œuvre de projets, en particulier à l'intégration d'innovations et de compétences susceptibles d'accroître les impacts. Ce groupe comprend des organisations internationales de recherche et de développement, des organisations non gouvernementales (ONG) et des entités du secteur privé qui contrôlent les marchés d'intrants et de produits des principales chaînes de valeur et améliorent ainsi la pérennité des projets couronnés de succès au-delà la période de financement des donateurs.

Le quatrième groupe est constitué des bénéficiaires et comprend les agriculteurs et les producteurs, ainsi que leurs associations, les entreprises agricoles (petites et grandes) et les institutions nationales. Une activité clé dans ce domaine consiste à renforcer la capacité des institutions nationales à innover et à adapter les solutions aux conditions socioéconomiques nationales et locales existantes.

La création et la diffusion de connaissances pertinentes est un objectif majeur de la Banque qui touche l'ensemble des programmes et projets. Cela se produit à travers un engagement étendu et intensif entre et parmi toutes les catégories de partenaires au développement.

Le déploiement des différentes typologies de partenaires a permis de promouvoir les principaux objectifs des partenariats stratégiques du Groupe de la BID. L'illustration en est faite ici par quelques études de cas et/ou programmes pour chaque catégorie.

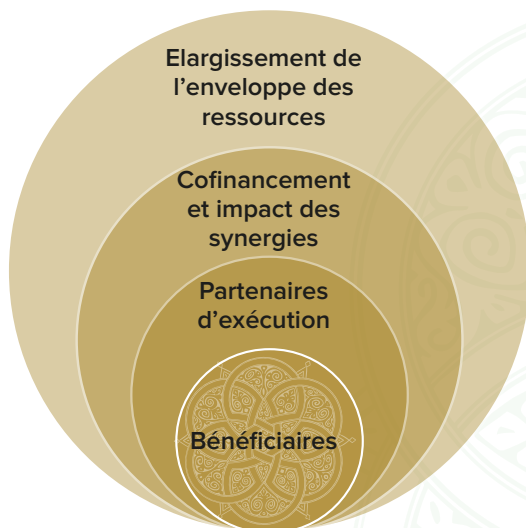


Figure 11.1 : Niveaux interdépendants de partenariat

Partenariats mondiaux : Renforcement de l'enveloppe des ressources

L'initiative *Lives and livelihood Fund* (LLF) est un exemple novateur. Il s'agit d'un fonds de 2,5 milliards USD que la BID a lancé en 2012, en partenariat avec plusieurs donateurs : le Fonds de solidarité islamique pour développement (FSID) du Groupe de la BID ; la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF) ; le Centre d'aide humanitaire et de secours King Salman du Royaume d'Arabie saoudite (KSRelief) ; les gouvernements des Emirats Arabes Unis (EAU) et le Fonds de développement du Qatar.

Le LLF fournit un financement abordable aux 30 pays membres les moins riches. Le secteur agricole est au centre des préoccupations, tout comme les infrastructures sanitaires et rurales. La conception du projet tient compte des véritables besoins et priorités des pays participants. Le projet est axé sur les résultats et est relativement prêt pour sa mise en œuvre dès approbation. Le processus encourage tous les partenaires clés à enrichir la conception des projets avec de contributions pertinentes et à faire en sorte que les investissements de base produisent les impacts souhaités et génèrent des résultats pouvant être reproduits ailleurs. En fin décembre 2017, quatre projets et un programme régional ont été financés dans sept des pays membres de la Banque (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Maroc, Nigéria, Sénégal et Ouganda). Ces projets devraient améliorer la sécurité alimentaire et élever le niveau de vie de millions de personnes dans les zones rurales en fournissant de l'eau potable, en améliorant les infrastructures et en offrant des opportunités d'emploi dans l'agriculture.

Partenariats régionaux : Renforcement de l'impact et introduction d'innovations

Plusieurs programmes illustrent des innovations dans leur conception et leur mise en œuvre en raison de la nature des partenaires mobilisés. Un programme majeur avec la Banque mondiale qui a été lancé en 2015 en est un bon exemple. En octobre de la même année, le Groupe de la BID et le Groupe de la Banque mondiale ont signé un Cadre de partenariat stratégique (CPS) appelé « Deep Dive », destiné à intensifier le travail et les investissements communs dans les pays membres de la BID. Dans le cadre du CPS, des activités de cofinancement ont été identifiées pour un montant de 9 milliards USD à réaliser sur la période 2016-2018 et couvrant un large éventail de secteurs comprenant l'agriculture, l'eau, l'énergie, les infrastructures urbaines et le renforcement de la résilience des États fragiles. Les interventions qui ont suivi dans le cadre de l'initiative CPS ont notamment porté sur l'eau et la sécurité alimentaire. À la fin de l'année 2017, des projets d'un montant de 1,6 milliard USD avaient été approuvés.

Le Cadre a permis à la BID de faire concorder deux grands projets régionaux sur les investissements de la BID et de la Banque mondiale : le Programme d'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants (SAPEP) et le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO), financé par la Banque mondiale. Le premier est présenté au Chapitre 4 et concerne cinq pays d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali et le Niger). La connectivité entre les deux investissements a permis d'assurer une continuité dans le renforcement des capacités de prestation des institutions locales et de leur capacité à assurer la durabilité des impacts réalisés. Il a également fait appel à de nouveaux partenaires pour répondre à des besoins

supplémentaires. Par exemple, le Centre international pour le développement des engrais (IFDC) a été créé pour aider les pays du SA-PEP à déployer des marchés d'intrants et de produits agricoles permettant de renforcer la capacité des agriculteurs à améliorer la fertilité de leurs sols.

De plus en plus, nos efforts de partenariat dans ce domaine d'impact intense sont orientés également vers les organisations susceptibles de renforcer l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés nationaux et régionaux. À cette fin, la BID recherchera, en particulier, des partenaires du secteur privé et travaillera en collaboration avec les pays membres afin de leur assurer les conditions propices à leur développement, élargir leur champ d'action et renforcer leur pénétration du marché à travers des chaînes de valeur inclusives.

Partenaires en science, technologie et innovation

Le Groupe de la BID s'emploie à renforcer ses relations avec les centres d'excellence scientifique et de recherche. À titre d'exemple, on peut citer le Centre

international pour l'agriculture biosaline (ICBA) et l'Université des sciences et de la technologie King Abdullah (KAUST). La Banque est devenue membre fondateur de l'ICBA en 1999 et le finance depuis. L'ICBA s'efforce de devenir un « pôle de connaissances » sur la production agricole durable dans des environnements marginaux et salins.

Le partenariat avec l'ICBA a, par exemple, contribué à promouvoir des technologies d'irrigation peu coûteuses et économes en eau pouvant être adoptées à grande échelle par les petits exploitants agricoles. Le système d'irrigation « californien », financé par le Fonds de l'OPEP pour le développement international et doté d'un financement de base fourni par la BID, en est un exemple. Le système est peu coûteux et convient aux petits exploitants agricoles, ce que l'ICBA a démontré dans les villages ruraux du Burkina Faso (Qureshi et Ismail, 2016). La technologie est en train de devenir populaire parmi les petits exploitants agricoles du pays grâce à ses retours sur investissement positifs.

La prochaine étape consistera à amener un plus grand nombre d'agriculteurs des quatre



Expérience réussie d'un Système d'irrigation « californien »

M. Djiby Mbaye, originaire du Sénégal, était l'un des bénéficiaires du projet de l'ICBA. Le système d'irrigation « californien » a été installé sur une parcelle 0,5 hectare dans le village de Mbayène. M. Mbaye a récolté 11,6 tonnes d'oignons par hectare, ce qui lui a rapporté plus d'un million de FCFA (2 000 USD). Malheureusement, il ne pouvait pas en faire autant avec ses autres cultures en raison du manque d'eau d'irrigation. Étant donné que le système « californien » utilise de petites pompes et une installation de stockage, il permet de minimiser les risques de mauvaises récoltes en période de pénurie d'eau. Conscient des avantages de ce système, M. Mbaye a décidé d'utiliser une partie des revenus gagnés grâce aux oignons pour installer un nouveau système « californien » pour irriguer une surface de 0,8 hectare. M. Mbaye a reçu des visites régulières d'agriculteurs qui souhaitent en savoir plus sur ce système d'irrigation et sur les avantages qu'ils peuvent en tirer.



pays à utiliser cette innovation prometteuse (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal), voire dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Cela inclura l'intégration de systèmes de panneaux solaires dans les démonstrations pilotes pour fournir l'énergie requise pour pomper l'eau. Le programme renforcé actuellement prévu comprendra également un volet microfinancement afin que les agriculteurs et les petites et moyennes entreprises puissent utiliser davantage la technologie.

L'ICBA a également contribué à sensibiliser le public sur une large gamme d'innovations visant à améliorer la production de cultures et de bétail dans les zones arides, en particulier celles où l'eau et les sols sont salins. En tant que centre d'excellence dans ce domaine, l'ICBA a participé à de grands forums de partage des connaissances parrainés par la Banque, où ses innovations ont été présentées, et elle continuera de le faire à l'avenir. L'ICBA est également un partenaire d'innovation sur les systèmes intégrés de gestion de la sécheresse. Ce partenariat s'appuie sur les travaux du Centre dans plusieurs pays membres de la BID de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), de l'Afrique subsaharienne et d'Asie. Ces projets ont identifié des mécanismes et des partenariats appropriés pouvant améliorer le suivi, l'évaluation de la vulnérabilité et la planification en cas de sécheresse. Les connaissances



Groupe de la BID : Promouvoir le déploiement de la science, de la technologie et de l'innovation



Le striga est une mauvaise herbe parasite aux jolies fleurs roses trompeuses, que l'on peut apercevoir sous une variété de sorgho à haute tige cultivée par des agriculteurs de la région de Kaye, au Burkina Faso.

découlant de ce travail éclaireront les investissements futurs du Groupe de la BID visant à aider ses pays membres à passer de la gestion de crise à une approche proactive. Cela permettra de renforcer la résilience de leurs communautés agricoles face à la sécheresse et au changement climatique.

KAUST : Un important partenaire d'innovation

L'université KAUST, située à la périphérie de Djeddah, travaille en partenariat avec la Banque pour mettre au point des moyens de renforcement de la résilience du secteur agricole dans les pays membres. Le partenariat mettra en pratique plusieurs découvertes notables faites à l'Université. Cela inclut les variétés de cultures vivrières présentant une tolérance accrue à la salinité et aux sols pauvres, et les premiers travaux prometteurs se poursuivent avec le blé, l'orge et les tomates. Le partenariat avec

KAUST a également permis de déployer ses innovations dans la lutte contre le Striga (communément appelé « l'herbe des sorcières »), considéré comme l'une des sept contraintes biologiques majeures de la production agricole moderne, entraînant de lourdes pertes de rendement dans de nombreuses cultures, dont le maïs, le mil, le sorgho et les légumineuses (Al-Babili et Boumeester, 2015). Cela est évident dans les champs de sorgho d'un des agriculteurs d'un projet financé par la BID au Burkina Faso. Ce partenariat vise à tester les solutions innovantes développées par KAUST dans les champs des agriculteurs. La technologie implique l'utilisation d'analogues synthétiques de la strigolactone pour induire la prétendue « germination suicidaire » du Striga. L'idée est de d'amener les plants de Striga à germer à un moment où les plantes hôtes (telles que le sorgho) ne sont pas disponibles pour soutenir la mauvaise

herbe. Au fil du temps, cela réduit la réserve de semences résiduelles du parasite dans les champs affectés (Al-Babali et Boumeester, 2015). KAUST et la BID ont initié un programme de formation impliquant des scientifiques et des techniciens africains en agriculture qui peuvent adapter cette mesure de lutte contre le Striga aux conditions des agriculteurs.

Partenaires nationaux et locaux : Renforcement des capacités de mise en œuvre et maintien de l'impact

Ce niveau constitue le cœur de la stratégie de développement de partenariats de la BID. L'accent est mis sur trois grands groupes : les institutions nationales, le secteur privé et les agriculteurs (et leurs associations). Au niveau national, l'objectif visé est d'aborder des problèmes spécifiques qui limitent la croissance du secteur agricole. On en compte plusieurs au niveau de la production dans nos pays membres, et l'accès aux semences améliorées en est un élément majeur. Cela pourrait toutefois être pris en compte par des partenariats qui favorisent la participation des secteurs public et privé. Une autre contrainte, particulièrement fréquente en Afrique, est le flux limité d'informations, en particulier entre les services de recherche et de vulgarisation. Cela se traduit par une application inadéquate des meilleures connaissances pour la prise de décision par les producteurs (Toenniessen et al., 2008).

Institutions nationales

Le *Bangladesh Enhancing Quality Seed Supply Project* (Projet d'amélioration de l'approvisionnement en semences de qualité au Bangladesh) (2011-2017) montre comment l'investissement dans les institutions nationales peut, en partenariat avec le

secteur privé, permettre de relever les défis de l'approvisionnement en semences. Un certain nombre d'organismes nationaux de recherche et de développement agricoles ont participé au projet, ce qui a contribué à la production de 34 000 TM de semences de base de riz paddy. Cela a considérablement augmenté la production de semences certifiées et renforcé leur accès par les agriculteurs. Le projet a été mis en œuvre par la *Bangladesh Agricultural Development Corporation* (BADC) (Société de Développement agricole du Bangladesh), une agence autonome de production et de distribution des semences. Les principaux organismes nationaux de recherche agricole tels que le *Bangladesh Agricultural Research Institute* (BARI) (Institut de recherche agricole du Bangladesh) et le *Bangladesh Rice Research Institute* (BRRI) (Institut de recherche sur le riz du Bangladesh) étaient également les agences d'exécution de leurs composantes respectives. La Division des semences du Ministère de l'agriculture était chargée de la coordination et de la supervision de la mise en œuvre globale du projet pour le compte du gouvernement. Le projet a également aidé les entreprises de semences en organisant les petits exploitants et en identifiant, dans chacune des zones d'intervention, les agriculteurs progressistes qui souhaitaient se convertir en producteurs de semences grâce à la formation et à l'accès au microfinancement.

Renforcement des associations d'agriculteurs : Un partenariat essentiel pour une réussite à grande échelle

L'un des enseignements majeurs tirés des projets financés par la BID est que la capacité des agriculteurs et de leurs organisations à gérer la production et les risques associés (en particulier les risques liés au climat et aux marchés) est un important facteur de réussite. Par exemple, un enseignement tiré



Réunion du Comité exécutif du Groupe Apex sur le site 5, État de Yobe, NPFS, Nigeria

d'un investissement de la BID au Nigéria (Programme national pour la sécurité alimentaire) mis en œuvre sur une période de cinq ans a formé 515 groupes. Les femmes représentaient 32% des membres de ces groupes. Les groupes d'agriculteurs ont été formés à de nombreuses compétences allant de la gestion financière aux bonnes pratiques agricoles, en passant par une bonne commercialisation. Certains de ces groupes se sont aujourd'hui transformés en entreprises commercialement viables, regroupant et transformant les cultures produites par d'autres petits exploitants dans leurs villages (voir Chapitre 4). Grâce aux compétences en gestion financière et à la formation dispensée par le projet, le Gouvernement fédéral du Nigéria a mis en place une ligne de crédit pour aider à accroître la production des nouvelles entreprises.

Partenariat pour la technologie et l'innovation dans la conception de systèmes alimentaires

Les technologies émergentes portées par la quatrième révolution industrielle bouleversent de nombreuses industries, entraînant des changements rapides et à grande échelle. Toutefois, les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture ont mis du temps à exploiter le potentiel de ces technologies.

En vue d'encourager les innovations, la BID a créé un fonds pour la science, la technologie et l'innovation (STI) doté de 500 millions USD. L'initiative est axée sur la promotion de l'innovation scientifique dans les pays membres de la BID et sur le soutien à la mise en œuvre d'innovations scientifiques dans les projets de développement dans des secteurs clés tels que la santé, l'agriculture et l'éducation, afin de parvenir à un développement économique global et durable.

Alors que les nouvelles technologies et innovations offrent d'importantes possibilités de transformation des systèmes de production agricole et alimentaire, l'ensemble des principales parties prenantes, notamment la communauté internationale, les partenaires au développement, les gouvernements nationaux, le secteur privé et les organisations de la société civile, doivent s'engager dans un effort global pour atteindre l'objectif d'une agriculture durable. Cela peut être fait en consolidant les partenariats existants et en créant de nouveaux partenariats avec des parties prenantes potentielles aux niveaux local, national, régional et mondial.

Enseignements retenus

- Les projets régionaux peuvent être des mécanismes efficaces de partage des innovations susceptibles d'accroître durablement les impacts sur le développement, notamment au-delà des frontières nationales.
- Le maintien de partenariats stratégiques pour produire de l'impact nécessite une institution phare et un partage des coûts entre les parties prenantes afin d'en renforcer l'appropriation.
- La création de plateformes permettant un engagement efficace des organisations nationales de recherche agricole, des entités du secteur privé et de la société civile constitue un facteur important pour intensifier l'adoption de solutions innovantes au niveau des agriculteurs.
- Faciliter la création d'entreprises autour des chaînes de valeur des produits de base en organisant les groupements d'agriculteurs et en mobilisant des coopératives d'agriculteurs, permettrait de pérenniser les acquis des technologies améliorées.

Conclusion

Le Groupe de la BID reconnaît qu'il ne peut pas, à lui seul, résoudre ou supporter les besoins financiers nécessaires pour relever les défis du développement auxquels ses pays membres sont confrontés. Le développement de partenariats stratégiques est donc une politique essentielle pour le Groupe. Ce faisant, il identifiera mieux les partenaires potentiels avec lesquels il pourrait s'engager dans un ou plusieurs pays donnés. Le Groupe de la BID sera plus proactif et moins ponctuel à l'avenir.

Références

- Al-Babili, S. and H.J. Bouwmeester. (2015). Strigolactones, a novel carotenoid-derived plant hormone. *Annual Review of Plant Biology*. 66:161-186.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2016). *Public-private partnerships for agribusiness development – A review of international experience*. Authors: Rankin, M., Gálvez Nogales, E., Santacoloma, P., Mhlanga, N. and C. Rizzo. Rome, Italie.
- Qureshi, A.S. and S. Ismail. (2016). Improving agricultural productivity by promoting low-cost irrigation technologies in sub-Saharan Africa. *Global Advanced Research Journal of Agricultural Science*. 5:283-292.
- Toenniessen, G., Adesina, A., and J. DeVries. (2008). Building an Alliance for a Green Revolution in Africa. *Annals of the New York Academy of Sciences*. 1136 :233-242







Chapitre 12

Renforcement des capacités par le biais de partenariats basés sur la solidarité - Cas du Partenariat à flux inversés

Riad Ahmed¹, Ahmad Faruk Diken² et Muntasir Hamid Ahmed³

Messages clés

- Ces dernières années, la BID a porté une attention particulière au renforcement de la coopération technique afin de consolider les relations grâce à des partenariats fondés sur la solidarité, tout en répondant aux besoins de renforcement des capacités des pays membres.
- Le « Partenariat à flux inversés » est un mécanisme de coopération technique axé sur les résultats qui permet aux pays fournisseurs comme aux pays bénéficiaires de relever les défis du développement à long terme.
- Le mécanisme de partenariat à flux inversés aide à mobiliser la richesse des connaissances, de l'expertise et des ressources des pays membres de la BID pour relever les défis du développement et fait déjà une différence dans le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Introduction

En 2015, le monde a adopté les Objectifs de développement durable (ODD), qui représentent, à ce jour, la plus grande tentative visant à s'attaquer aux multiples défis du développement, tels que la pauvreté persistante, la faim et la malnutrition. Pour ne laisser personne pour compte d'ici à l'an 2030 et atteindre les Objectifs de développement durable, des efforts concertés de toutes les parties prenantes et de tous les partenaires doivent être déployés. Le renforcement des capacités est un facteur de succès déterminant pour les gouvernements et les acteurs de la société civile dans l'intégration des ODD dans les plans de développement

nationaux et locaux. C'est également un facteur crucial dans la conception, l'adoption et la mise en œuvre de stratégies de développement, de cadres de suivi et d'évaluation, ainsi que dans la traduction du nouveau programme en une action transformatrice au niveau national (Seth, 2016).

La Banque reconnaît l'importance du renforcement des capacités (RC) pour le succès de ses interventions en matière de développement. Depuis sa création en 1975, la BID a utilisé diverses méthodes pour répondre aux besoins des pays membres en la matière. Parmi ces méthodes, on compte un large éventail d'outils et de modalités tels que l'assistance technique (AT), l'échange d'expertise, les ateliers et la formation en cours d'emploi.

1 Directeur, Section des liaisons inverses, BID (RAhmed@isdb.org)

2 Section des liaisons inverses, BID

3 Section des liaisons inverses, BID

Le Cadre stratégique décennal actuel du Groupe de la BID a été élaboré au terme d'une évaluation de la contribution de l'institution au développement socio-économique de ses pays membres sur une période de 40 ans. Il définit un plan d'action affiné, qui met l'accent sur un meilleur renforcement des capacités, en vue d'obtenir des résultats en matière de développement durable en œuvrant en collaboration avec tous les partenaires au développement, y compris les bénéficiaires. En conséquence, le renforcement des capacités est considéré comme un thème transversal qui soutient la réalisation du mandat unique de la BID et de ses forces et capacités fondamentales. Les efforts de la Banque dans ce domaine s'inspirent de l'expérience qu'elle a accumulée au cours des quatre dernières décennies, ainsi que sur sa position relative et son potentiel dans le contexte de l'évolution du paysage du développement dans les pays membres. Des changements importants se produisent – dans certains cas très rapidement – dans l'infrastructure économique et sociale de ces pays. Le secteur privé est en expansion, un développement social plus inclusif est en cours, la coopération entre les pays membres se développe et le secteur financier islamique prend de l'essor. Dans le même esprit, le RC fait partie intégrante de l'évolution de la BID, qui est passée du statut de bailleur de fonds à celui de fournisseur de connaissances et d'intermédiaire/ de négociateur de bonne foi de solutions de développement pour ses pays membres.

En outre, le Cadre stratégique décennal du Groupe de la BID souligne la nécessité pour la BID de devenir progressivement à la fois une banque de développement et une banque des acteurs du développement, et identifie un nouveau modèle d'entreprise qui souligne le rôle de la Banque en tant que catalyseur de la coopération entre acteurs du développement,

à chaque étape du cycle de développement.

Aperçu du renforcement des capacités à la BID

Au fil des ans, la Banque a fourni des ressources pour le renforcement des capacités par le biais d'initiatives d'assistance technique (AT). Citons à titre d'exemple les initiatives et programmes ci-après : Programme de coopération technique (PCT), Programme des sciences et de la technologie (PST), Programme des ONG, Programme de bourses d'études, Programme d'assistance technique pour la promotion des investissements (PATI), Forum des entreprises Thiqah, Programme de coopération et de promotion commerciales (PCPC), et prestation de services consultatifs et séminaires de formation.

Programme de coopération technique (PCT) de la BID

En tant que promoteur de la coopération Sud-Sud entre ses pays membres et les communautés musulmanes de pays non membres, la Banque a lancé, en 1983, un PCT spécifique conçu aux fins de :

- 1) mobiliser l'expertise technique et les capacités de formation des pays membres en vue de favoriser la collaboration en leur sein ;
- 2) promouvoir les possibilités d'échange d'expériences et d'informations, ainsi que les technologies appropriées adaptées aux besoins de développement des pays membres ;
- 3) réduire les contraintes administratives, techniques et institutionnelles, qui retardent l'exécution des projets et leur efficacité ;
- et 4) intensifier le rapprochement entre les besoins identifiés dans des pays membres et les capacités des autres pays membres et encourager un partenariat plus étroit entre eux.

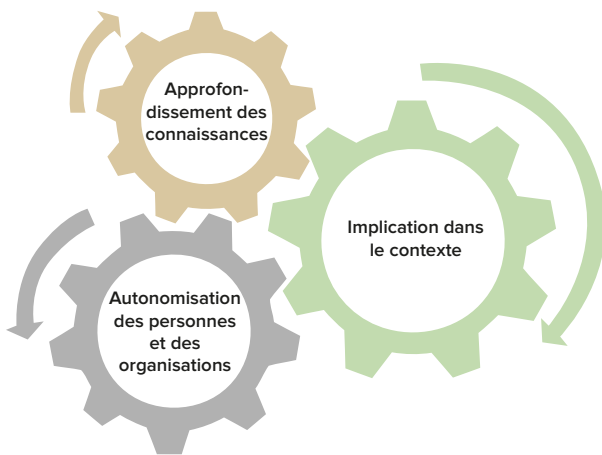


Figure 12.1 : Le modèle 3-E de renforcement des capacités

Le PCT est basé sur une approche tripartite associant les pays/institutions bénéficiaires, les pays/institutions fournisseurs et la BID en tant que facilitateur et/ou rassembleur, en plus de son rôle de financier. Les modalités adoptées pour promouvoir et atteindre les objectifs du programme comprennent le recrutement d'experts, la formation en cours d'emploi et l'organisation d'activités de partage des connaissances telles que des ateliers et des séminaires.

Depuis le lancement du PCT, 55,5 millions USD ont été alloués à des opérations qui ont couvert un grand nombre de secteurs et de sous-secteurs, en fonction des besoins des pays membres et des priorités de la Banque. Le secteur social (santé et éducation) représentait la part la plus importante avec 12,74 millions USD (23%), suivi du secteur financier avec 11,75 millions USD (21%) ; l'administration publique a reçu 6,66 millions USD (12%) et l'agriculture a obtenu 6,30 millions USD (11%).

Partenariat à flux inversés : Un nouveau mécanisme de renforcement des capacités Sud-Sud

La longue expérience de la Banque en matière de coopération technique dans le cadre du PCT a permis de tirer des enseignements précieux :

- Les pays membres possèdent des richesses en matière de connaissances et d'expertise qui peuvent être mises à profit pour renforcer le développement économique ; et
- Les engagements à long terme, entre les pays membres, peuvent produire des résultats plus durables et des partenariats pérennes.

Ces idées ont amené la Banque à mettre au point une meilleure modalité de coopération technique qui réponde aux besoins des pays membres en matière de renforcement des capacités de manière durable et axée sur les résultats. En 2013, l'approche du partenariat à flux inversés (*Reverse Linkage*) a été ajoutée aux méthodes disponibles pour le PCT ; elle a été testée pendant plusieurs années avant d'être un outil standard de renforcement des capacités.

Le partenariat à flux inversés est défini comme suit : « un mécanisme de coopération technique mis en place par la BID pour permettre aux pays membres et aux communautés musulmanes des pays non membres de partager leurs connaissances, leur expertise, leur technologie et leurs ressources afin de développer leurs capacités et de concevoir des solutions pour leur développement autonome » (Politique de partenariat à flux inversés de la Banque islamique de développement, 2017).



Partenariat à flux inversés : Un mécanisme efficace de Coopération gagnant-gagnant

L'approche du partenariat à flux inversés (Reverse Linkage) en matière de renforcement des capacités facilite un échange dans lequel toutes les parties sont gagnantes. Le pays bénéficiaire acquiert de nouvelles connaissances et compétences qu'il peut intégrer dans son processus de développement socio-économique. Le fournisseur renforce sa position grâce à une exposition internationale, renforce son réseau d'acteurs du développement et de partenaires, et ouvre de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités. Et la BID et ses partenaires au développement sont en mesure d'atteindre leur objectif global qui est de soutenir le développement des pays membres grâce à un modèle de partenariat novateur et moins coûteux.

Un autre avantage non négligeable est la réduction des risques liés aux aspects techniques d'un projet. Étant donné que les projets sont conçus par des experts techniques d'un centre de ressources doté d'une expertise avérée dans un domaine particulier, la qualité des projets est assurée dès le début. Ce risque est encore réduit par le fait qu'il y a trois paires d'yeux qui scrutent et apportent un soutien pendant la phase de conception du projet, y compris le pays bénéficiaire et la BID. Les défauts de conception qui pourraient être négligés par un groupe sont susceptibles d'être relevés par un autre.

Par ailleurs, les risques financiers sont réduits puisque l'engagement envers le projet provient d'au moins trois parties prenantes. Dernier point, mais non des moindres, le financement conjoint dans le cadre de cette approche durable et axée sur les résultats permet la réalisation de projets en partenariat qui seraient autrement très difficiles à élaborer et à mettre en œuvre.

Le mécanisme de partenariat à flux inversés est conforme aux principes de la coopération internationale Sud-Sud, notamment le respect de la souveraineté nationale, l'appropriation et l'indépendance nationales, l'égalité, la non-conditionnalité, la non-ingérence dans les affaires intérieures et les avantages mutuels.

L'une des caractéristiques les plus importantes du partenariat à flux inversés est le fait qu'en tant que mécanisme de coopération technique renforcé, son objectif premier est de réunir au moins deux pays afin qu'ils s'entraident pour résoudre leurs problèmes de développement par un

engagement à long terme. Ce mécanisme vise des résultats de développement spécifiques, plutôt que de se concentrer uniquement sur des activités.

Promotion du Partenariat à flux inversés dans l'agriculture

Le renforcement des capacités en matière de partenariat à flux inversés est un moyen efficace de s'attaquer aux obstacles au développement agricole dans les pays membres, une haute priorité pour la Banque. En associant les pays dotés d'un solide savoir-faire technique en agriculture à ceux qui n'en possèdent pas, la Banque joue un

rôle de facilitateur et de catalyseur pour promouvoir des partenariats stratégiques. Trois exemples de la façon dont le partenariat à flux inversés fonctionne sont présentés ici.

Production de riz : Un partenariat à flux inversés entre le Suriname et la Malaisie

Le Suriname, pays membre de la BID en Amérique latine, a le potentiel pour parvenir à l'autosuffisance en matière de production de riz et développer de meilleurs produits à base de riz qui peuvent être commercialisés aux niveaux national et international. Cependant, les agriculteurs du Suriname sont limités par la productivité de leurs variétés de riz qui sont adaptées à des types de sols et à des zones de production spécifiques dans le pays. Ce problème est aggravé par un sérieux manque de riziculteurs qualifiés et qui connaissent également quatre autres domaines essentiels : la surveillance de la fertilité et de la dégradation des sols ; la gestion intégrée

de l'eau pour la riziculture ; la documentation sur les taux et les exigences en matière d'utilisation d'engrais ; et la gestion systématique du nivellement des terres dans les zones rizicoles.

Par ailleurs, la Malaisie possède une solide expertise en matière de sélection et de production de riz, acquise au cours des 35 dernières années par le *Malaysian Agricultural Research and Development Institute (MARDI)* (Institut malaisien de recherche et de développement agricoles). Le pays a réussi à mettre sur le marché un certain nombre de variétés de riz résistantes à un champignon nuisible appelé la pyriculariose du riz et à un insecte ravageur néfaste appelé la delphacide brune du riz. La Malaisie a porté sa production de riz à une moyenne de 7 MT/ha. Cet objectif a été atteint, entre autres, grâce à l'élaboration d'un manuel pour la culture du riz, ainsi qu'au développement d'un ensemble de technologies pour la plantation de riz sur des sols à problèmes et l'évaluation de la qualité du riz.



Des experts Malaisiens en visite sur le terrain au Suriname dans le cadre du projet de Partenariat à flux inversés pour la production de Riz

En tant que catalyseur, la BID est intervenue pour faciliter le transfert de connaissances et d'expertise de la Malaisie au Suriname, et pour aider ce dernier à atteindre et à maintenir son autosuffisance en matière de production de riz et à accroître ses exportations de riz de qualité.

Le partenariat stratégique établi entre les deux pays est une relation gagnant-gagnant, où le Suriname relève un défi de savoir-faire technique dans le secteur agricole et où la Malaisie est en mesure de présenter ses technologies et son expertise et d'ouvrir de nouveaux marchés pour ses produits.

Insémination artificielle : Un projet de partenariat à flux inversés entre la République kirghize et l'Indonésie

La République kirghize, pays membre de la BID en Asie centrale, possède un secteur agricole prometteur et un cheptel

très important. Toutefois, ce secteur ne contribue que pour 20% au PIB du pays, et l'élevage représente plus de la moitié de ce total. Étant donné le rôle prépondérant de l'élevage dans l'agriculture, l'amélioration de la productivité pourrait avoir un impact majeur sur la prospérité globale du pays. La faible productivité du secteur de l'élevage est due à plusieurs causes profondes. Il s'agit notamment d'équipements obsolètes, de technologies désuètes et d'un soutien financier insuffisant. Une autre grande cause est le manque de personnel qualifié et formé aux techniques de l'insémination artificielle. L'enjeu consiste donc à renforcer les capacités nécessaires pour améliorer la productivité de l'élevage et le développement général du secteur en République kirghize.

Par ailleurs, l'Indonésie compte 30 ans d'expérience dans le développement et



Des experts indonésiens dispensent une formation pratique sur l'insémination artificielle à leurs homologues de la République kirghize dans le cadre du Projet de partenariat à flux inversés dans le domaine de l'élevage.

l'amélioration de la productivité et de la qualité génétique de son propre secteur de l'élevage. Le *Singosari National Artificial Insemination Centre* (SNAIC) (Centre national d'insémination artificielle de Singosari), qui est le principal centre d'élevage en Indonésie, produit et distribue du sperme congelé de haute qualité. Il a aidé les éleveurs à accroître leur bétail ainsi que leur productivité, d'où l'augmentation de leurs revenus.

Là encore, dans son rôle de catalyseur, la Banque est intervenue pour assurer le transfert de connaissances et d'expertise de l'Indonésie à la République kirghize, afin d'aider cette dernière à accroître sa production et sa productivité animales. Le partenariat stratégique établi entre les deux pays est une relation gagnant-gagnant, où la République kirghize relève un défi de savoir-faire technique dans le secteur agricole et où l'Indonésie applique ses technologies dans un nouvel environnement, améliorant ainsi leur répliquabilité. L'exposition des connaissances et de l'expertise indonésiennes en matière de gestion du bétail dans un autre pays génère de la visibilité, améliore la réputation du pays et ouvre de nouvelles opportunités d'affaires.

Fertilité du sol : Un projet de Partenariat à flux inversés entre la Côte d'Ivoire et le Maroc

En Côte d'Ivoire, pays de l'Afrique de l'Ouest, l'agriculture fournit des emplois à environ deux tiers de la population active et représente 35% environ du PIB. La Côte d'Ivoire est le premier exportateur mondial de cacao (plus de 40% de l'offre mondiale) et de noix de cajou brutes. En outre, elle est le plus grand exportateur africain de caoutchouc, d'huile de palme, de bananes et d'ananas. Malgré les performances

remarquables de son secteur agricole, le pays est confronté à de sérieux problèmes de dégradation et de fertilité des sols, qui mènent à une utilisation inefficace des ressources, y compris les engrais et la main-d'œuvre, et réduisent la résistance des systèmes de production alimentaire face aux variations climatiques.

Le Maroc, pour sa part, a été identifié comme un fournisseur de connaissances et d'expertise. L'Institut national de la recherche agronomique (INRA), lauréat du Prix de la BID pour les sciences et la technologie, a mis à profit ses connaissances et son expertise pour aider la Côte d'Ivoire à relever les défis qui l'interpellent.

En mars 2014, la BID a signé un protocole d'accord avec le Gouvernement marocain (par l'intermédiaire de l'Agence marocaine de coopération internationale – AMCI) en vue de tirer profit de l'expérience, des connaissances et de l'expertise du Maroc en matière de développement, pour appuyer d'autres pays membres. L'un des domaines de coopération identifiés dans le cadre de ce protocole d'accord et de la Stratégie de partenariat des pays membres (SPPM) pour le Maroc, est l'agriculture et la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, un projet de partenariat à flux inversés a été initié entre la Côte d'Ivoire et le Maroc, la Banque jouant à nouveau son rôle de catalyseur et de facilitateur. L'objectif global du projet est d'appuyer le Gouvernement de la Côte d'Ivoire dans ses efforts visant à améliorer la sécurité alimentaire. Les principaux résultats du projet sont l'accroissement de la production de riz dans les zones cibles. Plus précisément, le projet vise à accroître la production et la productivité des cultures dans des zones ciblées. Cela se fera à travers ce qui suit :

- 1) l'élaboration et l'adoption de techniques



Caravanes de sensibilisation et d'information en Côte d'Ivoire – des sacs d'engrais exposés lors d'une foire agricole

adaptées pour cartographier la fertilité des sols ; 2) le déploiement d'un système complet de fertilisation des cultures ; et 3) l'initiation d'activités de sensibilisation et de diffusion pour améliorer la production et la productivité agricoles.

Enseignements retenus

- Le mécanisme de partenariat à flux inversés déployé par la BID, et par le biais duquel les pays membres peuvent s'entraider, peut être un mécanisme efficace pour combler les lacunes en matière de renforcement des capacités nécessaires à la croissance des secteurs agricoles.
- Les programmes de coopération technique (PCT) peuvent être utilisés en combinaison avec l'approche du partenariat à flux inversés, pour cibler les besoins spécifiques en capacité qui nécessitent des compétences spécialisées pour améliorer les chaînes de valeur agricoles.

- Le mécanisme de partenariat à flux inversés permet non seulement de renforcer les capacités, mais encore les relations entre les pays membres. Une prochaine étape importante dans cette direction consistera à intégrer la méthodologie du partenariat à flux inversés dans la conception et la mise en œuvre des programmes et projets nationaux et régionaux. Cela permettra d'amplifier les effets bénéfiques de l'approche.

Conclusion

Alors que la BID se repositionne au sein de la communauté mondiale des institutions de développement, il est d'une importance cruciale de s'appuyer sur le vaste réseau des pays membres de la Banque et sur les nombreuses institutions qui existent en son sein. Cela ressort clairement du Cadre stratégique décennal du Groupe de la BID et de son objectif global de devenir une « Banque des acteurs du développement ». Le partenariat à flux inversés est un

mécanisme désormais efficace qui permet à la Banque de jouer le rôle de facilitateur grâce à ce qui suit : 1) l'utilisation de sa connaissance des pays membres pour identifier les besoins urgents, ainsi que les fournisseurs potentiels de solutions de développement ; et 2) l'établissement et le maintien de liens de manière à réaliser des changements transformateurs et durables au développement économique.

Compte tenu des immenses problèmes de capacité qui existent dans les pays membres et de l'efficacité avérée du mécanisme de partenariat à flux inversés pour les surmonter, l'approche devrait être élargie afin de réaliser son véritable potentiel et d'obtenir des résultats étendus et durables. La décentralisation de la Banque, grâce au lancement de nouveaux pôles régionaux, coïncide avec le passage de la phase pilote à la phase d'intégration du mécanisme de partenariat à flux inversés. L'affectation de personnel supplémentaire sur le terrain permettra à la BID de travailler plus rapidement à l'établissement de liens entre les pays membres et d'assurer un suivi étroit de la mise en œuvre du programme.

La proximité avec les clients permettra également à la Banque d'être mieux à même d'évaluer les besoins en capacité, d'évaluer les performances des projets sur le terrain en temps réel, de tirer rapidement les enseignements de leur mise en œuvre et de s'adapter aux nouveaux défis. Cela

renforcera et accélérera également la capacité de la Banque à mobiliser des ressources techniques et financières supplémentaires et à les affecter aux bénéficiaires.

L'établissement de liens entre les pays membres, facilité par la BID, contribuera grandement à la réalisation, non seulement de l'ODD 17, « Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser », mais aussi de tous les autres ODD. Ce qu'il faut à ce stade, c'est renforcer l'intégration du mécanisme de partenariat à flux inversés en veillant à ce qu'il ne s'agisse pas seulement d'une activité indépendante qui se déroule après coup, mais plutôt d'une activité adoptée au tout début des étapes de la conception et de l'élaboration du projet. Cela permettra de s'assurer que la bonne expertise des centres de ressources des pays membres est effectivement liée à la formulation des projets, ce qui influera sur la conception et la qualité des projets dès le départ.

Références

- Banque islamique de développement. (2017). *IsDB Reverse Linkage Policy 2017*. Djeddah. Royaume d'Arabie Saoudite
- Seth, Nikhil. (2016). *Remarks by the United Nations Assistant Secretary General and Executive Director of the UN Institute for Training and Research*.





Chapitre 13

Retenir les enseignements du passé pour éclairer les investissements futurs

Ahmed Ag Ababacrine¹, Mustapha Jammeh², Mohamed Jalaludeen³
et Bashir Jama⁴



Messages clés

- Les investissements passés du Groupe de la BID dans le suivi et l'évaluation, fournissent des enseignements précieux qui orienteront les efforts futurs de la Banque pour développer des projets concrets. Il s'agira notamment d'assurer les synergies du Groupe de la BID et le regroupement des investissements, mais aussi de mettre en place des mécanismes pour renforcer la capacité des programmes nationaux afin de disposer de données de référence exhaustives et de cibles réalisables.
- L'appui de la BID à ses pays membres mettra l'accent sur le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable, en particulier les ODD 2 (« Faim zéro ») et 17 (« Partenariats »), qui sont essentiels pour avoir des effets durables.
- Pour renforcer la capacité des pays membres en matière de suivi et d'évaluation des projets, la BID les appuiera en mobilisant des partenaires stratégiques, notamment les centres d'excellence régionaux et internationaux qui peuvent contribuer à faciliter un suivi systématique pour atteindre les résultats souhaités.

Introduction

Depuis sa création en 1975, la BID a placé l'agriculture et le développement rural (ADR) au premier rang de ses priorités dans le financement du développement de ses pays membres. Afin de tirer des enseignements des projets financés par la Banque dans le secteur de l'ADR, le Département de l'évaluation des opérations (DEO) de la BID a effectué régulièrement des évaluations indépendantes des investissements de la Banque dans les pays membres et dans tous les secteurs, notamment ceux de l'agriculture et du développement rural. Une évaluation

importante a été publiée en 2016, et elle portait sur les investissements réalisés par la Banque entre 1976 et 2014, avec comme objectif général la détermination de leur pertinence, leur efficacité, leur efficacité et leur durabilité (Département de l'évaluation des opérations du Groupe, 2016). L'exercice comprenait également des comparaisons pertinentes avec les enseignements tirés de l'expérience d'autres Banques multilatérales de développement (BMD) et a fait le point sur les meilleures pratiques dans ce domaine.

Alors que nous nous dirigeons vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable de à l'horizon 2030, et plus particulièrement l'ODD 2 («

1 Département de l'évaluation des opérations, BID
(AAboubacrine@isdb.org)

2 Département de l'évaluation des opérations, BID

3 Département de l'évaluation des opérations, BID

4 Pratiques mondiales de l'agriculture, BID

Faim zéro »), des efforts coordonnés sont requis pour suivre les résultats au niveau mondial. À cet égard, l'établissement de partenariats efficaces avec d'autres Banques multilatérales de développement (BMD) sera crucial pour l'exécution du projet et le suivi des résultats. Parmi ces partenaires figurent la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD), la Banque asiatique de développement (BASD) et d'autres entités de développement, y compris les institutions spécialisées des Nations Unies telles que le Fonds international de développement agricole (FIDA).

L'ODD 2 vise à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable d'ici 2030. L'un des grands défis qui interpellent le monde à cet égard est de savoir comment faire pour qu'une population mondiale croissante – qui devrait atteindre 10 milliards de personnes d'ici à 2050 – dispose d'une alimentation de qualité suffisante pour répondre aux besoins nutritionnels d'une vie saine (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2017). Actuellement, 815 millions de personnes souffrent d'une sous-alimentation chronique. Elles vivent principalement dans 54 pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), et plus de la moitié de ces pays (28) sont membres de la BID. Beaucoup de ces pays se trouvent en Afrique subsaharienne où le problème de l'insécurité nutritionnelle est répandu. En fait, un enfant de moins de cinq ans sur trois souffre d'un retard de croissance dû à la malnutrition (FAO, 2017). Alors que la prévalence de la sous-alimentation a baissé dans les pays membres de la BID – de 23,6% au début des années 1990 à 14,8% en 2016 – les personnes sous-alimentées vivant dans les pays membres représentent toujours 20,8% environ du total mondial (Organisation de la coopération islamique, 2016).

Le présent chapitre résume les résultats obtenus dans le secteur de l'ADR de la Banque au cours des quatre dernières décennies et examine les moyens d'aller de l'avant avec l'intégration des ODD. Cela se fait dans le cadre de l'évaluation des projets de la BID de 1976 à 2014. L'importance des résultats du suivi est soulignée, et d'importants enseignements ont été tirés, et qui devraient orienter les activités visant à atteindre les ODD.

Réflexions sur le passé

On trouvera ci-après un résumé des récents rapports d'évaluation de la Banque :

les rapports d'évaluation post-projet (REPP) pour 64 projets dans le secteur de l'agriculture et du développement rural (ADR) financés par la Banque dans 25 pays membres ; les notes d'évaluation des rapports d'achèvement de projet connexes ; les rapports d'évaluation de projets (RE) ; et les rapports d'évaluation de l'assistance pays (EAP). Le résumé s'est également inspiré d'un examen des documents stratégiques de la BID, ainsi que d'autres études sectorielles pertinentes préparées par la Banque ou d'autres BMD et institutions techniques (comme le FIDA et la FAO). D'autres sources d'information importantes pour le sommaire comprenaient des discussions approfondies avec le personnel du Complexe des opérations de la Banque et, bien entendu, avec les partenaires d'exécution des projets des pays membres.

Les effets des interventions de la BID ont été évalués par l'analyse des produits et des résultats du DAR, mais ne constituent pas une évaluation complète de l'impact en raison des données limitées. Par conséquent, la mesure complète et formelle de l'impact dépasse la portée des évaluations mentionnées ici, surtout en raison des obstacles susvisés rencontrés dans l'évaluation et la méthodologie. Les

résultats des évaluations antérieures sont plutôt limités à l'évaluation de la probabilité d'un bilan positif des interventions de la BID.

Principaux résultats – Évaluation du rendement et atteinte des cibles opérationnelles

Pertinence – Les objectifs des projets d'agriculture et de développement rural ont été jugés pertinents par rapport aux objectifs de développement et aux aspirations des pays membres de la BID eu égard à la croissance de leur secteur agricole. Les projets ont également soutenu la vision de la BID pour l'amélioration des conditions socio-économiques des populations des pays membres. Il a été constaté que la majorité des projets ont des conceptions et une portée appropriée pour atteindre les objectifs visés.

Efficacité – La majorité des projets évalués ont atteint les résultats escomptés. Il existe suffisamment de preuves pour conclure que les projets d'agriculture et de développement rural ont contribué de manière significative

à la promotion des programmes de développement des pays membres grâce à ce qui suit : 1) l'amélioration des moyens de subsistance des communautés (nourriture, eau et services sociaux) ; 2) l'augmentation de la productivité des cultures et du bétail ; 3) l'accroissement des revenus des agriculteurs et des ménages ruraux ; 4) le renforcement de la sécurité alimentaire ; et 5) la réduction de la pauvreté rurale. La plupart des projets évalués ont également été bénéfiques aux populations locales en leur fournissant des services socio-économiques de base tels que des routes rurales et l'accès à l'eau potable et à une alimentation de bonne qualité. Par exemple, la production de riz a doublé au Bangladesh, passant de 2,5 à 5 MT/ha, et les projets financés par la BID ont augmenté la production annuelle de cultures vivrières de 369 419 MT dans les pays membres. Pris ensemble, l'Azerbaïdjan, le Mali et le Burkina Faso ont augmenté leur production annuelle de coton de 569 700 MT (Banque islamique de développement, 2016).



Efficience – Dans l'ensemble, le processus d'évaluation indépendante de la BID a souligné la nécessité de renforcer la supervision des projets afin d'en accroître les impacts. Bien qu'il y ait des variations considérables d'une région à une autre et d'un pays à l'autre, cela prend en général beaucoup de temps avant que les projets ne soient achevés, et souvent en raison d'un retard de démarrage (Banque islamique de développement, 2016). De tels problèmes, qui comprennent souvent des dépassements de coûts, ne sont pas rares dans les programmes et projets de développement (Ahsan & Gunawan, 2010). Les raisons de ces retards sont nombreuses, mais trois facteurs principaux ressortent. Premièrement, il peut y avoir un décalage entre la portée d'un projet et les activités prévues par rapport à la période de mise en œuvre recommandée, d'où la nécessité de reformuler le projet et de modifier sa portée et sa conception. Deuxièmement, les capacités limitées des pays ont contribué aux retards dans la mise en œuvre des projets, tout comme le manque de coordination entre les différentes parties à la mise en œuvre, les retards dans le lancement des projets et la disponibilité, en temps voulu, des fonds de contrepartie. Troisièmement, les retards sont dus à une présence limitée de la BID sur le terrain pour fournir un appui technique et en matière d'achats aux équipes nationales de projet. Ce sont ces défis, entre autres, qui orientent la Stratégie décennale de la BID qui met l'accent sur la décentralisation et le rapprochement physique avec les sites des projets.

Durabilité – L'évaluation a montré qu'une fois achevés, les projets évalués reposaient essentiellement sur l'appui des gouvernements des pays membres pour soutenir leurs réalisations. À l'avenir, et dans le cadre explicite de la Stratégie décennale, l'accent sera mis sur la participation des collectivités locales, ainsi

que du secteur privé et des parties prenantes de la société civile, pour garantir la viabilité du projet une fois le financement bouclé. Malgré les défis de la durabilité, les observations reçues des communautés bénéficiaires dans les pays membres indiquent que les projets de DAR achevés ont eu des impacts positifs. Ils ont changé les moyens d'existence des communautés locales, amélioré les techniques agricoles, augmenté les revenus et contribué à améliorer la qualité de vie. Les projets ont renforcé l'infrastructure socio-économique rurale en construisant des routes, en améliorant les infrastructures de marché et en rendant l'eau potable plus facilement accessible. Les associations locales d'agriculteurs ont été renforcées et des partenariats établis avec divers acteurs qui sont cruciaux dans le renforcement des retombées du projet lorsque le financement prend fin.

Dans l'ensemble, les 64 projets évalués ont été classés comme réussis ou partiellement réussis (BID, 2016), en utilisant les meilleures pratiques et outils mondiaux pour un suivi et une évaluation efficace des projets de développement (Programme des Nations Unies pour le développement, 2009).

Les évaluations ont également fourni des indications qui amélioreront les résultats globaux des projets futurs, y compris la nécessité de renforcer la capacité de suivi et d'évaluation des équipes de projet. Aux fins d'un suivi et d'une évaluation renforcés, il faudra définir des références de base appropriées et identifier des cibles et des indicateurs de succès qui pourront être utilisés pour suivre les progrès et évaluer les impacts en fonction du calendrier d'exécution de chaque projet.



Perspectives

La production agricole devra augmenter de 50% environ d'ici 2050 pour répondre aux besoins d'une population mondiale croissante (FAO, 2017). Ceci est mis en évidence par l'incidence cruciale de la sécurité alimentaire sur la réalisation des autres ODD, notamment l'élimination de la pauvreté (ODD 1), la réalisation de la faim zéro (ODD 2), l'amélioration de la santé (ODD 3) et la création d'emplois (ODD 8). Ces liens d'interdépendance sont essentiels à la réalisation des ODD. Il en est de même pour leurs précurseurs, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui comprennent des cibles que de nombreux pays en développement n'ont pas réussi à atteindre. Heureusement, les pays membres de la BID sont désormais déterminés à développer leur secteur agricole et investissent dans des solutions intégrées pour relever de nombreux défis pertinents. Au premier rang de ces préoccupations figure la nécessité d'accroître la productivité et les revenus des petits producteurs alimentaires, de renforcer la résilience des systèmes alimentaires et de maintenir la biodiversité

et l'utilisation durable des ressources génétiques. La raréfaction croissante de l'eau, la dégradation de la santé des sols et l'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques causés par les changements climatiques posent des problèmes supplémentaires à de nombreux pays membres.

La BID a opéré d'importants investissements pour aider les pays membres à développer leur secteur agricole et à progresser vers la réalisation des ODD relatifs à l'agriculture et au développement rural. Les investissements de la BID dans l'agriculture ont connu une croissance rapide, la majeure partie de cette croissance étant intervenue après la crise alimentaire mondiale de 2008 (comme indiqué aux Chapitres 1 et 2). L'une des principales caractéristiques des programmes intégrés mis en œuvre est l'investissement dans le renforcement de la capacité des institutions locales (au niveau des exploitations) et nationales à gérer les projets financés par la Banque en vue d'obtenir des résultats, y compris le suivi des progrès vers la réalisation des ODD relatifs à l'agriculture et au développement rural.

Enseignements retenus

La Banque doit assimiler un certain nombre d'enseignements clés afin d'assurer la réussite de la mise en œuvre des futurs projets d'ADR et d'aider les pays membres à progresser vers la réalisation des ODD ainsi que des objectifs énoncés dans la Stratégie décennale du Groupe de la BID. Parmi ceux-ci on compte :

- Les possibilités de cofinancement qui peuvent être transformées en partenariats efficaces avec d'autres partenaires au développement et des entités du secteur privé. La BID n'est pas le seul acteur du financement des projets d'agriculture et de développement rural dans les pays membres. D'autres comme le FIDA, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement et de plus en plus le secteur privé, travaillent également en collaboration avec les pays membres, parfois dans les mêmes lieux. Les possibilités offertes par les accords de cofinancement avec ces partenaires devraient être encouragées et incluses dans les processus pertinents de suivi et d'évaluation des projets.
- Le regroupement des interventions de développement du Groupe de la BID crée des synergies dans les pays membres. Il est important de créer des opportunités de regroupement des investissements au niveau des pays par les entités du Groupe de la BID afin de maximiser les intrants et les produits qui conduisent à des

résultats et des impacts plus significatifs. Bien qu'assez difficile à mettre en œuvre et à en assurer le suivi, c'est la voie à suivre pour parvenir à des changements durables et efficaces.

Conclusion

Le secteur de l'agriculture et du développement rural demeure un moteur essentiel de la prospérité économique et de l'amélioration du développement humain dans les pays membres de la BID. À l'avenir, les synergies entre les diverses interventions du Groupe de la BID seront essentielles pour réaliser les impacts souhaités et assister plus efficacement les pays membres dans leurs efforts visant à atteindre les ODD. L'étape suivante est le renforcement de la capacité des équipes nationales à suivre (en temps réel) les progrès réalisés par les projets et programmes financés par la BID, et à suivre l'évolution vers la réalisation des ODD. Cela nécessitera l'appui de partenaires techniques capables d'apporter de multiples contributions : établir des bases de données solides, déployer des technologies modernes de l'information et des communications, renforcer les capacités d'analyse des équipes nationales et mobiliser d'autres partenaires au développement (y compris des entités du secteur privé) qui peuvent élargir la portée des interventions dans l'ADR et aider à pérenniser leurs impacts. C'est cette voie de la transformation que la BID s'engage à suivre.

Références

- Ahsan, K, and I. Gunawan. (2010). Analysis of cost and schedule performance of international development projects. *International Journal of Project Management*. 28 :68-78.
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. (2017). *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Africa 2016. The challenges of building resilience to shocks and stresses. The State of Food Security in the World*. Rome, Italie.
- Banque islamique de développement (2016). *Synthesis of Evaluations of IsDB Interventions in the Agriculture and Rural Development Sector in Member Countries (1976-2014)*. Département de l'Évaluation des Operations du Groupe. Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.
- Organisation de coopération islamique. (2016). *Agriculture et Sécurité alimentaire dans les pays membre de l'OCI*.
- Programme des Nations Unies pour le développement. (2009). *A handbook on planning, monitoring, and evaluating for development results*. New York, USA. 220 p.







Banque islamique de développement
8111, rue King Khaled
Al Nuzlah al Yamania
Unité 1 Jeddah 22332-2444
Royaume d'Arabie Saoudite

Tél: (+ 966-12) 636 1400
Télécopie: (+ 966-12) 636 6871
Courriel: isdbarchives@isdb.org
Site Web: www.isdb.org